

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



HÉRITAGE
EN FAMILLE, L'ÉPINEUSE QUESTION
DU PARTAGE DES BIJOUX **PAGE 32**

GASTRONOMIE
NOTRE SÉLECTION
DES MEILLEURES TABLES
CORSES À PARIS **PAGES 40 ET 41**

Le Wagon Bleu (17^e arrondissement).



ÉLYSÉE

Conflits mondiaux,
prix de l'énergie...
Emmanuel Macron
veut garder la main

PAGE 8

GAUCHE

Le Parti socialiste
secoué par l'affaire
Philippe Brun

PAGE 9

MOYEN-ORIENT

Comment Trump
a négocié avec
les houthistes,
délaissant ses alliés
saoudiens **PAGE 11**

ÉPIDÉMIE

En RDC, la capitale
redoute l'arrivée
d'Ebola **PAGE 16**

CONJONCTURE

Le modèle social
coûte 1,5 milliard
d'euros par jour
aux entreprises

PAGE 24

CHAMPS LIBRES

• L'amateurisme
affairiste
des hommes
de Trump
face à Poutine

• Un entretien avec
Blanche Leridon

• Une tribune
de Sarah El Haïry

• Le bloc-notes
de Laurence
de Charette

• L'analyse
d'Eugénie Bastié

PAGES 19 À 21

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi :

Êtes-vous favorable
à l'accueil du Canada
comme premier
« membre associé »
de l'Union européenne ?

OUI
70%

NON
30%

VOTANTS : 94 418

Approuvez-vous le projet
européen d'interdiction
des réseaux sociaux
aux moins de 13 ans ?

Téléchargez
l'appli
du Figaro
pour voter

ALEXANDER KAZAKOV/VIA REUTERS ;
CSA-PRINTSTOCK/GETTY IMAGES ;
MONTAGE LE FIGARO ; KUN MO RYU

« Des efforts aujourd'hui pour éviter des sacrifices demain »

Dans un entretien exclusif
au « Figaro », Sébastien Lecornu
annonce un effort budgétaire
d'environ 54 milliards d'euros
et promet la stabilité fiscale
dans le cadre du prochain projet
de loi de finances. **PAGES 2, 3, 4 ET 6**



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Droit d'asile : la pression baisse, les déboutés restent en masse

Malgré la diminution du flux
de demandeurs d'asile, de
18 % depuis le 1^{er} janvier der-
nier, le cumul du nombre de
réfugiés en France dépasse les
800 000. Surtout, les déboutés

- 75 000 en 2025 - restent très
majoritairement sur le terri-
toire : sur 100 individus faisant
l'objet d'une OQTF, entre
92 et 97 demeurent en France.

PAGE 14 ET L'ÉDITORIAL

ÉDITORIAL par Yves Thérard

Bombe migratoire

On ne saurait se satisfaire de la lé-
gère baisse du nombre de de-
mandeurs d'asile enregistrée ces
derniers mois. Une évidence
demeure : si la plupart d'entre
eux ne sont pas acceptés et ont l'obligation de
quitter le territoire, ils finissent toujours par
s'y installer. Beaucoup parviennent même,
après avoir épuisé toutes les voies de recours,
à se faire régulariser d'une façon ou d'une
autre. Le droit d'asile est dévoyé dans notre
pays, au vu et au su de tout le monde.
Face à l'immigration, notre État brille par son
impuissance, tout comme l'Europe, en dépit
des discours répétés et des mesures bricolées.
Quelques données suffisent à traduire l'am-
pleur du défi à relever : entre 2020 et 2025,
750 000 Africains ont obtenu, chaque année,
un titre de séjour de l'Union européenne.
Chiffre qui ne tient pas compte de l'arrivée
parallèle de centaines de milliers de clandestins.
Chiffre qui, de surcroît, devrait exploser
d'ici à 2050, quand la population africaine
sera passée de 1,5 milliard à 2,5 milliards
d'individus.
Cette pression migratoire est une bombe à
retardement aux conséquences multiples et,
aujourd'hui, incontrôlées. Le coup de chauffe

de Ceuta, en plein cœur de l'été, a montré que
le chaos pouvait rapidement se propager. En
quarante-huit heures, quelque 72 000 person-
nes ont franchi la frontière du Maroc, à l'assaut
de l'Europe. Les dessous de l'opération finale-
ment stoppée, qui n'excluent pas un chantage
diplomatique, restent à éclaircir. Certes, mais
raison de plus pour que la France, au sein
d'une Europe divisée face à l'immigration de
masse, simplifie ses procédures d'expulsion,

France,
terre d'asile
ou de tous
les périls ?

les exécute enfin et
mette au pied du mur
les pays d'origine qui
refusent de reprendre
leurs ressortissants,
comme l'Algérie. La
promesse du change-
ment a été mille fois lancée, et ce début de
campagne présidentielle n'y échappe pas.
Personne n'a oublié le meurtre de la jeune
Philippine, assassinée en 2024 dans le bois de
Boulogne par un individu sous OQTF déjà
condamné pour viol. N'en déplaie aux pro-
fesseurs de morale, aussi longtemps que l'État
de droit sera ainsi bafoué - c'est ici que l'ex-
pression prend tout son sens -, la défiance et
la colère des Français progresseront. France,
terre d'asile ou de tous les périls ? ■



En Russie, des législatives verrouillées par Poutine

Plus de 100 millions de Russes
sont invités à se rendre aux ur-
nes ce vendredi et jusqu'à di-
manche pour élire les 450 dé-
putés de la Douma. Le parti de
Vladimir Poutine, Russie unie,
est assuré de garder la main
sur l'Assemblée, la seule for-

mation opposée à la guerre en
Ukraine, Iabloko, ayant été
disqualifiée le mois dernier. Le
Kremlin espère un taux de
participation élevé comme
gage d'un fort soutien, avant
de décider d'une prochaine
mobilisation. **PAGES 12 ET 13**

ENSEMBLE ROYAL
FAUTEUIL INCLINABLE
ET SON POUF
2690€

L80 x P81 x H101 cm, pouf L38 x P51 x H39 cm,
coque en bois noyer, cuir vachette fleur corrigée
pigmentée, piètement alu. Fabriqué en Europe.
Offre valable uniquement dans les coloris et cuir
présentés. Ecopart incluse, prix hors livraison.

GOOGLE - AVIS AUTHENTIFIÉS
4.9 SUR 5

EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926

Le plus grand espace fauteuils de relaxation à Paris
Plus de 40 modèles exposés, distributeur Himolla, Stressless®...
Paris 12 : 54 cours de Vincennes, 7J/7, M° Nation, 01 40 21 87 53
Paris 15 : 63 rue de la Convention, 7J/7, M° Charles Michels, 01 45 77 80 40
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

Sébastien Lecornu : « Je propose un effort budgé

Propos recueillis par **Jim Jarrassé, Tristan Quinault-Maupoil, Julie Ruiz Perez, Vincent Trémolet de Villers et Marie Visot**

Le premier ministre, qui vise les 5 % de déficit en 2027, détaille les coupes budgétaires qu'il va proposer aux parlementaires. S'il promet la stabilité fiscale, il entend mettre à contribution certains fonctionnaires et les retraités les plus aisés, sans exclusion de geler certaines aides.

Après un séminaire gouvernemental, jeudi, où il a présenté à ses ministres les grandes lignes de sa copie, Sébastien Lecornu détaille au *Figaro* l'ampleur de l'effort budgétaire qu'il appelle de ses vœux, et les mesures qu'il préconise pour y parvenir.

LE FIGARO. – Vous êtes sur le point de présenter votre copie pour le budget 2027, quel effort d'économies allez-vous y inscrire ?

SÉBASTIEN LECORNU. – Le projet de loi de finances que je propose contiendra un effort budgétaire d'environ 54 milliards d'euros, dans la stabilité fiscale. C'est un redressement important ; ces économies serviront à refroidir considérablement le moteur des dépenses qui augmentent inexorablement chaque année. Le vieillissement de la population impacte les comptes sociaux. Sans mesures correctives, les dépenses de la Sécurité sociale seraient en hausse de 22 milliards d'euros. La charge de la dette pèse de plus en plus lourd sur l'équation budgétaire. L'année prochaine, à cause du contexte géopolitique qui pousse les taux d'intérêt à la hausse, le pays va devoir trouver 10 milliards d'euros supplémentaires pour la financer ! Les dépenses de fonctionnement des collectivités locales, elles aussi, affichent une augmentation spontanée de 7 milliards d'euros qu'il faudra également freiner. Au total, si ce budget ne contenait aucune mesure d'économies, le déficit 2027 tutoierait les 6,5 % du PIB. En freinant les dépenses de l'Assurance-maladie dès cet été, nous avons commencé à structurellement atténuer ce choc, mais il faut poursuivre. Cette vérité, et contrainte du réel, s'impose d'ailleurs autant au gouvernement qu'au Parlement et qu'aux candidats à l'élection présidentielle.

Est-ce un budget d'austérité ?

Non, c'est une copie offensive sur la réduction de la dépense publique dans un pays qui y est trop dépendant... C'est un risque politique, je ne l'ignore pas. Mais nous sommes très loin de l'austérité ! Si les choix que nous prenons sont difficiles, ils ne sont pas brutaux. C'est une chose de s'interroger sur le rythme d'augmentation d'une retraite, cela en est une autre que de devoir un jour réduire des pensions. D'autres pays ont connu ça. Ces efforts, aujourd'hui, permettent d'éviter d'avoir à faire des sacrifices demain. Nous avons encore une chance d'échapper à des coupes imposées et violentes. Je veux la saisir. Nous pouvons y arriver.

Comment ces efforts seront-ils répartis ? L'État doit être exemplaire, et donc commencer par lui-même. Il contribuera en premier à l'effort. Pour l'État, le budget 2027 sera le plus rigoureux depuis très longtemps, le plus rigoureux jamais présenté la veille d'une élection présidentielle. Si on exclut la hausse de la charge de la dette et celle du budget des Armées, le budget de l'État sera gelé en valeur l'an prochain. Pour autant, nous refusons les coupes à l'aveugle. Le budget des Armées augmentera comme prévu de 6,4 milliards l'an prochain. Les ministères de la Justice, de l'Intérieur, de la Recherche et de l'Écologie afficheront également des crédits en hausse. C'est un choix : le régalien, et l'avenir. Et la croissance. À l'inverse, d'autres ministères vont devoir faire des économies très importantes. Le ministère du Travail devra réaliser 2,5 milliards d'euros d'effort en faisant des choix sur les outils les plus efficaces parmi ceux qui étaient renforcés pour répondre à la crise du Covid, ou encore faire un meilleur ciblage dans le dispositif du compte professionnel de formation (CPF) qui mérite quelques ajustements. Les opérateurs et agences verront aussi leurs enveloppes diminuer. Le point d'indice des fonctionnaires, qui concerne également les collectivités territoriales, sera gelé, ce qui nous permettra aussi de dégager 2 milliards d'euros.

Nous ouvrirons des discussions avec les syndicats pour éviter que les fonctionnaires ayant les salaires les plus bas ne soient exposés à l'inflation. La hausse des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales ne devra pas dépasser l'inflation. Un effort important, mais loin d'être brutal.

Confirmez-vous une baisse de la rémunération des ministres ?

Ce n'est pas du symbolique sympathique. Mais on ne peut pas demander le gel du point d'indice de la fonction publique sans demander aux grands chefs, dont les ministres, de faire un effort. On va mettre à contribution la sphère des cabinets ministériels, avec une mesure de compression des enveloppes globales. Tout cela sera précisé prochainement.

Le projet de loi de finances rabotera-t-il les dépenses de la Sécurité sociale ?

Pour la sphère sociale, les dépenses continueront à augmenter plus vite que l'inflation. Le vieillissement de la population ne nous laisse pas le choix. Mais des économies devront être mises en œuvre pour modérer cette hausse. Ainsi, nous comptons faire des efforts sur les arrêts maladie, pour environ 2 milliards d'euros. Le budget actera la réforme sur les ruptures conventionnelles pour une économie de 100 millions d'euros l'an prochain, puis de 800 millions d'euros à l'avenir en année pleine. La loi contre la fraude fiscale et sociale, et de nouveaux moyens avec de l'IA permettront de récupérer 1 milliard d'euros supplémentaires. Nous allons notamment offrir la possibilité à des contribuables repentis de se mettre en règle avec l'administration pendant l'année 2027. Bernard Cazeneuve l'avait déjà fait. C'est une bonne méthode.

« Ces efforts, aujourd'hui, permettent d'éviter d'avoir à faire des sacrifices demain. Nous avons encore une chance d'échapper à des coupes imposées et violentes. Je veux la saisir »

Les familles seront-elles mises à contribution, en revoyant notamment la bonification de la retraite des pères de trois enfants ?

Sur les retraites, le système actuel est inéquitable. Les femmes qui ont eu plusieurs enfants doivent avoir une meilleure retraite. Aucun retraité actuel ne verra cette bonification changer mais nous souhaitons initier une réforme pour mieux répartir cette bonification, à coût constant. La branche famille mérite au global une remise à plat. On a besoin d'outils pour relancer la démographie mais est-ce que tous les chèques existants font une politique familiale efficace ? Je n'en suis pas certain. L'allocation de rentrée scolaire, par exemple, n'est pas toujours en lien avec les besoins des familles. Il faut concevoir mais je plaide pour un recentrage de cette aide. Nous proposerons aussi des mesures de soutien aux familles, par exemple avec la création d'un « prêt à taux zéro natalité » pour faciliter l'accès à la propriété d'un logement adapté pour les familles.

Le ministre du Budget avance le chiffre de 6 milliards d'euros d'effort à fournir sur les seuls retraités. Avez-vous tranché sur la forme que prendra cette contribution entre suppression de l'abattement de 10 % ou gel des pensions ?

Aucune pension ne diminuera. Ensuite, le débat sur le rythme d'augmentation sera tranché au Parlement. En attendant, je déplore que le débat public de ces derniers jours ait pu donner l'impression que les retraités seraient les seuls mis à contribution, c'est faux et injuste. D'ailleurs, leur effort – qu'il porte sur une réduction de la niche fiscale ou sur un gel partiel des pensions – sera inférieur à 6 milliards d'euros. Je le redis : les petites retraites seront protégées.

Inscrivez-vous dans votre copie une année blanche, un gel des prestations sociales ?

Je suis contre une année blanche totale car, c'est refuser de faire des choix. Je suis un gaulliste social, il est hors de question pour moi de geler les filets de protection des plus pauvres comme le minimum vieillesse, l'allocation aux adultes handicapés, le RSA ou les petites pensions, au moment où la guerre au Moyen-Orient augmente l'inflation. Cependant, pour d'autres allocations, comme les retraites les plus importantes ou les APL, le gel est possible. Nous allons également présenter une mesure d'alignement de droits, notamment pour les étrangers, sur ce qu'on appelle les allocations sociales non contributives, c'est-à-dire les allocations qui ne dépendent pas du travail. Quand un étranger arrive en France, de manière légale, il n'a aucune carence pour se faire ouvrir ses droits, là où un Français de l'étranger a lui un délai de carence... Certains considéreront peut-être que c'est une mesure symbolique, les autres, de l'autre côté, hurleront sans doute à la mesure droitière. La classe politique est prévisible... Mais c'est une mesure de bon sens, car nous ne savons pas expliquer à un Français expatrié qu'il a moins de droits qu'un étranger nouvellement arrivé.

Vous aviez promis de la stabilité fiscale, votre copie tient-elle cette promesse ?

Stabilité fiscale : nous n'augmenterons pas les impôts. Dans cet esprit, je refuse de geler le barème de l'impôt sur le revenu. Je m'engage également à réduire la surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises. Elle avait été imaginée sous le gouvernement Barnier pour 8 milliards d'euros. J'avais décidé de sortir les entreprises intermédiaires – les ETI – de l'assiette qui l'avait portée à 7,5 milliards d'euros en 2026. Je souhaite la ramener à 5 milliards d'euros. Il faut envoyer un message aux investisseurs et tenir notre croissance. Quant au pacte Dutreil, je l'ai dit, nous n'y toucherons pas. Nous proposons même des dispositifs nouveaux qui faciliteront les transmissions d'entreprises. C'est le « pacte Papin », pour soutenir les reprises par les salariés, qui est une mesure de protection du tissu économique. La stabilité fiscale est le principe général du texte. Les niches fiscales les plus importantes sont sanctuarisées, par exemple pour les services à la personne. D'autres pourront être revues, notamment pour que les revenus soient traités comme ceux tirés du travail. Par exemple, les ministres proposeront la fiscalisation des indemnités liées aux arrêts de travail pour financer l'Assurance-maladie.

Entre les nouvelles recettes et les économies, quelle sera votre cible de déficit ?

Si le Parlement endosse notre copie, nous atteindrions grâce à ce plan de redressement la cible de 4,8 % du PIB de déficit, hors nouvelle augmentation des dépenses militaires. Il faudra de plus en plus distinguer les dépenses civiles ordinaires, des investissements de défense, qui à certains égards sont « de la bonne dépense publique ». Les marchés financiers le font déjà. Je tiens à rappeler que, sans l'augmentation des 30 milliards d'euros des moyens de notre défense depuis 2017, nous serions à 4 % de déficit. Au global, je pense que la situation du pays place le niveau d'ambition pour l'avenir à un plan de type Pinay-Rueff de 1958. Mais nous sommes en fin de quinquennat, et sans majorité. Mon modèle d'inspiration, intellectuel et politique, est davantage le plan Pompidou de 1963. Certes, il avait une majorité, il n'était pas en fin de mandat, mais il s'agissait déjà à l'époque de faire face à l'augmentation massive des crédits militaires et, comme le disait Pompidou, « il faut pour cela comprimer la dépense publique civile ordinaire ». Je fais mienne cette maxime. Ainsi, en tenant compte d'un nouvel effort sur les dépenses militaires en 2027 que nous proposons, la cible de déficit atteint 5 %



pour 2027. Et la guerre en Iran et la sécheresse feront hélas que nous ne serons pas à 5 % en 2026, comme cela était prévu par le budget voté. Nous poursuivons donc le serrage cette année pour bien rester en dessous des 5,5 %.

« Pour l'État, le budget 2027 sera le plus rigoureux depuis très longtemps, le plus rigoureux jamais présenté la veille d'une élection présidentielle »

Jusqu'à quand la discussion budgétaire doit-elle se tenir ? L'année dernière, vous avez refusé de couper court rapidement à des débats enlisés...

De mi-octobre jusqu'à Noël, il y a une discussion parlementaire bicamérale qui ne peut pas être compressée, même si certains le souhaitent. Les parlementaires ne peuvent pas échapper à leur premier devoir qui est de discuter du budget de la nation. Je pense que personne ne pourra s'exonérer du réel très longtemps. Les taux d'intérêt, les conséquences de la sécheresse, la géopolitique... Nous ne sommes plus dans la même situation que l'année dernière. Le problème était seulement domestique et politique, désormais c'est le désordre international qui nous impose des contraintes fortes et nouvelles. Beaucoup veulent échapper au débat. Il faut dire qu'il n'est pas toujours à l'avantage de la classe politique : entre les propositions d'impôts qui n'existent pas et les économies qui n'existent pas non plus, le budget est une épreuve de clarification pour tous.

Vous comptez donc sur une forme de responsabilisation des oppositions ?

Oui. Pour le pays. Après, il y a une forme de primaire sauvage qui s'organise sous nos yeux entre les candidats à

l'élection présidentielle qui sont candidats pour gagner, et ceux qui ne le sont que par principe. Parmi ceux qui imaginent avoir une chance réelle de présider le pays l'année prochaine, personne ne peut souhaiter hériter d'un désordre absolu et hors de contrôle. Cela reviendrait à gâcher la première année du prochain quinquennat, voire tout le quinquennat, avant même d'être élu ! C'est disqualifiant.

Jean-Luc Mélenchon, qui annonce une censure, n'est pas de ceux qui s'imaginent pouvoir remporter le scrutin ?

Vouloir gagner une élection et se préparer à diriger un pays sont deux choses différentes. Quand il présente l'annulation d'une partie de la dette comme un simple jeu d'écriture, il laisse croire aux Français qu'on pourrait s'épargner les choix difficiles. Mais le lendemain de l'élection, il faudra toujours financer les retraites, les hôpitaux et notre défense. La réalité ne se censure pas. Et laisser durablement le pays sans budget, sous le régime d'une loi spéciale, reviendrait de facto à lui imposer un grand plan d'austérité : des aides suspendues, des investissements reportés. Il ferait ainsi subir aux Français l'austérité qu'il prétend combattre. Soit il sous-estime les responsabilités qu'il prétend exercer, soit il les connaît et choisit d'en cacher les contraintes aux Français. Dans les deux cas, il manque à la première responsabilité de quelqu'un qui veut présider le pays : lui dire la vérité.

Ne croyez-vous pas que même dans votre camp, certains auront des difficultés à soutenir votre budget ?

C'est leur intérêt d'en défendre ses principes. Après, toutes les mesures sont à discuter, avec nos soutiens comme avec nos opposants, dans le respect de l'équilibre financier global.

taire d'environ 54 milliards d'euros »



Sébastien Lecornu, mercredi, à Matignon.

Après avoir négocié, l'année dernière, avec les socialistes, reste-t-il des leviers avec eux ? Ils souhaitent une hausse de la fiscalité et le smic à 1 700 euros net... J'ai dû faire des compromis avec tout le monde. Avec les socialistes, mais aussi avec la droite. J'avais dû diminuer les efforts de dépenses des collectivités locales de 3 milliards d'euros après les discussions avec le Sénat. Je préférerais avoir une majorité absolue, mais qui peut être certain que les prochains gouvernements en auront une ? Il faut s'habituer à travailler avec certains de ses opposants. Le coup de menton est une illusion politicienne de tribune. Le budget initial que je propose devrait rassembler de LR à certains députés Liot. Ensuite, je suis ouvert au dialogue et au compromis avec les oppositions. Les débats auront lieu. De manière globale, c'est le moment de la clarification entre les promoteurs du désordre et ceux qui considèrent qu'il ne faut pas en rajouter et trouver des solutions. Les socialistes avaient fait le bon choix l'année dernière.

Où situez-vous Marine Le Pen, qui se dit prête à accepter un budget « imparfait » ? Mes convictions sont connues. Elle est dans l'opposition, et elle a voulu depuis ma nomination censurer le gouvernement à chaque fois. Le RN est mon principal adversaire électoral dans mon département de l'Eure. Après, elle est candidate à l'élection présidentielle, et moi je ne le suis pas. Cela change tout. Je n'entre donc pas dans une négociation politique avec son parti. Après, il y a un débat parlementaire. Est-ce que ce sont les ministres qui trient les députés ? Non, c'est le peuple français lors des élections législatives. Le gouvernement devra donc, en transparence dans l'Hémicycle, trouver des voies de passage avec les 577 députés. C'est la démocratie.

La candidate RN a précisé ses exigences : suspension de la PPE et refus de passer un accord avec Bruxelles sur le cadre pluriannuel financier de l'UE... Êtes-vous prêt à en discuter avec elle ? J'ai pris un décret pour la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) : il était temps quand on voit la crise énergétique actuelle. J'ai essuyé une motion de censure sur ce sujet. Maintenant, si un nouveau gouvernement choisi par les Français souhaite changer le mix électrique par un autre décret, il le pourra dès mai 2027. Là, le débat est budgétaire. Alors, on peut bien entendu débattre des économies à réaliser sur le financement de notre modèle énergétique. Cela intéresse les Français. Moi-même, je réinterroge actuellement les rentes tirées des contrats les plus anciens sur les énergies renouvelables parce que le marché de l'énergie nous permet désormais de supprimer des subventions publiques. Mais est-ce un sujet politique ou de simple bonne gestion de l'argent public ?

« Parmi ceux qui imaginent avoir une chance réelle de présider le pays l'année prochaine, personne ne peut souhaiter hériter d'un désordre absolu et hors de contrôle »

Vous attendez-vous à être censuré ? Je vis avec cette perspective depuis le premier jour. J'ai affronté une dizaine de motions de censure et déjà démissionné, après une crise née au sein même du gouvernement. Je suis donc lucide sur la situation politique. Cette mission, je l'accomplis par devoir, en sachant qu'elle peut s'arrêter à tout moment. Mais le sort de mon gouvernement est secondaire : l'intérêt général exige que la France ait un budget. Cette responsa-

bilité engage les formations politiques comme les candidats à la présidentielle.

Si vous êtes censuré, accepteriez-vous d'être reconduit à Matignon ? Le gouvernement va tout faire pour trouver un compromis. La France a besoin de stabilité politique mais, désormais, il faut également garantir une stabilité financière.

Faudra-t-il en passer par des ordonnances ou le 49.3 ? La France insoumise fait de l'obstruction pour ensuite reprocher au gouvernement d'utiliser un 49.3 afin de surmonter l'obstruction. Je leur fais une proposition : qu'ils ne fassent aucune obstruction parlementaire. Il n'y aura ni 49.3, ni ordonnances, et à la fin, il y aura un vote !

N'est-ce pas la suspension de la réforme des retraites, actée l'an dernier, qui crée du désordre dans les comptes ? J'y reste intellectuellement défavorable. Mais après l'échec du conclave, que François Bayrou avait eu raison de lancer, nous n'étions plus en position de force. C'est une leçon pour l'avenir. Cette suspension a été le prix de la stabilité et de l'adoption d'un budget. Son coût est estimé à 1,8 milliard d'euros en 2027. Cet argent nous manque, mais gardons les ordres de grandeur : nous proposons 54 milliards de redressement. La suspension n'explique certainement pas l'essentiel de nos difficultés budgétaires. Ne rien nier, ne rien exagérer. Et nous avons suspendu la réforme, pas abrogé celle-ci : si aucune autre réforme nouvelle n'est adoptée, le calendrier de relèvement reprendra automatiquement en 2028. Soyons aussi honnêtes : la réforme Borne n'avait pas tout réglé. Le pouvoir issu de la présidentielle devra reprendre ce dossier. Je salue à cet égard le rapport de la conférence sur le travail, l'emploi et les retraites, qui ouvre des pistes intéressantes pour l'avenir.

Certains estiment que la facture de la dissolution est arrivée. Ça a « flingué l'économie » a affirmé Gabriel Attal. Vous ne vous êtes jamais véritablement exprimé sur ce choix du président... Car il faut aller de l'avant. Et, dans les mois qui viennent, l'instabilité ne sera plus la résultante de la dissolution, mais pourrait plutôt venir de la présidentielle qui s'annonce...

La grogne sur le pouvoir d'achat se fait entendre. La CGT et Sophie Binet réclament une table ronde. Comment y répondez-vous ? Quand on doit prendre sa voiture pour travailler, on ne peut pas simplement renoncer à faire le plein. Chaque hausse, c'est de l'argent en moins pour vivre. Je prends cette inquiétude très au sérieux. Mais respecter les Français, c'est aussi leur dire la vérité. Nous subissons un choc énergétique mondial provoqué par la guerre au Moyen-Orient et celle en Ukraine. Nous y reviendrons ce vendredi avec les forces politiques autour du président de la République. Faire croire que cette crise est purement française ou que l'État s'enrichit sur leur dos, c'est mentir. Il n'y a hélas pas de cagnotte cachée. Cette crise coûte à nos finances publiques. Notre responsabilité est d'aider ceux qui la subissent le plus durement. Nous prolongeons jusqu'au 31 décembre les soutiens aux filières les plus touchées. Le gouvernement est prêt à examiner toute proposition d'aide ciblée qui apporte un soulagement concret aux Français. Les ministres y travaillent.

Le prix du carburant atteint des sommets. Est-ce tenable de ne pas apporter une réponse au plus grand nombre ? Le soutien massif aux prix de l'énergie, nous l'avons déjà pratiqué : plus de 70 milliards d'euros mobilisés entre 2021 et 2024. J'étais ministre, j'en assume ma part. Nous avons engagé ces dispositifs lorsque les taux d'intérêt étaient encore très faibles. Aujourd'hui, notre dette doit progressivement être refinancée à des taux beaucoup plus élevés. Ce que l'on accorde au consommateur à crédit, on le fait payer au contribuable, avec les intérêts. Et nous transmettons cette facture à nos enfants. Il n'y a pas de miracle. Assumer les décisions d'hier n'oblige pas à en reproduire les erreurs. Notre réponse, ce sont donc des aides ciblées pour ceux qui en ont besoin. Sans oublier le temps long avec une accélération de l'électrification des usages. Il faut sortir de cette dépendance qui nous expose à chaque crise pétrolière. La France est une puissance électrique, pas une puissance pétrolière. Il est temps de consommer davantage l'énergie que nous produisons.

Quelle part allez-vous prendre lors de l'élection présidentielle ? Je ne me mêlerai pas de la campagne présidentielle. Si je suis encore premier ministre, mon devoir sera, avec les ministres compétents, de garantir le bon déroulement du scrutin : protéger les candidats face aux violences et aux minorités qui cherchent à les intimider, prévenir les ingérences étrangères sans les exagérer ni les sous-estimer. J'ajoute que personne ne sait où en sera la situation internationale en avril prochain, notamment en Ukraine. Le risque d'escalade imposera une vigilance de chaque instant.

Pourquoi vos efforts à gouverner malgré la tenaille Mélenchon-Le Pen ne deviennent-ils pas une proposition politique ? Parce que l'équipe sortante, qui s'engage à stabiliser politiquement et financièrement le pays, ne peut pas être suspecte de vouloir être dans la prochaine équipe entrante.

De plus en plus de vos ministres s'engagent dans le débat présidentiel. N'est-ce pas contraire à vos consignes ? Ce n'est pas un gouvernement technique ! Aller s'asseoir dans une salle de meeting est une chose. Faire un discours en est déjà une autre. Ils peuvent marquer de la sympathie pour des candidats, mais jamais dire du mal des autres. Et jamais mettre les mains dans l'opérationnalité d'une campagne. Si non ils ne seront plus ministres. Parce qu'il faut préférer les affaires de l'État à tout le reste, jusqu'à la dernière minute.

Des ministres devront-ils bientôt quitter le gouvernement ? Ceux qui souhaitent participer activement à une campagne devront partir. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Intentions courageuses, réalisation périlleuse

Le chiffre impressionne. C'est l'objectif. En annonçant un « effort budgétaire » de 54 milliards d'euros, Sébastien Lecornu veut montrer qu'il prend le taureau par les cornes. N'évoquait-il pas jusqu'alors une copie à 30 milliards d'euros ? Quand on connaît la propension de tous les gouvernements à lâcher les rênes à la veille d'une présidentielle, il faut reconnaître à Lecornu un réel courage.

Mais a-t-il d'autre choix ? Sans aucune mesure correctrice, le déficit atteindrait 6,5%. Rien faire n'est pas seulement impensable ; ce serait coupable. Et, tant qu'à éteindre la lumière de la présidence Macron, autant sortir sur l'image d'un homme d'État qui se sera battu jusqu'au bout, quitte à prendre le risque d'être renversé, plutôt que sur celle d'un politicien n'ayant cherché qu'à se préserver. Un budget 2027 pour corriger en quelque sorte, à défaut de les effacer, les petites tractations avec le PS d'Olivier Faure dont la réforme des retraites, donc les finances publiques, ont fait les frais l'an passé.

Donner acte au premier ministre de ses intentions n'empêche cependant pas d'être lucide sur le contenu et la pérennité de sa copie. Cinquante-quatre milliards d'« effort budgétaire » n'équivalent pas à 30 milliards d'économies de la part de l'État. Oui, l'enveloppe des agences et des opérateurs diminuera, le point d'indice des fonctionnaires sera gelé, un gel est « possible » sur les APL et, comme pour les citoyens français, un délai de carence est envisagé pour le versement d'allocations sociales non contributives aux étrangers arrivant en France. C'est bien mais ce n'est pas non plus « l'année blanche » imaginée par François Bayrou. Et si Sébastien Lecornu s'engage à ne pas augmenter les impôts, la remise en cause de certaines niches fiscales se traduit bien par une augmentation de la fiscalité.

Sous l'affichage spectaculaire des 54 milliards, il faudra donc regarder de près l'équilibre entre la diminution des dépenses et l'augmentation des rentrées. Même en admettant que ce mix soit inévitable, il faudra ensuite regarder l'évolution de la copie budgétaire. Après le temps de sa présentation, le 30 septembre, viendra celui de sa discussion, au Parlement. Et même si le premier ministre sait qu'il n'a aucune chance d'obtenir un vote majoritaire sur son texte, il va rechercher les conditions minimales pour échapper à une censure. Or le débat à l'Assemblée se résumera à l'accumulation de lignes rouges par les uns et par les autres.

Sébastien Lecornu a-t-il choisi ses alliés ? Les quelques marqueurs courageux avancés dans nos colonnes montrent qu'il a fait une croix sur toute clémence de la gauche, PS compris. En acceptant de « trouver des voies de passage avec les 577 députés » et en prenant clairement en compte l'envie de Marine Le Pen de « se préparer à diriger le pays », Sébastien Lecornu laisse entendre que, contrairement au budget 2026, il ne met aucune exclusive au RN. La favorite de la présidentielle ne lui accordera aucun blanc-seing. Mais elle aussi sera mise au défi de ne pas empêcher l'amorce d'une réduction des déficits. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Carburants : l'exécutif au défi de contenir la colère tout en défendant un effort budgétaire

Lucas Hélin

Sébastien Lecornu a annoncé une prolongation des aides ciblées tout en prônant un budget rigoureux.

Entre un début de colère sociale sur fond de hausse des prix du carburant et un lever de rideau partiel du prochain budget, l'exécutif s'expose à des turbulences dans l'attente de la reprise des débats à l'Assemblée nationale. D'un côté, le premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé une prolongation des aides ciblées jusqu'au 31 décembre face à la flambée des prix à la pompe (2,16 euros en moyenne pour le SP95), et de l'autre, il a évoqué un effort budgétaire d'environ 54 milliards d'euros.

De nouveau, le dépôt pétrolier de Frontignan (Hérault) a été bloqué par des pêcheurs, jeudi, quand d'autres ont empêché symboliquement les accès aux ports de Sète et de Nice (Alpes-Maritimes) : la traduction d'une colère sociale qui monte sur fond de vie chère. En fin de journée, ils se sont engagés à débloquent les barrages après de longs échanges avec la ministre concernée, Catherine Chabaud. Mais deux manifestations sont prévues le 29 septembre (intersyndicale) et le 17 octobre (spontanée), et laissent même redouter un mouvement de rue semblable à celui des « gilets jaunes », en résonance de la campagne présidentielle.

Alors, le président Emmanuel Macron et son premier ministre, Sébastien Lecornu, cherchent tant bien que mal la parade pour, d'abord, apaiser les choses. Le couple exécutif s'est ainsi livré à un subtil exercice de paroles et d'actes : en exigeant du gouvernement, lors du Conseil des ministres, une « totale mobilisation sur l'approvisionnement et la maîtrise des prix du carburant », le chef de l'État a permis au premier ministre d'annoncer une prolongation des aides ciblées aux professionnels. Pour les pêcheurs, le coup de pouce sera aussi relevé de 25 à 35 centimes au litre et l'exécutif ne ferme « pas la porte à de nouveaux dispositifs », a fait savoir la porte-parole, Maud Bregeon. Pour les entreprises du BTP, le soutien reste de 20 centimes, et pour les agriculteurs de 15 centimes, un dispositif chiffré à 70 millions d'euros par mois. Mais pour l'instant, le gouvernement n'envisage pas une prolongation de l'aide pour les « grands rouleurs » aux revenus modestes.

« Ce qui se passe à des milliers de kilomètres de chez nous finit toujours par passer sur notre quotidien. Alors j'agis pour réduire les tensions, sécuriser nos approvisionnements et faire baisser la pression sur les prix », a ensuite expliqué Emmanuel Macron sur son compte X,



Des pêcheurs brûlent des pneus et des palettes pour bloquer l'accès au dépôt pétrolier de Frontignan (Hérault), jeudi. ALEXANDRE DIMOU/REUTERS

mercredi soir, en référence au contexte géopolitique au Moyen-Orient et à la situation dans le détroit d'Ormuz. Mais beaucoup plus proche de lui, tous ceux qui visent sa place à l'Élysée dans sept mois avancent leurs propositions, ce qui maintient la pression sur l'exécutif, d'autant plus à l'approche de l'épreuve du budget.

Marine Le Pen insiste pour baisser la TVA sur les carburants de 20 % à 5,5 % tout en prévenant, mercredi soir sur LCI, ne plus « rien s'interdire » quant à

À gauche, certains responsables politiques ont annoncé qu'ils soutiendraient les manifestations

une éventuelle censure du gouvernement. « Ce n'est pas la bonne technique », a-t-elle ajouté le lendemain depuis Le Porge (Gironde), en défendant son « contre-budget » en vue d'amendements. Les Insoumis évoquent toujours un blocage à 1,70 euro alors qu'ils s'opposent déjà frontalement à la copie budgétaire du premier ministre. Le patron des Républicains (LR), Bruno Retailleau, vise pour sa part la suppression des certificats d'économies d'énergie (CEE), ce qui permettrait, selon ses calculs, de faire diminuer le prix de l'essence de 15 à 17 centimes. Le candidat Horizons, Édouard Philippe, défend de son côté cette philosophie des aides ciblées mais prône son « doublement immédiat ».

Soucieux de vouloir garder un minimum la main, Emmanuel Macron a

convié les chefs de parti représentés au Parlement, ou leur candidat à la présidentielle, pour une réunion, vendredi matin, afin d'évoquer ces sujets en lien avec la situation internationale pour le moins instable. Un « format Saint-Denis » en référence aux précédentes rencontres entre le président de la République et d'autres responsables politiques. Si certains prétendants à l'Élysée seront bien présents (Bruno Retailleau, Gabriel Attal, Olivier Faure, Raphaël Glucksmann, Marine Tondelier, Fabien Roussel), d'autres seront représentés, comme Jean-Luc Mélenchon par Manuel Bompard et Marine Le Pen par Jordan Bardella.

À gauche, certains ont d'ores et déjà annoncé qu'ils soutiendraient les manifestations, le communiste Fabien Roussel allant même jusqu'à

appeler les Français à « envahir les ronds-points ». « L'impréparation » du gouvernement face à cette nouvelle crise du pouvoir d'achat, qui devrait s'imposer comme le thème prioritaire de la présidentielle, a aussi été pointée par le candidat Place publique Raphaël Glucksmann.

En plus de devoir contenir cette colère sociale, le gouvernement va aussi devoir assurer le service après-vente des premières annonces budgétaires de Sébastien Lecornu. Même si le premier ministre a détaillé que des économies seront en premier lieu réalisées au sein de l'État, l'effort recherché sur les ar-rêts maladies, chez certains retraités, ou encore par le gel du point d'indice des fonctionnaires, voire des APL, pourrait encore ombrager le climat social et politique. ■

Le RN souffle le chaud et le froid sur la possibilité de voter une censure

Wally Bordas

Aujourd'hui encore, Michel Barnier n'a de cesse de se refaire le film. Le 4 décembre 2024, après des semaines de débats budgétaires rythmés notamment par ses discussions avec les cadres du Rassemblement national, le premier ministre d'alors, qui pensait bénéficier d'une relative bienveillance de la part des troupes de Marine Le Pen, était censuré sans ménagement. Son gouvernement était renversé, son budget rejeté. Pourtant, la patronne du groupe RN à l'Assemblée et le président du parti, Jordan Bardella, lui avaient montré de véritables signes d'ouverture, se montrant accessibles pour négocier et laissant entendre qu'ils ne censureraient pas si le chef du gouvernement cédait à quelques-unes de leurs demandes. Au final, Marine Le Pen et ses députés décideront quand même de baisser le pouce, signant ainsi la fin de l'ère Barnier, et faisant de lui le premier ministre le plus éphémère de l'histoire de la V^e République.

Cette année, la tonalité imprimée par la candidate à l'élection présidentielle et ses troupes est quasiment la même qu'à l'époque. Samedi dernier, devant les parlementaires de son camp réunis au

Touquet (Pas-de-Calais), la nationaliste a indiqué qu'elle préférerait l'option d'un budget « imparfait » mais « opérationnel » à l'hypothèse d'une loi spéciale. Un scénario qui lui permettrait plus facilement de revoir la copie en cas de victoire en 2027. De quoi laisser entendre au gouvernement qu'elle ne le censurerait pas forcément en cas d'utilisation du 49.3. Un discours très différent de celui qu'elle tenait l'an dernier à la même période, en prévenant un Sébastien Lecornu fraîchement arrivé à Matignon : « Je censure tout, moi, maintenant. La plaisanterie a assez duré. »

La porte de la non-censure est donc cette fois-ci ouverte. Ce qui n'équivaut toutefois pas à un « un blanc-seing » au gouvernement, a toutefois précisé Marine Le Pen, devant ses parlementaires. « Nous n'accepterons aucune hausse des impôts et aucune injustice sociale contre la France du travail. (...) Nous exigerons des économies, des économies, des économies », a-t-elle détaillé. Interrogée sur LCI mercredi, la patronne du groupe RN a prévenu : « Il y a de très grandes chances que je vote contre le budget car je suis en désaccord avec l'intégralité des politiques qui sont en réalité exprimées dans celui-ci. » Avant de préciser, sur l'éventualité de renverser le gouvernement : « Ça dé-

pendra s'il utilise le 49.3, si la censure est votée ou pas. Moi, je ne m'interdis rien. »

De quoi mettre le gouvernement en alerte. « Rationnellement, on pourrait se dire que le RN n'a pas d'intérêt à censurer. Mais ils n'obéissent pas à la même logique que nous », redoute un poids lourd de



Nous n'accepterons aucune hausse des impôts et aucune injustice sociale contre la France du travail. Nous exigerons des économies, des économies, des économies

Marine Le Pen Présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale

l'exécutif. Sur BFMTV, mercredi soir, Louis Aliot, le vice-président du RN, n'a d'ailleurs pas écarté l'éventualité de censurer le gouvernement. « Prendre les retraités pour cible est indigne », a-t-il introduit, évoquant deux mesures envisagées dans le budget 2027 : le gel complet des pensions via la désindexation ou la suppression de l'abattement fiscal de 10 %. Avant de poursuivre : « Est-ce que nous allons voter ou non une motion de censure ? On verra ce qu'il y a dans le budget. (...) Ce qu'il faut éviter, c'est le blocage du pays. Mais si le gouvernement va trop loin dans des mesures invotables, pourquoi ça n'irait pas jusqu'à une motion de censure ? »

Mais Marine Le Pen s'en est elle-même dite « consciente », sur LCI : la France a besoin d'une loi de finances. « S'il n'y a pas de budget, si par exemple on en arrive à une loi spéciale et que je suis élue, (...) nous ne pourrions pas changer cela. Or, moi je veux que dès que nous arrivons nous puissions modifier tout cela et rétablir un budget, que nous présenterons avec Jordan Bardella début octobre, et qui soit un budget juste », a-t-elle argumenté. Le Rassemblement national va donc, comme fin 2024, jouer le jeu de la négociation avec le gouvernement, jusqu'à se rendre, a priori, à Matignon, dans le cadre de la consultation annoncée. « Sur le budget et la censu-

re, on jugera sur pièce. Il n'y a jamais eu de censure a priori du RN depuis quatre ans », promet le député RN Matthias Renault, l'un des spécialistes des questions budgétaires du groupe RN à l'Assemblée.

Les élus du parti à la flamme, très à l'écoute de leur électoral, constatent pour l'instant une chose : en circonscription, personne ne leur demande de censurer le gouvernement. « Notre électoral n'attend qu'une seule chose, c'est 2027. Nos électeurs attendent qu'on leur mette une fessée. Ils ont conscience que le budget qui sera voté cette année est éphémère et se préoccupent assez peu de ce qui va se passer ces prochaines semaines à l'Assemblée nationale », rapporte un élu proche de Jordan Bardella. L'un de ses collègues, lui, confirme cette tendance : « Je me souviens qu'en 2024, nos électeurs nous disaient de censurer. Pour l'instant, je n'ai rien entendu de tel. Ils sont déjà sur la présidentielle et on sent que le débat budgétaire est un peu enjambé. »

Toutefois, pas question de passer pour des « supplétifs » d'un camp macroniste en difficulté. Encore plus à quelques encablures de l'échéance présidentielle. L'un des deux élus précédemment cité anticipe : « Nous allons faire barrage aux pires folies qui seront proposées dans ce budget... Nous verrons bien si cela s'incarne par une censure ou par des combats incessants dans l'Hémicycle. » ■



PRIX COÛTANT

150 
PRODUITS⁽¹⁾

PRIX COÛTANT

4 FRUITS & LÉGUMES CHAQUE SEMAINE⁽²⁾

Tous les jours
nous vous proposons
150 Produits U et chaque
semaine 4 fruits et légumes,
à prix coûtant, pour défendre
votre pouvoir d'achat.

Et aussi

Plus de
2000
Produits U
à moins de 2€⁽³⁾

20%
reversés tous les jours
en euros Carte U
sur une sélection
de Produits U
du quotidien⁽⁴⁾

Plus de
1000
Produits⁽⁵⁾


HYPER 

SUPER 

 **express**

COURSES 

Voir conditions sur magasins-u.com (1) 150 Produits U à prix coûtant (alimentaires et non alimentaires) disponibles et signalés en magasin et sur coursesU.com. Voir liste des magasins participants sur magasins-u.com. Le prix coûtant constitue le seuil de revente à perte affecté d'un coefficient de 1,10 pour les produits alimentaires et les produits destinés à l'alimentation des animaux, à l'exception des produits exclus par la réglementation. (2) 4 fruits et légumes à prix coûtant chaque semaine sur une sélection de produits fruits et légumes signalés en magasin. Hors DROM COM. Conformément à la réglementation, pour les fruits et légumes frais, le prix coûtant constitue le seuil de revente à perte. (3) Nombre global de produits déterminé à partir des prix moyens constatés (hors promotion) dans l'ensemble des magasins U du 1/09/2025 au 30/08/2026 hors Utile et DROM COM. Le nombre des produits varie selon les magasins. (4) Sur présentation de la Carte U, offre valable sur la liste « Ma Sélection Carte U » signalée en magasin (hors promotions en cours). (5) Nombre global de produits Prix Mini proposés par Coopérative U aux magasins U au 30/08/2026. Le nombre des produits varie selon les magasins. Coopérative U. SA coopérative à capital variable. Parc Icade - 20 rue d'Arcueil - CS10043 - 94533 Rungis. R.C.S. 304 602 956 CRÉTEIL - Année 2026 - AUSTRALIE

Jean Citti

En parallèle des efforts consentis par l'État, Matignon propose des économies sur les APL, les arrêts-maladie, les salaires des fonctionnaires ou encore les pensions de retraite.

Le couperet est tombé. Sébastien Lecornu a annoncé au Figaro ce jeudi les grandes lignes du prochain budget, le dernier avant l'élection présidentielle. « Une copie offensive sur la réduction de la dépense publique », explique le premier ministre dans nos colonnes. Ce texte, que Matignon refuse de qualifier de budget d'austérité, comporte 54 milliards d'euros d'économies et va se traduire par des efforts conséquents pour les jeunes, les fonctionnaires, les retraités ainsi que pour les malades, mais sans aucune hausse d'impôts.

Écartant l'idée d'une année blanche « totale », envisagée notamment par le précédent gouvernement de François Bayrou, Sébastien Lecornu affirme qu'il est « hors de question de geler les filets de protection des plus pauvres », à savoir le minimum vieillesse, l'allocation aux adultes handicapés, le revenu de solidarité active ou encore « les petites pensions ». Le premier ministre confirme cependant la mise à contribution des aînés, déjà annoncée par plusieurs membres du gouvernement. David Amiel, le ministre du Budget, avait ainsi expliqué que la revalorisation des pensions de retraite de base sur l'inflation, qui intervient chaque année au 1^{er} janvier, coûterait « plus de 6 milliards » d'euros supplémentaires aux finances publiques, mais que l'État « n'a pas aujourd'hui le premier euro » pour financer cette hausse.

Le gouvernement n'a pas arbitré sur la manière précise dont les retraités devront contribuer à l'effort collectif, entre une sous-indexation totale ou partielle des pensions et une suppression de l'abattement fiscal de 10 % dont disposent les retraités. « Le débat sera tranché au Parlement », annonce Sébastien Lecornu, en précisant que l'effort final demandé « sera inférieur à 6 milliards d'euros ». Un véritable chemin de croix, le Rassemblement national et une partie de la gauche étant farouchement opposés à la désindexation des pensions. « Je déplore que le débat public de ces derniers jours ait pu donner l'impression que les retraités seraient les seuls mis à contribution,



Sous-indexation partielle ou totale des retraites, fiscalisation des indemnités journalières, baisse des budgets des opérateurs de l'État, comme France Travail... Ces pistes sont évoquées pour alléger le prochain projet de loi de finances. C. MARCILHACY/BLOOMBERG ; R. MILANI/HANS LUCAS VIA AFP ; PHILIPPE TURPIN/PHOTONONSTOP VIA AFP

Jeunes, retraités, fonctionnaires... Tout le monde sera mis à contribution

c'est faux et injuste », ajoute le premier ministre. Effectivement, le locataire de Matignon brasse large dans les efforts demandés.

Les familles devront ainsi composer avec une allocation de rentrée scolaire « recentrée ». Le premier ministre annonce aussi que, pour les aides personnelles au logement (APL), « un gel est

« Les ministres proposeront la fiscalisation des indemnités liées aux arrêts de travail »

Sébastien Lecornu
Premier ministre

possible ». Ses opposants ne manqueront pas de lui rétorquer que, pour de nombreux Français, et notamment des étudiants ou des jeunes en situation de précarité, les APL sont aujourd'hui un mécanisme essentiel pour ne pas avoir à choisir entre payer son loyer ou se nourrir. Deux étudiants sur trois sautent en effet des repas toutes les semaines, par manque d'argent.

Pour les ministères et les agences publiques, « le budget 2027 sera le plus rigoureux depuis très longtemps, le plus rigoureux jamais présenté la veille d'une élection présidentielle » : hors hausse de la charge de la dette et celle du budget des Armées, l'enveloppe de l'État baisserait en valeur l'an prochain. Le ministère du Travail devra par exemple tailler 2,5 milliards d'euros dans ses dépenses. Les opérateurs (France Travail, Météo-France, CNRS, etc.) verront quant à eux « leurs enveloppes diminuer » d'environ 2 milliards d'euros en 2027. Les fonctionnaires ne seront pas non plus épargnés, puisque le point d'indice « sera gelé », annonce Sébastien Lecornu - ce qui signifie que leurs salaires (sauf les plus bas) seront figés, malgré une inflation prévue autour de 2 % l'an prochain.

Enfin, les Français malades participeront eux aussi aux économies prévues par l'exécutif en 2027 pour soulager les finances publiques exsangues. « Les ministres proposeront la fiscalisation des indemnités liées aux arrêts de travail », avertit le premier ministre. Les indemnités journalières (IJ), ver-

sées par l'Assurance-maladie en cas d'arrêt de travail et plafonnées, représentent actuellement 50 % du salaire journalier qu'aurait normalement touché le travailleur s'il n'était pas arrêté par son médecin.

Le gouvernement n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai concernant les arrêts de travail. Depuis le 1^{er} septembre, la durée d'un premier arrêt de travail ne peut désormais plus excéder un mois, ou deux mois lors d'une prolongation. À partir du 15 octobre, la durée maximale d'un arrêt dérogatoire de longue durée pour un accident du travail ou une maladie professionnelle va quant à elle être divisée par trois. En 2025, l'exécutif avait déjà diminué le plafond maximum de calcul pour le versement des IJ. Autant de mesures pour tenter de juguler la hausse du coût croissant des IJ pour l'Assurance-maladie (12 milliards d'euros en 2025). Une situation qui s'explique en partie par la dégradation des conditions de travail, avec la prévalence de troubles musculosquelettiques et de risques psychosociaux.

Entre la copie présentée par le gouvernement et la version finale qui sera adop-

tée par les parlementaires, bien du chemin reste encore à parcourir. Face à la menace d'une motion de censure, Sébastien Lecornu agit le spectre de la loi spéciale, laquelle reviendrait selon lui à « imposer un grand plan d'austérité » pour 2027, avec « des aides suspendues, des investissements reportés ». Marine Le Pen, qui n'avait pas hésité à censurer Michel Barnier fin 2024 et à refuser le vote de confiance à François Bayrou en 2025, a néanmoins annoncé ce week-end préférer un budget « imparfait, opérationnel » à une loi spéciale, laquelle lui laisserait moins de marges de manœuvre si elle arrivait à l'Élysée en 2027. Depuis la dissolution ratée de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron en 2024, le Parlement s'est toutefois montré hautement imprévisible. « Parmi ceux qui imaginent avoir une chance réelle de présider le pays l'année prochaine, personne ne peut souhaiter hériter d'un désordre absolu et hors de contrôle », espère Sébastien Lecornu. La reprise des débats sur les budgets de l'État et de la Sécurité sociale permettra rapidement de savoir si les députés seront de son avis. ■

Emmanuel Macron laissera un déficit de 5 % du PIB à son successeur

Julie Ruiz Perez

Les observateurs s'accordent sur un point : le budget 2027 sera certainement le plus difficile de la V^e République. Entre tensions politiques, géopolitiques, économiques et financières, le gouvernement a eu toutes les peines du monde à fixer le cap du prochain projet de loi de finances. Après une longue réflexion, le premier ministre a finalement tranché. « La cible de déficit atteint 5 % pour 2027 », soit un effort budgétaire de 54 milliards d'euros, annonce le chef de l'exécutif dans un entretien au Figaro. Ce budget revêt ainsi une dimension symbolique : celle de l'échec

d'Emmanuel Macron sur le terrain des finances publiques. Lui qui avait trouvé un déficit à 3 % en prenant l'Élysée en 2017 laissera à son successeur l'une des pires situations de l'Union européenne.

La cible pour cette année était, elle aussi, fixée à 5 %. « Nous ne serons pas à 5 % en 2026, comme cela était prévu par le budget voté », admet le premier ministre dans nos colonnes. Depuis des semaines, le gouvernement laissait volontiers entendre que ce scénario n'était pas tenable. En présentant son budget l'année dernière, Bercy espérait que la croissance annuelle s'établirait autour de 1 %. Une progression de l'activité deux fois plus faible qu'attendu fausse bien sûr cette équation. Fin août, l'agence de notation

Fitch revoyait déjà le déficit public de la France à 5,2 % à la fin de l'année. Aujourd'hui, les économistes l'anticipent davantage atterrir autour de 5,3 %. Le premier ministre, lui, franchit encore une marche : « Nous poursuivons donc le serrage cette année pour bien rester en dessous des 5,5 % ». Ainsi, malgré les différents plans de coupes dans les dépenses mis en œuvre tout au long de l'année pour faire face aux coûts engendrés par la crise au Moyen-Orient ou les canicules, le gouvernement enregistre un nouveau dérapage du déficit.

En 2025, celui-ci s'était pourtant replié à 5,1 % du PIB, en dessous de la prévision gouvernementale de l'époque. La nouvelle avait été un soulagement pour Bercy, qui venait de constater deux années de lourd dérapage des comptes en 2023 puis 2024 - le déficit était passé de 4,7 % à 5,8 % en deux ans. Ces accidents budgétaires avaient été mis sur le compte de mauvaises prévisions de recettes, qui avaient fait croire au gouvernement de l'époque qu'il pouvait inscrire plus de dépenses dans son budget. La sortie de route avait d'ailleurs pris d'importantes proportions, soulevant un cortège de commentaires politiques acerbes, de rapports commandés aux administrations de Bercy et même

d'une commission d'enquête parlementaire à couteaux tirés. La dissolution - et le départ de Bruno Le Maire, devenu symbole des échecs de son camp sur les finances publiques - avait quelque peu effacé le scandale. Mais pas ses conséquences sur les comptes publics.

Le président de la République, qui avait trouvé un déficit à 3 % en prenant l'Élysée en 2017, laissera à son successeur l'une des pires situations de l'Union européenne

Sur l'ensemble du quinquennat, la France n'aura affiché un déficit en dessous des 5 % qu'une seule fois, en 2022. En présentant le budget 2018, le premier gouvernement En Marche se plaignait pourtant de « la situation dégradée dont il héritait ». Pour rappel, le déficit de 2017 s'établissait à 2,9 %. La succession des crises explique une part importante des mauvaises performances des finances publiques ces dernières années. Mais pas la totalité. Une note de l'OFCE publiée en 2024 calcule, par exemple,

qu'une « estimation basse est que 44 % de la hausse de l'endettement entre 2007 et 2023 peut être attribuée aux crises ».

Reste maintenant à surveiller la réaction des marchés. Depuis des semaines, la France emprunte à plus de 4 % pour financer sa dette - qui atteignait 3536,1 milliards d'euros au printemps, soit 117,5 % du PIB. Cette flambée des taux est en partie due à la guerre au Moyen-Orient, qui pousse l'ensemble des taux souverains européens à la hausse. Mais, depuis quelques jours, l'élargissement du « spread » - l'écart entre les taux d'emprunt à dix ans français et allemand - laisse à penser que Paris fait désormais l'objet d'une méfiance spécifique de la part des investisseurs. La hausse des taux a des conséquences directes sur l'explosion de la charge de la dette - qui pousse les dépenses à la hausse et les comptes publics dans le rouge. L'an prochain, le gouvernement doit trouver dans son budget « 10 milliards d'euros supplémentaires pour la financer », s'inquiète le premier ministre. En 2025, les intérêts de la dette s'élevaient déjà à près de 65 milliards d'euros. Elle est désormais plus élevée que le budget de l'Éducation nationale (hors retraite des fonctionnaires). ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Europe 1
LA RADIO LIBRE

10%



reversés sur votre Carte U dès 20€ d'achats sur vos courses*

Activez l'offre exclusive
dans l'application Mon magasin U et sur CoursesU

*Offre valable une seule fois par compte Carte U, uniquement sur les produits alimentaires, hygiène beauté et entretien. Hors alcool.

**Ce vendredi et ce samedi,
nous vous offrons -10%
parce que l'on n'en fait
jamais trop pour défendre
votre pouvoir d'achat.**

HYPER 

SUPER 

U *express*

COURSES 

Voir conditions sur magasins-u.com. Pour bénéficier de l'offre, vous devez, préalablement à tout achat, enregistrer votre Carte U et activer l'offre sur les applications Mon Magasin U et Courses U ou depuis votre espace fidélité Carte U sur magasins-u.com et coursesu.com - Dès 20€ d'achats sur présentation de la Carte U en magasin ou sur coursesu.com les 18 et 19 septembre 2026 (jour de retrait ou de livraison), bénéficiez de 10% en euro Carte U sur les produits alimentaires, hygiène beauté et entretien (hors vins, alcools, textiles, équipement de la maison, culture, bricolage, jardinage, loisirs, fleurs et plantes, carburant, gaz, livres, presse et carte cadeau U) pour un montant cagnotté maximum de 200€. Offre valable en France métropolitaine (hors Drom-Com et Utile) dans les magasins participants. Valable une seule fois par compte Carte U lors du premier passage en caisse après l'activation de l'offre. Le montant cagnotté sera visible dans un délai de 1 à 3 jours sur votre espace fidélité. Coopérative U. SA coopérative à capital variable. Parc Icade - 20 rue d'Arcueil - CS10043 - 94533 Rungis. R.C.S. 304 602 956 CRÉTEIL - Année 2026 - **AUSTRALIE**

Conflits mondiaux, prix de l'énergie... Emmanuel Macron veut garder la main

Louis Hausalter

Face à la « dégradation de la situation internationale », le chef de l'État convie les partis à une réunion à l'Élysée ce vendredi. Ni Marine Le Pen ni Jean-Luc Mélenchon ne se déplaceront.

Emmanuel Macron envisageait de se rendre ce vendredi au fort Boyard, au large de la Charente-Maritime, à l'occasion des Journées européennes du patrimoine. Mais il a finalement décidé de s'emparer d'un sujet plus grave en conviant à l'Élysée les partis politiques représentés au Parlement. « Face à la dégradation rapide ces derniers jours de la situation internationale », la réunion, prévue à 10h30, portera sur « les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine et leurs conséquences en France sur la sécurité et l'énergie », a annoncé jeudi la présidence de la République.

Le premier ministre Sébastien Lecornu, ancien ministre des Armées, sera le seul membre du gouvernement présent en salle Vega, cette pièce souterraine réaménagée récemment à l'Élysée où se tiennent notamment les réunions du Conseil de défense. Les responsables de plusieurs services de renseignements seront là - la DGSE, la DGSI, la Direction du renseignement militaire - ainsi que le secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN) et le patron de la Direction générale de l'énergie. « Les autorités militaires et les services de renseignements partageront des informations en possession du chef de l'État », précise le communiqué élyséen.

Chaque parti convié ne peut envoyer qu'un seul représentant : le chef du parti ou son candidat à l'élection présidentielle. Ce qui a donné lieu à des arbitrages dans les nombreuses formations où il ne s'agit pas de la même personne. Tous les présidentiables ne répondent pas à l'invitation du prési-



La réunion, prévue vendredi à 10h30 par le président de la République, Emmanuel Macron (ici le 20 juillet, à Paris), portera sur les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine et leurs conséquences en France sur la sécurité et l'énergie.

dent. Ainsi, c'est Jordan Bardella qui représentera le Rassemblement national, Marine Le Pen étant en déplacement, tandis que leur allié Éric Ciotti (UDR) sera là. Bruno Retailleau, lui, viendra au titre des Républicains, comme Édouard Philippe (Horizons), Gabriel Attal pour Renaissance et François Bayrou pour le MoDem. Le sénateur centriste Hervé Marseille, président de l'UDI, en sera également.

À gauche, Raphaël Glucksmann (Place publique), Olivier Faure (Parti socialiste), Marine Tondelier (Les Écologistes) et Fabien Roussel (Parti communiste), tous candidats déclarés à l'Élysée, seront de la partie. La France insoumise sera représentée par son coordinateur national, Manuel Bompard.

La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet (Renaissance), doit aussi participer à la réunion, mais son homologue du Sénat, Gérard Larcher (LR), n'était pas

certain de sa présence, en raison d'un déplacement. Seules les forces politiques représentées au Parlement français sont conviées, a précisé l'Élysée, ce qui exclut le parti Reconquête présidé par Éric Zemmour, qui n'a des élus qu'au Parlement européen.

Avec cette initiative au format « Saint-Denis », selon le nom de plusieurs réunions transpartisanes du même type organisées par Emmanuel Macron depuis 2023, le chef de l'État cherche à affirmer une posture protectrice face aux chocs géopolitiques, lui qui se retrouve en marge de la scène politique, du fait d'une campagne présidentielle à laquelle il n'a pas le droit de participer. Dans son entourage, on invoque notamment les conflits au Moyen-Orient, et notamment la pression qui s'accroît sur le stratégique détroit de Bab al-Mandeb, au cœur de la guerre au Yémen. Ces tensions ont des répercussions directes sur les prix des

carburants en France, alors que la colère sociale monte : des pêcheurs ont mené plusieurs actions de blocage cette semaine.

Emmanuel Macron veut afficher son volontarisme sur le sujet. « Ce qui se passe à des milliers de kilomètres de chez nous finit toujours par peser sur

« Ce qui se passe à des milliers de kilomètres de chez nous finit toujours par peser sur notre quotidien. Alors j'agis pour réduire les tensions, sécuriser nos approvisionnements et faire baisser la pression sur les prix »

Emmanuel Macron
Mercredi soir sur X

notre quotidien. Alors j'agis pour réduire les tensions, sécuriser nos approvisionnements et faire baisser la pression sur les prix », a-t-il assuré dans un message posté sur X mercredi soir. Alors qu'il a déjà échangé cette semaine avec le premier ministre irakien, le prince héritier d'Arabie saoudite et l'émir du Qatar, le chef de l'État a reçu jeudi à Paris le roi de Jordanie et le président du Liban. « On cherche des routes alternatives, parce que le détroit d'Ormuz n'est pas parti pour se débloquent tout de suite », glisse un conseiller de l'exécutif. L'entourage d'Emmanuel Macron souligne aussi l'accentuation des frappes russes en Ukraine et des attaques « hybrides » attribuées au Kremlin. Ces menaces hybrides étaient d'ailleurs au menu d'un Conseil de défense autour du président, mercredi.

Ces sujets internationaux constituent l'essentiel de l'agenda du chef de l'État. « Il est très actif mais ça ne se voit pas, car c'est surtout du long terme, note l'un de ses proches. Il faut qu'on arrive à reconnecter son agenda international aux préoccupations des Français. » Autour d'Emmanuel Macron, on souligne aussi la nécessité de partager des informations importantes à ceux qui briguent sa succession. « Il pense avoir un rôle de garant du bon déroulement du débat public », martèle depuis plusieurs mois son entourage. Une posture du surplomb qui ne semble pas convaincre l'opinion : la cote de popularité du président a baissé dans plusieurs enquêtes d'opinion récentes (16 % d'opinions favorables, en chute de 5 points depuis juillet, dans le dernier baromètre Ipsos BVA-Cesi publié le week-end dernier par La Tribune dimanche).

Reste qu'une rencontre avec les forces politiques sur les sujets internationaux et énergétiques, « c'est toujours utile, estime un président de groupe parlementaire du bloc central. Pendant qu'on s'empaille pour savoir si on doit rembourser la dette ou pas, ce n'est pas mauvais de rappeler qu'il y a quelques réalités ! » Sans surprise, l'entourage de Jean-Luc Mélenchon se montre beaucoup plus sceptique sur l'attitude d'Emmanuel Macron. « Ce qu'il va dire est sûrement gesticulatoire pour faire croire qu'il fait quelque chose. Il n'est pas sérieux », dit-on autour du candidat de LFI, auprès de l'AFP, pour justifier son absence à la réunion. ■

Ambassadeur à Washington : les coulisses d'une nomination chaotique

Les États-Unis ont bloqué pendant plusieurs semaines l'agrément d'Aurélien Lechevallier, un proche de longue date d'Emmanuel Macron, forçant la diplomatie française à présenter des « regrets » après un différend sur un vote à l'ONU.

En apparence, c'est la résolution d'une mini-crise diplomatique. Les États-Unis ont fini par accorder cette semaine son agrément au nouvel ambassadeur de France à Washington, selon le Département d'État américain, qui entravait depuis plusieurs semaines la prise de poste de l'intéressé, Aurélien Lechevallier, un proche de longue date d'Emmanuel Macron. Pour débloquer la situation, la France a dû présenter publiquement des « regrets » aux États-Unis à propos d'un différend passé. Ce qui fait grincer des dents jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Le point de départ du psychodrame est un tweet de la mission de la France auprès des Nations unies à Genève, le 25 juillet dernier. Les États-Unis avaient alors voté contre le renouvellement du mandat du haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk. Sur son compte X, suivi par un peu plus de 20 000 personnes, la représentation française s'était insurgée, en anglais, sur un ton très inhabituel dans les milieux diplomatiques : « Les États-Unis étaient autrefois un modèle en matière de droits humains. Ce n'est plus le cas. » Et d'épingler un vote aux côtés de pays comme la Corée du Nord, le Nicaragua, le Mali et la Russie. « Le monde ne les écoute plus », concluait sévèrement le message.

De quoi déclencher la colère du Département d'État américain, qui a immédiatement pris une mesure de rétorsion : alors que la nomination à Washington d'Aurélien Lechevallier, actuel directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a été validée en Conseil des ministres cet été, les États-Unis ont refusé de lui délivrer son agrément. Cette procédure - en général une formalité - est indispensable pour que le nouvel arrivant puisse poser ses valises dans la capitale américaine.

Après plusieurs semaines, et alors que la nomination était menacée d'enlèvement, la France a fini par céder à la pression américaine. Dans un communiqué mis en ligne le 11 septembre sur son site web, la mission française auprès de l'ONU « regrette le message posté sur X le 25 juillet 2026 ». « La France et les États-Unis ont récemment adopté des positions divergentes lors d'un vote à l'Assemblée générale des Nations unies. Cette divergence portait sur un seul vote et ne concernait pas la défense des droits humains, poursuit le communiqué, publié uniquement en anglais. Les divergences publiques d'opinion sur un vote ne font pas obstacle à un dialogue étroit avec les États-Unis et ne remettent pas en cause notre alliance historique, ni notre capacité à œuvrer ensemble pour promouvoir la

paix, la stabilité et la prospérité, y compris au sein des instances multilatérales. »

Un chef-d'œuvre de repentir diplomatique qui a évidemment satisfait Washington. « Nous prenons note de la déclaration de la France et l'apprécions », a réagi le Département d'État américain par la voix d'un responsable auprès de l'AFP. Mais côté français, les termes du communiqué ont fait bondir Emmanuel Macron lui-même, comme *Le Canard enchaîné* s'en fait l'écho mercredi.

Plusieurs sources diplomatiques soupçonnent Aurélien Lechevallier d'avoir joué cavalier seul dans cette affaire, fort de ses fonctions de directeur de cabinet du ministre

Il faut dire que cette attitude plus que conciliante n'est pas tellement en ligne avec la posture affichée par le chef de l'État, qui aime se faire le chantre d'une « souveraineté européenne » face à l'hostilité de l'Administration Trump. « Il n'était pas ravi de ce communiqué, euphémise un interlocuteur régulier du président. Tout comme il n'était pas ravi

du tweet de la représentation à l'ONU en juillet. À l'aller comme au retour, ce n'était ni fait ni à faire. »

L'affaire suscite quelques remous dans les couloirs de l'exécutif. « C'est scandaleux, la France n'a pas à s'excuser auprès des États-Unis », grince un ministre, pas du tout emballé à l'idée de devoir assumer cette position en cas de question sur un plateau de télévision. « Ça me rend dingue », tempête un conseiller de l'exécutif, inquiet de l'image renvoyée.

Au Quai d'Orsay aussi, cette polémique n'est évidemment pas passée inaperçue, d'autant que plusieurs sources diplomatiques soupçonnent Aurélien Lechevallier d'avoir joué cavalier seul dans cette affaire, fort de ses fonctions de directeur de cabinet du ministre. « Il a négocié avec l'ambassade américaine à Paris, puis il a imposé ce communiqué à la mission française à Genève, croit savoir un diplomate haut placé. Cette instrumentalisation au profit d'une personne passe très mal au Quai. » « Faire porter le chapeau à la mission auprès de l'ONU, c'est dégueulasse », fulmine un ancien cadre du ministère, qui suggère que l'intéressé aurait pu renoncer à sa nomination à Washington afin de ne pas forcer la diplomatie française à capituler devant les États-Unis.

Est-ce aussi pour cela qu'il concentre les critiques anonymes ? Aurélien

Lechevallier - qui n'a pas répondu au Figaro - est un ami de longue date d'Emmanuel Macron, dont il est un camarade de promotion de l'ENA. Il a rejoint la cellule diplomatique de l'Élysée en 2017, avant d'être nommé ambassadeur en Afrique du Sud, puis d'occuper des postes clés au Quai d'Orsay. Et c'est le président lui-même qui a validé sa nomination à Washington, comme il le fait pour tous les mouvements d'ambassadeur. « Les nominations se font sur proposition du ministre des Affaires étrangères. Le ministre joue un rôle central dans leur préparation », nuance néanmoins un autre diplomate.

Le coup de chaud est donc réel entre l'Élysée et le Quai d'Orsay. Même si, « depuis que Jean-Noël Barrot est là, jamais l'Élysée ne l'a désavoué, dédramatise une autre source diplomatique. Le sujet, ce sont plutôt les relations entre Aurélien Lechevallier et Emmanuel Bonne », le patron de la cellule diplomatique de l'Élysée, puissant architecte de la politique étrangère du chef de l'État. Pas de quoi revenir en arrière sur la chaotique nomination du nouvel ambassadeur, qui doit prochainement prendre son poste à Washington. Mais ils sont nombreux, à Paris, à craindre que ce psychodrame laisse des traces sur l'image de la France auprès de l'Administration Trump. ■

Le Parti socialiste secoué par l'affaire Philippe Brun

Célestine Gentilhomme et Richard Flurin

L'exclusion à titre conservatoire du député de l'Eure pollue les premiers jours de la campagne de la primaire de la gauche.

Stupéur et tremblements. Le quatrième bureau de l'Assemblée nationale déborde de journalistes, mercredi soir. Philippe Brun, qui a convoqué cette conférence de presse au pied levé, s'avance d'un pas décidé jusqu'à une petite table, sans jeter un seul regard à la foule. La voix mal assurée, les yeux quelque peu hébétés, il lit une déclaration écrite au préalable. Le député de l'Eure conteste les accusations de « violence » portées par son ancienne collaboratrice, qui lui ont valu le matin même d'être écarté sans ménagement du Parti socialiste et du groupe parlementaire.

L'ambitieux trentenaire, qui s'apprêtait à entrer en campagne pour la primaire de son parti et que beaucoup promettaient à de grandes destinées politiques, paraît désœuvré. « Il est détruit », souffle un cadre, qui poursuit : « Il s'est pris un mur dans la gueule. Maintenant, sa carrière politique se résume à savoir s'il sera réélu dans l'Eure en juin prochain. » L'un de ses collègues députés fait preuve du même pessimisme : « On n'est jamais définitivement fini en politique, mais son acharnement contre la direction du parti pourrait lui coûter cher. »

Devant les journalistes, Philippe Brun n'y est effectivement pas allé avec le dos

de la cuillère. Il a estimé que son parti cherchait à « instrumentaliser » un conflit avec son ancienne collaboratrice dans le but de le « tuer politiquement ». Interrogé sur des déclarations d'Olivier Faure, qui avait mentionné un peu plus tôt sur BFMTV des « violences sexistes ou sexuelles », l'élu normand s'en est pris à lui directement : « Je demande simplement à ce qu'Olivier Faure s'interroge un peu sur les conséquences de ses actes, de jeter en pâture l'honneur de quelqu'un sans qu'aucun contradictoire ne soit organisé. »

L'intéressé lui a répondu jeudi matin sur Franceinfo. « Il n'y a aucune volonté de ma part d'éliminer Philippe Brun », a tempéré Olivier Faure. « J'ai travaillé avec lui pendant des années, j'ai de l'estime pour son travail, pour ce qu'il a apporté au Parti socialiste, je trouvais que c'était intéressant de l'avoir dans la primaire. Maintenant, je n'y suis pour rien et j'espère que la justice agira promptement », a expliqué le premier secrétaire. Ce dernier a également évoqué « une décision difficile » mais inéluctable : « Il n'est pas imaginable de laisser penser qu'au Parti socialiste, on pourrait accepter que l'un de ceux qui pourraient s'engager dans cette primaire soit soupçonné d'être un homme violent avec une femme. »

L'affaire, qui comporte encore de nombreuses inconnues, a rappelé de mauvais



Le député Philippe Brun lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, à Paris, le 16 septembre.

souvenirs aux socialistes. « Nous avons été traumatisés par l'épisode Dominique Strauss-Kahn en 2011 (l'ancien ministre avait été arrêté à New York après des accusations de viol, NDLR). À l'époque, le parti avait réagi n'importe comment en criant au coup monté », raconte un proche d'Olivier Faure. L'ancien champion socialiste sera pourtant par la suite mis en cause dans plusieurs affaires de violences sexuelles. « Il faut croire la parole de la femme. C'est inaudible de dire l'inverse aujourd'hui », tranche un membre de la direction du parti.

« Il n'est pas imaginable de laisser penser qu'on pourrait accepter que l'un de ceux qui pourraient s'engager dans cette primaire soit soupçonné d'être un homme violent avec une femme »

Olivier Faure

Premier secrétaire du Parti socialiste

Au-delà des accusations dont Philippe Brun fait l'objet, c'est la façon dont il a été écarté qui suscite de la circonspection dans les rangs socialistes. Les tensions entre le député et son ancienne collaboratrice sont connues de longue date. « Ça fait quinze jours que des bruits courent sur des révélations dans la presse sur le comportement violent de Philippe Brun », confie un cadre. Pourquoi, dès lors, attendre le dernier moment pour faire état d'accusations graves « susceptibles de relever d'une caractérisation pénale » et pour procéder sur ce fondement à son exclusion à titre conservatoire ?

« Jusqu'au dernier moment, il y avait un doute sur le fait qu'il obtienne les parrainages nécessaires. Il l'a finalement annoncé sur les réseaux sociaux mardi », retrace un socialiste. Quelques heures après cette annonce, l'ancienne assistante parlementaire de Philippe Brun, qui avait déjà effectué à l'été des signalements auprès de commissions indépendantes, prend attache avec Johanna Rolland, première secrétaire déléguée. Elle lui signale alors de nouveaux éléments qui ont conduit la

numéro deux du PS à organiser le vote du mercredi matin.

« Vous croyez vraiment que les soixante-dix membres du bureau national auraient voté son exclusion à l'unanimité s'ils ne disposaient pas d'éléments concrets ? », interroge un partisan d'Olivier Faure. « L'histoire lui aurait pété à la gueule pendant la primaire, et la campagne aurait été gâchée du début à la fin », assure un autre. Les différentes parties prenantes espèrent maintenant que la campagne reprendra bientôt son cours normal et que cette affaire ne viendra pas polluer le scrutin prévu en octobre. Un premier débat télévisé entre les cinq candidats est prévu mercredi prochain sur LCI.

De son côté, Philippe Brun a annoncé déposer plainte « afin que la justice puisse établir les faits ». Le député de l'Eure, qui siègera donc parmi les non-inscrits, a également annoncé saisir la commission nationale des conflits de son parti pour contester son exclusion à titre conservatoire, tout en concédant qu'elle ne statuerait que dans plusieurs mois. ■

ÊTRE CLIENT ENGIE, C'EST ÊTRE GAGNANT.

ENGIE rembourse votre consommation d'électricité* du 28 septembre au 4 octobre. Réservé aux 500 000 premiers inscrits.

J'AGIS AVEC ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

*Réservé aux particuliers titulaires d'une offre d'électricité ENGIE active au moment de l'inscription, réalisée via le lien votre-semaine-remboursee.engie.fr avant le 24/09/2026, et disposant d'un compteur Linky™ communicant. Limité aux 500 000 premières inscriptions conformes. Remboursement de la totalité de la consommation d'électricité du client (hors abonnement) du 28/09 au 04/10/2026 inclus. Montant versé dans un délai d'un mois suivant la fin de l'opération, sous réserve que l'offre soit active pendant toute sa durée.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2542427868 € - RCS NANTERRE 542107651. © Getty Images.

engie

Mark Carney justifie son projet d'alliance avec l'Europe

Florentin Collomp Envoyé spécial à Strasbourg

À Strasbourg, le premier ministre canadien a répondu aux menaces de Donald Trump sur son rapprochement avec l'Union européenne.

« Personne ne dictera au Canada avec qui il peut signer des accords. » Au lendemain de l'annonce d'un partenariat inédit entre son pays et l'Union européenne, Mark Carney a riposté aux critiques et menaces de Donald Trump survenues quelques heures auparavant. Dénonçant un accord « risible », le président américain a menacé de riposter avec des droits de douane « très lourds », voire de cesser tout commerce avec l'UE, si cette alliance s'avérait « hostile » aux États-Unis. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, aux yeux du premier ministre canadien, de la pertinence de ce nouvel axe transatlantique, né en réaction à l'agressivité de son voisin américain avec qui il est engagé dans une brutale guerre commerciale.

Hôte du Parlement européen, à Strasbourg, jeudi, Mark Carney a répondu « favorablement à l'ambition » d'Ursula von der Leyen, exprimée la veille, de porter la relation entre le Canada et l'Union européenne à son plus haut niveau via un partenariat inédit. Dans un discours alternant l'anglais et le français, il s'est efforcé de détailler sa vision, tout en déminant les critiques, chez son voisin américain, en Europe même ou au Canada. « Je ne propose pas la création d'un troisième bloc dans le but de devenir une grande puissance rivale, qui aurait de meilleures manières. Nous ne recherchons pas le pouvoir pour dominer les autres, » a-t-il semblé répondre à Donald Trump. Il espère au contraire que la future alliance puisse représenter un « phare pour d'autres démocraties ».

Le premier ministre a pris ses distances avec la proposition, inattendue et controversée, d'Ursula von der Leyen de faire du Canada le « premier membre associé » de l'Union européenne. S'il

avait lui-même utilisé l'expression la semaine dernière, il a préféré laisser à l'Europe le soin de « déterminer la terminologie précise » du partenariat au fil des négociations. De nombreuses questions ont émergé sur les implications légales d'un tel concept, qui n'existe pas dans le droit européen. Y compris au Canada, où des inquiétudes ont pointé sur une éventuelle perte de souveraineté et sur la voie démocratique pour entériner une telle alliance. « C'est le commencement d'un processus », a tenu à rassurer Mark Carney, ajoutant que le Parlement canadien serait évidemment consulté. « Le Canada n'est pas dans une position pour chercher à devenir membre de l'Union européenne », a-t-il jugé utile de rappeler.

Le premier ministre libéral a plutôt choisi de s'étendre sur le contenu du partenariat qu'il envisage. « Le Canada et l'Europe sont forts chacun de leur côté. L'Europe et le Canada sont plus forts ensemble », a-t-il justifié. Un rapprochement renforcerait l'autonomie stratégique des deux entités « complémentaires ». Parmi les domaines prioritaires, il a cité l'approvisionnement en minéraux critiques - dont le Canada détient de vastes ressources -, l'industrie de la défense, l'intelligence artificielle, l'énergie (gaz naturel liquéfié, hydrogène), l'espace ou les systèmes de paie-

« Le Canada n'est pas dans une position pour chercher à devenir membre de l'Union européenne. Le Canada et l'Europe sont forts chacun de leur côté. L'Europe et le Canada sont plus forts ensemble »

Mark Carney
Premier ministre canadien



Le premier ministre canadien, Mark Carney, au Parlement européen, jeudi, à Strasbourg.

YVES HERMAN/REUTERS

ment. Pour approfondir l'accord de libre-échange UE-Canada signé en 2016, il envisage un espace sans barrières pour le commerce numérique et les services, ainsi qu'un « marché intégré pour les services financiers ».

Pour l'eurodéputé socialiste allemand Bernd Lange, chef de la commission parlementaire du commerce international, un partenariat de l'UE sur le modèle de ce qui existe avec la Suisse serait « envisageable ». « Mais il faudrait aller plus loin sur le plan politique : une participation régulière du Canada aux consultations, des échanges plus étroits avec la Commission et la présence d'observateurs canadiens au Parlement européen », plaide-t-il. Celui-ci vient d'annoncer l'ouverture d'une antenne à Ottawa.

L'intégration économique est vue, là encore, comme une alternative au dérèglement de l'ordre mondial, du droit international et à la brutalisation des échanges pratiqués par les États-Unis de Donald Trump ou par la Chine de Xi Jinping. « L'intégration économique est désormais utilisée comme une arme et les droits de douane comme un moyen de pression, a dénoncé Carney. Les mécanismes financiers sont utilisés à des fins de coercition. Les chaînes d'approvisionnement constituent des points faibles à exploiter. »

Mark Carney a évoqué son souhait de rejoindre le programme Erasmus+ pour permettre aux jeunes Canadiens et Européens d'étudier et travailler de part et d'autre de l'Atlantique, ainsi que le programme Horizons sur la recherche et l'innovation. Il ne s'est pas étendu, en revanche, sur l'aspect sécuritaire de la relation avec l'Europe. Ursula von der Leyen a proposé d'intégrer le Canada, ainsi que le Royaume-Uni, la Norvège et l'Ukraine, à un projet de « conseil de sécurité européen », doté d'une clause d'assistance mutuelle, pour pallier les incertitudes sur l'Otan. Un accord bilatéral de défense entre Bruxelles et Ottawa a déjà été signé en juin 2025, et le Canada est le premier pays extérieur à participer au programme de l'UE (Safe) pour financer les industries militaires. La poursuite de la coopération dans ce domaine figurera au menu du prochain sommet UE-Canada prévu à Montréal, fin octobre. « Le Canada est une puissance militaire sous-estimée, souligne Anand Sundar, expert au Conseil européen des relations internationales (ECFR). Les 2 % de son PIB qu'il consacre actuellement à la défense représentent déjà plus que la somme des 14 plus petits budgets de défense de l'Union européenne réunis. »

Au cours de sa visite en Europe, Mark Carney a fait un crochet au Royaume-Uni, mercredi soir, pour aller assister à un match de Coupe de la Ligue de football à Liverpool avec son homologue britannique, Andy Burnham. Dimanche, il se rendra en territoire français à l'invitation d'Emmanuel Macron, qui doit l'accueillir à Saint-Pierre-et-Miquelon. ■

Taxes douanières : l'exemption controversée de Donald Trump à un milliardaire brésilien

Hélène Vissière Washington

L'homme d'affaires fut le principal donateur au fonds d'investissement du président américain.

Le 20 août, Joesley Batista a été invité à la Maison-Blanche. Ce milliardaire brésilien qui possède, avec son frère, JBS, la plus grande entreprise mondiale de transformation de viande, s'est employé, selon le *Wall Street Journal*, à convaincre le président de réduire les taxes douanières sur les importations de bœuf en provenance de son pays. Cela permettrait, aurait-il affirmé, de faire baisser le prix des hamburgers qui ne cesse d'augmenter. L'argument a fait mouche : le lendemain, Donald Trump annonçait l'importation de 300 000 tonnes de parures de bœuf au cours des trois mois à venir, destinées à produire de la viande hachée. Elles viendront notamment d'Argentine et du Brésil avec des droits de douane réduits, et seront vendues à un tarif inférieur de 25 % par rapport aux cours du marché.

Cette décision a suscité la colère des éleveurs américains et de certains élus. La hausse des importations, d'après eux, va rogner sur leurs bénéfices et décourager l'expansion du cheptel, qui a atteint son plus bas niveau depuis les années 1950. « Nous voulons tous des prix plus bas dans les supermarchés, a déclaré la sénatrice républicaine du Nebraska Deb Fischer. Mais nous ne pouvons le faire aux dépens des producteurs américains. Inonder le marché avec du bœuf étranger nuit à notre industrie. »

Les professionnels s'inquiètent aussi de la question des standards sanitaires. « La diminution des prix ne doit pas se faire au détriment de la sécurité alimentaire », a mis en garde l'Association des éleveurs des États-Unis, ajoutant que le système d'inspection est déjà « sous tension » et que l'augmentation rapide des volumes d'importation « accentue les risques ».

En réponse, Donald Trump a simplement assuré que ce bœuf importé est « très sain et très bon ». Au même moment, l'Union européenne suspendait pourtant les arrivages de viande du Brésil, Bruxelles accusant ce pays de ne pas respecter l'interdiction des antibiotiques dans l'élevage. Or le consommateur américain, ont observé les critiques, n'a aucun moyen de connaître l'origine de son steak haché, puisqu'elle n'est pas mentionnée sur l'étiquette et que le bœuf brésilien sera mélangé à d'autres morceaux produits localement.

Joesley Batista et son frère traînent une réputation sulfureuse. Depuis des années, ils sont impliqués dans toutes

sortes de scandales de corruption. En 2017, ils ont été accusés d'avoir distribué plus de 180 millions de dollars de pots-de-vin à quelque 2 000 hommes politiques pour bénéficier de subventions et de contrats publics. Ils ont écopé d'une amende de 3,2 milliards de dollars et fait brièvement de la prison. On les a également poursuivis pour violation de règles sur l'environnement, emploi de migrants mineurs dans leurs abattoirs aux États-Unis, où JBS est devenu l'un des quatre plus gros producteurs de viande du pays. En 2020, ils ont dû payer des millions de dollars au département de la Justice pour avoir violé les lois anticorruption.

« Inonder le marché avec du bœuf étranger nuit à notre industrie »

Deb Fischer
Sénatrice républicaine du Nebraska

Joesley Batista a lancé une offensive de charme à l'égard de Donald Trump dès son retour au pouvoir. Il a versé par le biais de Pilgrim's Pride, un producteur de poulets contrôlé par JBS, 5 millions de dollars au Comité d'organisation de l'investiture du président. Il s'agissait du plus gros don individuel reçu pour l'occasion. JBS a mené ensuite un lobbying intense dans le but d'obtenir l'autorisation de se coter à la Bourse de New York. Le nouveau patron de la Securities and Exchange Commission, le gendarme de la Bourse aux États-Unis, lui a donné le feu vert qu'il brigait depuis des années.

Dans le même temps, Batista s'est démené pour rencontrer Donald Trump. Selon le livre *Regime Change* des journalistes Maggie Haberman et Jonathan Swan, les conseillers du président n'y étaient guère favorables, en raison du passé trouble de l'homme d'affaires brésilien. Mais le milliardaire, proche de la première dame américaine, a finalement réussi à décrocher un entretien avec Trump en novembre dernier. Il s'était vanté, raconte le livre, de ses rapports étroits avec Nicolas Maduro, le dirigeant vénézuélien de l'époque, que la Maison-Blanche cherchait à évincer. Quelques jours plus tard, on l'a envoyé secrètement à Caracas pour pousser Maduro à démissionner. Sans succès. Cet été, une société contrôlée par les frères Batista a pris une grosse participation dans la production de pétrole vénézuélien. ■

ARTCURIAL



LES RENDEZ-VOUS DU MARDI

Expertises gratuites et confidentielles
tous les mardis à Paris

Ventes de prestige en préparation +33 (0)1 42 99 16 30
expertise@artcurial.com

Comment Trump a négocié avec les houthistes, délaissant ses alliés saoudiens

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Des contacts secrets ont été établis avec les rebelles, alors que l'Arabie saoudite doit faire face à un conflit menaçant ses exportations.



Des combattants houthistes se tiennent devant ce qu'ils affirment être un avion saoudien abattu, au Yémen, sur cette image extraite d'une vidéo diffusée le 16 septembre. HOUTH MILITARY MEDIA/HANDOUT VIA REUTERS

Les États-Unis auraient passé un accord avec les houthistes leur permettant de rester en dehors du conflit qui oppose l'Arabie saoudite à ce mouvement yéménite. Une réunion discrète entre des diplomates américains et les représentants des houthistes se serait tenue dimanche à Mascate, la capitale du Sultanat d'Oman. Selon l'agence Reuters, qui a révélé ce contact, les houthistes se seraient engagés auprès des États-Unis à respecter le cessez-le-feu conclu en 2025 et à ne pas s'en prendre aux navires américains ou israéliens transitant par le détroit de Bab al-Mandab. Ils auraient confirmé que leurs attaques contre le commerce maritime ne concernent que les navires liés à l'Arabie saoudite, en raison du blocus qu'ils imposent au Yémen.

Cet accord, s'il est confirmé, représente un camouflet pour l'Arabie saoudite. Les Saoudiens voient leur allié américain les abandonner à un moment critique, les laissant seuls face à cette milice qui contrôle le Nord montagneux du Yémen et dorénavant une grande partie de ses côtes.

Une offensive surprise des houthistes a mis en déroute la semaine dernière les forces yéménites soutenues par l'Arabie et leur a permis d'étendre leur territoire. La prise du port de Mokha, sur la mer Rouge, et de la petite île de Perim, dans le détroit de Bab al-Mandab, leur donne une capacité supplémentaire d'attaquer le commerce maritime international qui transite par ces eaux.

La reprise du conflit avec les houthistes a été une très mauvaise surprise stratégique pour l'Arabie saoudite, qui se servait de la mer Rouge pour exporter son pétrole en contournant le détroit d'Ormuz, fermé depuis mars dernier par l'Iran. Le royaume avait mené entre 2015 et 2022 une guerre infructueuse contre les houthistes, avant de se résoudre à une trêve. Les houthistes ont, depuis, repris leurs attaques contre les installations pétrolières saoudiennes, et les pétroliers qui lui servent à exporter son pétrole via la mer Rouge. Les houthistes sont dotés de missiles et de drones qui leur permettent de frapper le territoire saoudien. Un drone houthiste aurait été détruit alors qu'il survolait la Ville sainte de La Mecque.

L'aviation saoudienne a repris ses bombardements contre le Yémen, mais un chasseur F-15 saoudien aurait été abattu par les houthistes au cours du week-end.

Le refus des États-Unis d'intervenir à leurs côtés a été une deuxième mauvaise surprise pour les Saoudiens. Mohammed Ben Salman, le prince héritier et dirigeant de facto du royaume, a appelé à deux reprises Donald Trump à la rescousse, essayant à chaque fois un refus du président américain. La réunion d'Oman explique la décision des États-Unis de rester en dehors de ce nouveau conflit au Moyen-Orient.

Samedi, lors d'un voyage en Irlande, Donald Trump a expliqué d'un ton détendu que les houthistes « nous ont appelés et ne veulent pas nous combattre », ajoutant que le groupe « laissait passer les navires » et que la situation allait « très bien se régler ». Le vice-président JD Vance a confirmé lundi que les États-Unis étaient en contact direct avec le groupe yéménite, sans donner plus de détails. Les Américains se sont

contentés de condamner la nouvelle offensive des houthistes et les menaces contre la liberté de navigation dans le détroit de Bab al-Mandab.

Pour l'Administration américaine, aux prises avec un conflit qu'elle ne parvient pas à terminer contre l'Iran, et qui approche de son huitième mois, la prolongation de la trêve avec les houthistes leur évite de devoir combattre sur un deuxième front au Moyen-

Orient. Les houthistes, bizarre mouvement politico-religieux qui porte le nom de la famille qui les dirige, se sont révélés un adversaire particulièrement coriace. Allié de l'Iran, mais dont les liens sont moins étroits que ceux unissant Téhéran et d'autres mouvements régionaux chiites comme le Hezbollah libanais, les houthistes, qui préfèrent appeler leur mouvement Ansarallah, ou « partisans de Dieu » ont utilisé en

2023 leur position sur la côte yéménite pour attaquer les navires commerciaux, en invoquant des représailles contre l'offensive israélienne à Gaza. Ils avaient aussi tiré des missiles balistiques contre Israël, les Israéliens ripostant par les raids aériens contre le Yémen, y compris Sanaa, la capitale, sous le contrôle des houthistes.

L'Administration Biden, qui avait retiré les houthistes de la liste des organisations terroristes en 2021, les y avait alors replacés et avait lancé des raids aéronavals contre les houthistes, sans grand succès.

À son retour au pouvoir, Trump avait à son tour tenté de vaincre ce mouvement et envoyé une puissante force aéronavale pour mettre fin à leurs menaces contre le commerce maritime. Mais l'opération s'était révélée difficile et coûteuse pour l'US Navy. Les forces américaines avaient consommé un grand nombre de missiles et perdu plusieurs drones Reaper abattus par les houthistes. Les tirs de drones et de missiles des houthistes contre les navires américains avaient aussi atteint une intensité imprévue et deux avions étaient tombés accidentellement d'un porte-avions pendant les opérations.

« Nous les avons frappés très fort et ils ont fait preuve d'une grande capacité à encaisser les coups. On peut dire qu'ils ont fait preuve d'un grand courage... Ils nous ont donné leur parole qu'ils ne tireraient plus sur les navires, et nous respectons cet engagement »

Donald Trump Président américain

L'Administration Trump avait préféré en rester là, passant un accord de cessez-le-feu avec les houthistes et déclarant la victoire. « Nous les avons frappés très fort et ils ont fait preuve d'une grande capacité à encaisser les coups », avait reconnu Trump à l'époque. « On peut dire qu'ils ont fait preuve d'un grand courage... Ils nous ont donné leur parole qu'ils ne tireraient plus sur les navires et nous respectons cet engagement. »

Le refus des États-Unis de s'impliquer directement laisse l'Arabie saoudite seule face à ce mouvement. Les Émirats arabes unis, qui avaient participé à leurs côtés à la guerre en 2015, ont retiré leurs troupes. Le pacte de défense régional signé par Ryad à la Mecque avec la Turquie et le Pakistan reste le seul recours de l'Arabie face aux Houthis. Mais les capacités de résistance du mouvement yéménite risquent de rendre difficile une solution militaire. ■

➤ Lire aussi PAGE 19

Le débat sur l'IA fait irruption dans la campagne des « midterms »

L'intelligence artificielle fait irruption dans la campagne électorale américaine. Les déclarations alarmantes, ou alarmistes, selon les points de vue, de plusieurs dirigeants des principales compagnies qui mènent cette révolution technologique ont ouvert un débat sur la question de la réglementation de l'intelligence artificielle, suscitant des clivages parfois inattendus. Donald Trump s'oppose à toute réglementation de l'IA, comparant les mises en garde contre les dangers de cette technologie à ce qu'il dénonce comme le « canular » du changement climatique. Plusieurs personnalités démocrates demandent que le Congrès légifère. Barack Obama a appelé dans un rare communiqué à ce que l'IA soit « mise au cœur du débat public », et averti qu'« en fin de compte, les normes volontaires établies par une poignée d'entreprises technologiques ne suffiront pas ».

Donald Trump est intervenu dimanche dans le débat. Imposer des limites risquerait selon lui de faire perdre aux États-Unis leur avance technologique dans ce domaine. « Ceux qui affirment que l'IA va détruire le monde et que les centres de données sont néfastes pour votre voisinage sont les mêmes qui, il y a peu encore, disaient que le monde serait anéanti par le changement climatique », a écrit Trump sur son réseau Truth Social. « Ce CANULAR n'a jamais marché

pour eux, et voilà qu'ils passent déjà au suivant. » « La seule raison pour laquelle cette polémique autour de l'IA et des centres de données a éclaté, c'est que les États-Unis devancent, et de loin, tous les autres pays. Ne tuez pas la poule aux œufs d'or ! »

Une majorité d'Américains est cependant favorable à la réglementation de l'IA. Un projet de loi visant à établir des garde-fous pour les modèles les plus puissants a été proposé par le chef de la majorité républicaine au Sénat, John Thune, et la sénatrice démocrate Amy Klobuchar. Le sénateur républicain du Texas Ted Cruz a apporté son soutien à cette loi, mais il n'est pas certain qu'elle puisse être adoptée avant les élections de mi-mandat prévues le 3 novembre prochain. Il a toutefois souligné qu'il est impensable de freiner le développement de l'IA aux États-Unis. C'est « une entreprise impossible », a-t-il déclaré, « car vous savez que la Chine... et s'il doit y avoir des robots tueurs, je préfère que ce soient des robots tueurs américains ».

Le sénateur républicain de Louisiane John Kennedy a proposé mercredi au Sénat un texte imposant que les modèles d'IA soient équipés d'un disjoncteur de sécurité. « L'IA est censée être un outil que les êtres humains maîtrisent afin d'améliorer nos vies. Mais que se passerait-il si le modèle d'IA, par le biais de ce qu'on appelle l'auto-amélioration récursive... devenait

une espèce indépendante, distincte et séparée des êtres humains, que nous ne pourrions plus contrôler parce qu'il s'agit d'une espèce indépendante qui ne partage pas nos valeurs ? » Ce dispositif d'arrêt d'urgence a été rejeté par le sénateur libertarien du Kentucky, Rand Paul.

« En fin de compte, les normes volontaires établies par une poignée d'entreprises technologiques ne suffiront pas »

Barack Obama

Ancien président des États-Unis

David Sacks, le conseiller de Trump en matière de technologie, a appelé au calme. « Prédire que l'IA va signifier la fin de l'humanité, je trouve cela excessivement dramatique, a-t-il déclaré. Ça tourne à la panique. Nous sommes en période électorale et des acteurs politiques ont tout intérêt à essayer d'amplifier la peur. » Mais cet entrepreneur de la Silicon Valley d'origine sud-africaine, proche d'Elon Musk, avec lequel il avait été associé dans la création de l'entreprise PayPal, a aussi souligné la responsabilité des grandes entreprises de l'IA pour assurer la sécurité de leurs modèles. Il les a accusés de vouloir que le gouvernement légifère pour étouffer d'éventuels concurrents et asseoir leur domination.

« Personne ne dit qu'ils ne devraient pas prendre eux-mêmes des mesures pour donner la priorité à la sécurité de leurs propres produits », a-t-il ajouté sur CBS.

La concurrence chinoise est régulièrement invoquée pour justifier la course vers la performance accrue des modèles d'IA en laissant de côté les questions de sécurité ou éthiques. Cette préoccupation n'a cependant pas empêché Donald Trump de lever les restrictions imposées par l'Administration Biden à la vente des semi-conducteurs les plus avancés à la Chine. Dario Amodei a proposé que des mesures soient prises pour conserver la supériorité américaine, notamment en contrôlant les exportations de microprocesseurs et les accès des Chinois aux modèles américains.

Le débat sur l'intelligence artificielle a aussi créé des convergences inattendues. Mardi, une conférence intitulée « Assemblée pro humaine » a rassemblé à Washington des personnalités à l'opposé du spectre politique. Le sénateur du Vermont Bernie Sanders, chef de file de la gauche populiste américaine, et Steve Bannon, l'influent podcaster et intellectuel Maga ont tous deux mis en garde contre les dangers de l'IA et demandé que le Congrès ne laisse pas les « oligarques » de la Silicon Valley réglementer eux-mêmes leur industrie. « L'IA progresse de manière exponentielle », a prévenu Sanders, « et quand on fonce droit vers une falaise, il

faut freiner... Nous traversons un moment dangereux et sans précédent dans l'histoire mondiale. Et il est impératif que nous nous mobilisions tous », soulignant que le problème ne concerne pas uniquement les États-Unis mais représente « un problème pour l'humanité tout entière ». « C'est pourquoi j'espère vivement que, lors de leur sommet sur l'IA la semaine prochaine, le président Trump négociera un traité global avec le président Xi afin d'instaurer une pause dans le développement de l'IA avancée et d'interdire la super-intelligence », a-t-il ajouté. Mais Pékin, qui s'est lancé dans une compétition pour dominer cette technologie semble préférer que le débat se déroule exclusivement aux États-Unis.

Steve Bannon a félicité Sanders pour son discours et accusé les grands entrepreneurs de l'IA de se décharger de leurs responsabilités sur le peuple américain. « Ce qu'ils veulent, c'est faire porter tous les risques au peuple américain, y compris d'éventuels plans de sauvetage, tout en conservant pour eux-mêmes tous les avantages. » Il a aussi appelé à cesser d'investir en Chine et à demander aux universités américaines de ne plus former des étudiants chinois. « Au diable le Parti communiste chinois, il n'y a rien de bon à en tirer. Nous savons qu'ils volent tout ! » ■

A. J. (CORRESPONDANT À WASHINGTON)

À Vologda, le gouverneur en croisade pour les «valeurs russes»

Alain Barluet Envoyé spécial à Vologda

Gueorgui Filimonov, ex-conseiller au Kremlin, a entrepris de réhabiliter Staline, de restreindre la vente d'alcool et d'interdire l'avortement.

V isage sévère, posture conquérante, Ivan IV le Terrible se dresse sur la grande place de Vologda, vieille cité du nord de la Russie, à 450 kilomètres de Moscou. Adossée au mur crénelé de la forteresse locale – *kremlin*, en russe –, la statue monumentale de neuf mètres de haut, ornée des attributs du pouvoir, le sceptre et la croix, toise les passants et les touristes. Le monument a été inauguré, en grande pompe, en novembre dernier par le gouverneur de Vologda, Gueorgui Filimonov. Une personnalité politique ultraconservatrice qui s'est fixée pour mission de promouvoir tous azimuts les «valeurs traditionnelles russes» dans sa région. Un programme qui reflète les messages patriotiques propagés, à la tête du pays, par Vladimir Poutine, surtout depuis le début de la guerre en Ukraine.

Premier tsar de Russie, Ivan le Terrible (1530-1584) a voulu faire de Vologda sa capitale. Il régna d'une main de fer pour s'imposer face à l'aristocratie des boyards qui mettait en cause sa légitimité. Il créa sa garde prétorienne de cavaliers, les *oprichniki* (littéralement «les hommes à part»), une sorte de police politique, déjà, dont la descendance en Russie

sera féconde. Surtout, il entreprit, par la force des armes, d'élargir ses territoires aux dimensions d'un empire.

Gueorgui Filimonov s'est activement approprié cet héritage historique. Désigné par intérim en 2023, il a été élu au poste de gouverneur l'année suivante, avec 62% des voix. Âgé de 46 ans, il ne s'est pas contenté de puiser son inspiration chez le redoutable tsar du XVI^e siècle. En arrivant, il a aussi placé, à l'entrée de son bureau, les portraits de Joseph Staline, Vladimir Lénine, Lavrenti Beria (bras droit de Staline et grand ordonnateur de la terreur rouge) et Feliks Dzerjinski (fondateur dès 1917 de la Tchecha, l'ancêtre du KGB).

Avec son aval, quatre statues de Staline ont été installées dans la région. Un mouvement de réhabilitation observé d'ailleurs partout en Russie où des dizaines de bustes et d'effigies du dictateur géorgien ont été érigés ces dernières années. À Vologda, la statue – grandeur nature – du «petit père des peuples» s'élève depuis décembre dernier devant une vieille maison du XIX^e en rondins, devenue un musée. C'est ici que le jeune activiste bolchevik Joseph Djougachvili séjourna quelques mois en exil entre 1911 et 1912.

À l'issue de la visite, les gens sont invités à voter en déposant dans une urne



Une fresque murale située à l'un des carrefours centraux de Vologda, portant l'inscription «Gloire aux guerriers de l'opération militaire spéciale», le 2 septembre.

ANDREY BORODULIN POUR LE FIGARO

transparente une boule orange, s'ils jugent le bilan de Staline négatif, ou une boule blanche s'ils l'estiment positif. Le blanc dominait nettement, le jour de

notre passage... «C'est le cas pour 70% de nos visiteurs», témoigne la guide du musée. «Ils apprécient tout ce que Staline a accompli pour le pays et son rôle dans la victoire lors de la Grande Guerre patriotique (1941-1945)», ajoute-t-elle.

«J'adhère à la pensée de la gauche conservatrice comme à celle de la droite conservatrice», expliquait récemment Gueorgui Filimonov à la chaîne fédérale RBK. «L'histoire de notre pays est une chaîne de maillons interdépendants : le

prince Vladimir (qui adopta le christianisme au X^e siècle, NDLR), Ivan le Terrible, Pierre Le Grand, Vladimir Lénine, Joseph Staline, Gueorgui Konstantinovitch Joukov (grand maréchal soviétique de la Seconde Guerre mondiale, NDLR), et bien sûr le rassembleur des terres russes, notre dirigeant, Vladimir Poutine», ajoutait M. Filimonov, qui n'a pas donné suite à nos demandes d'interview.

La muraille en pierre blanche du kremlin est recouverte d'une bâche,

Des législatives jouées d'avance pour le parti de Vladimir Poutine

Quasiment pas d'affiches dans les rues, quelques débats télévisés peu regardés et un désintérêt généralisé d'une population en proie à l'anxiété : à l'issue d'une campagne fantôme, les Russes se rendent aux urnes de vendredi à dimanche pour élire leurs députés à la Douma (450 sièges) mais aussi certains gouverneurs et une partie des Assemblées régionales et locales. Un vote considéré comme sans suspense, le parti présidentiel, Russie unie, (324 sièges) devant l'emporter, mais dont les enjeux sont loin d'être nuls, en particulier pour le Kremlin.

Pour la première fois, les électeurs des quatre régions de l'Ukraine annexées par la Russie – Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson – participeront au scrutin, comme l'a rappelé Vladimir Poutine, mercredi, dans un court message télévisé appelant les Russes à se rendre aux urnes pour «contribuer à la victoire» en Ukraine. Les dernières législatives ont eu lieu en 2021, avant le déclenchement de l'«Opération militaire spéciale» (SVO).

Depuis lors, ceux qui ont été au front, «nos héros», comme les a une nouvelle fois qualifiés mercredi Vladimir Poutine, ont été poussés à s'investir en politique et dans l'administration. «Plus de 1668 candidats participant à la SVO ou anciens combattants se sont inscrits pour ces élections à tous les niveaux», a indiqué Elia Pamfilova, la présidente de la Commission électorale centrale. L'embryon de la «nouvelle élite» que le chef du Kremlin souhaite voir émerger des décombres de sa guerre en Ukraine...

Comme d'habitude, l'administration présidentielle et son homme fort chargé de la politique intérieure, Sergueï Kirienko, ont fixé des objectifs électoraux, région par région. Les chiffres varient quelque peu selon les sources mais restent globalement au niveau du scrutin précédent : autour de 50% des voix pour Russie unie

(qui avait fait 49,8% en 2021) et un taux de participation de 50 à 55% (51,7% lors des précédentes législatives). L'échéance a été placée sous étroit contrôle des autorités pour atteindre ces objectifs. D'autant que le contexte, avec les difficultés quotidiennes et l'incertitude sur l'issue de la guerre, n'apparaît guère propice à un regain de participation, relèvent les observateurs à Moscou.

«Les gens ne sont ni enclins à se mobiliser électoralement pour soutenir le gouvernement, dont ils voient bien qu'il n'est pas menacé, ni à se précipiter vers les urnes pour s'en prendre au pouvoir», observe le politologue Mikhaïl Vinogradov. De toute façon, «la Douma d'État dispose de pouvoirs limités et dépend de l'exécutif», ajoute-t-il. Selon M. Vinogradov, «les élections ont surtout une importance symbolique : permettre au pouvoir exécutif d'interpréter les résultats annoncés comme une preuve de sa popularité et, en l'occurrence, une preuve du soutien populaire aux opérations militaires».

«Les élections ont surtout une importance symbolique : permettre au pouvoir exécutif d'interpréter les résultats annoncés comme une preuve de sa popularité et, en l'occurrence, une preuve du soutien populaire aux opérations militaires»

Mikhaïl Vinogradov
Politologue

Comme l'analyse un autre observateur moscovite, le but pour le pouvoir est moins d'obtenir un blanc-seing populaire que de montrer qu'en dépit des difficultés, la situation reste gérable et que le pays est sur les rails. «En Russie, dès qu'il émerge un événement susceptible de secouer l'opinion publique, le pouvoir y voit une provocation, une tentative de déstabilisation de

l'Occident», estime le politologue Ilya Grachtchenkov. «On passe alors à une phase de gestion des risques, où n'entrent plus le versement d'argent ni les tentatives pour persuader les gens, mais on passe à une logique de force», ajoute le politologue.

C'est l'affaire labloko, le seul parti à exprimer ouvertement des positions antiguerre et qui a été exclu du scrutin. Ce «vieux» parti social-libéral avait dans un premier temps été autorisé à participer par la Commission électorale centrale. Des sondages ont indiqué que cette formation pourrait franchir la barre des 5%, ce qui lui ouvrirait les portes de la Douma. Des accusations de «financements étrangers» ont immédiatement été portées contre labloko, conduisant les autorités à faire volte-face et à l'écarter fin juillet. Le 18 août, l'un de ses dirigeants, Lev Schlosberg, était condamné à onze ans de camp pour «discreditation répétée de l'armée» et «désinformation».

Vendredi, samedi et dimanche, les électeurs russes n'auront le choix, outre Russie unie, qu'entre quatre partis d'opposition dits «du système», c'est-à-dire globalement loyaux au pouvoir. Certes le Parti communiste de Russie (KPRF), arrivé en deuxième position en 2021 (18,9% des voix et 48 sièges), devant le parti populiste LDPD du défunt Vladimir Jirinovski (19 sièges) n'hésite pas à critiquer le pouvoir et ses élus. Ils ont souvent la dent dure contre les autorités, notamment en province. Mais les communistes, re-flets d'une nostalgie persistante de l'URSS, sont surtout composés d'électeurs âgés, comme leur chef, Guennadi Ziouganov (82 ans), et ils n'inquiètent pas en haut lieu.

Il n'en va de même s'agissant du parti «Nouveaux Gens» (Novye Lioudi), une formation d'inspiration libérale créée en 2020 et qui a obtenu 5,3% des voix et 15 sièges aux législatives de 2021. Le parti, qui s'est notamment opposé aux restrictions d'internet imposées par le pouvoir,

pourrait bénéficier de la mise au ban de labloko. La surprise consisterait à le voir arriver en troisième position, derrière les communistes. Cette percée potentielle aurait néanmoins conduit les autorités à faire pression sur Novye Lioudi... Interviewé cette semaine, Vladislav Davenkov, l'un de ses principaux dirigeants, met surtout l'accent sur la nécessité de «faire des compromis» avec le pouvoir.

Les autorités ont aussi beaucoup insisté sur la possibilité de voter par voie électronique. Un moyen que certains observateurs considèrent comme plus susceptible de permettre la fraude

Celui-ci surveille l'état de l'opinion russe comme le lait sur le feu et s'est employé à conduire les électeurs aux urnes. «Chaque voix compte», a insisté mercredi Vladimir Poutine dans son message télévisé, invitant à voter pour «les véritables patriotes de la Russie», qu'incarne à ses yeux le parti Russie unie. Le chef du Kremlin, dont la popularité avait légèrement fléchi au printemps dans les sondages, avant de remonter récemment, a payé de sa personne. Celui qui s'était abstenu de voyager en province durant plusieurs mois a repris ses visites, cet été, à un rythme soutenu : Irkoutsk, Omsk, Saint-Petersbourg, Krasnoïarsk, Oulan-Oude, Novossibirsk, Sakhaline, Nijni-Novgorod, Vladivostok...

L'occasion de rencontres, très encadrées, avec la population. Et parfois de curieuses déclarations. À Moscou, le 29 août, devant des étudiants et des professeurs à Moscou, le président russe s'est ainsi lancé dans une improbable tirade, évoquant les orques «déchiquetant des ours polaires...» Une allusion douteuse à la guerre entre la Russie et l'Ukraine mais factuellement déconnectée de la réalité. Dans la capitale, après plusieurs semaines

de pénurie d'essence et de files d'attente devant les stations-service, le carburant, opportunément, coule de nouveau à la pompe... ce qui est loin d'être le cas en province.

Pour doper la participation, le Kremlin a aussi placé en tête de liste des visages connus des Russes, tels le chef de la diplomatie, Sergueï Lavrov, le populaire maire de Moscou, Sergueï Sobianine, mais aussi le correspondant de guerre «Z-patriot» Evgueny Poddubny, censé attirer le vote des combattants en Ukraine et de leur famille. Des témoignages que nous avons recueillis montrent aussi que ceux que l'on appelle les «ressources administratives» ont, une fois encore, été mobilisés. Partout dans le pays, des responsables attirés ont «mobilisé» les fonctionnaires et les employés des entreprises liées à l'État pour leur enjoindre d'exprimer leur suffrage.

Les autorités ont aussi beaucoup insisté sur la possibilité de voter par voie électronique. Un moyen que certains observateurs considèrent comme plus susceptible de permettre la fraude. Un analyste averti des élections russes affirme néanmoins qu'«il est difficile pour les autorités de manipuler le scrutin au-delà d'une marge de 10% des voix...»

Après les élections, et fort d'un «succès» annoncé, le Kremlin se lancera-t-il, comme en court la rumeur, dans une nouvelle vague de mobilisation, après celle de septembre 2022? Le 3 septembre, à Vladivostok, Vladimir Poutine a affirmé que «ce scénario n'était pas d'actualité... à la date d'aujourd'hui...» La plupart des observateurs doutent d'une telle décision qui créerait un choc dans l'opinion russe déjà passablement secouée. Mais cela n'exclut pas d'autres mesures permettant de recruter, notamment des réservistes, pour le front et pour la défense antidrones sur le territoire russe. Car rien n'indique qu'au lendemain de ces élections, Vladimir Poutine renonce à pousser l'offensive en Ukraine. ■

A.B.



Vologda affirme craindre pour les Russes un « génocide par l'alcool » en prétendant aussi voir derrière cette menace la main des pays occidentaux. Depuis mars 2025, acheter de l'alcool dans les magasins n'est plus possible que de midi à 14 heures. Les petits débits de boissons (*nalivaika*, en russe), très nombreux au pied des immeubles d'habitation, ont dû fermer leurs portes. Par ailleurs, le vapotage a été prohibé dans la région. Gueorgui Filimonov s'est récemment félicité sur sa chaîne Telegram de la fermeture des 316 points de vente de cigarettes électroniques de Vologda.

Comme Vladimir Poutine, le gouverneur est obsédé par le déclin démographique russe, par ailleurs bien réel, auquel contribueraient, là encore, les influences étrangères. Grâce à des pressions administratives mais aussi en allouant des indemnités supplémentaires pour les accouchements, M. Filimonov a amené la plupart des cliniques privées de Vologda à ne plus pratiquer l'IVG. Cette mise au ban de facto de l'avortement s'observe d'ailleurs dans d'autres régions, comme à Tver, Smolensk, le kateinbourg et en Crimée. En août dernier, indique le journal *Vedomosti*, la Chambre civique, une instance consultative fédérale, a proposé d'étendre à l'ensemble du pays les réformes mises en œuvre à Vologda, l'érigeant ainsi en « laboratoire » du poutinisme...

Au total, en incluant les hôpitaux publics, qui continuent à prendre en charge les IVG, celles-ci auraient baissé de 80 % l'an dernier, s'est félicité le gouverneur. Des chiffres corrigés ensuite par le ministère de la Santé, qui a évalué la baisse à 46 %. Ces statistiques éludent toutefois le fait que, face aux restrictions, beaucoup de femmes choisiraient d'aller avorter dans les régions voisines.

Quant à la « loi sèche » limitant la vente d'alcool, elle suscite du scepticisme dans la population. « Si quelqu'un veut boire, il trouvera toujours, objecte un retraité de Vologda. On produit de l'alcool à la maison, certains magasins continuent d'en vendre, tout comme les taxis la nuit ». « Nous avons l'habitude de ces mesures. Gorbatchev, à son époque (en 1985, NDLR), avait lui aussi lancé une campagne contre l'alcool », rappelle-t-il.

Gueorgui Filimonov détonne dans le sérail passablement terne des chefs de région. Carrure athlétique - il a été champion du monde de kickboxing en 1999 -, polyglotte, le gouverneur de Vologda connaît l'Europe et les États-Unis. Il affectionne les vestes à col boutonné du type de celles que portait Staline, inspiration qu'il dément, affirmant avoir créé son « propre style ». Les observateurs le décrivent surtout comme un maître en communication.

« J'adhère à la pensée de la gauche conservatrice comme à celle de la droite conservatrice. L'histoire de notre pays est une chaîne de maillons interdépendants »

Gueorgui Filimonov
Gouverneur de la région de Vologda

Au centre de Vologda, sur une façade qui fait face au bâtiment de l'administration régionale, il a fait réaliser une immense peinture murale représentant un combattant de l'« opération militaire spéciale », la guerre en Ukraine, et l'archange saint Michel, vénéré dans l'Église orthodoxe comme chef suprême des armées célestes et défenseur de la foi. « Avec ce décor, le gouverneur peut tourner des vidéos tout près de son bureau pour ses réseaux sociaux », commente l'artiste Oleg Ivanov, quadragénaire au style branché de hipster. Soutenu par l'administration, il a déjà pu réaliser dans la même veine une trentaine de fresques murales. Le graffeur dit réfléchir à deux nouvelles œuvres, consacrées à Léon Trotski et à Lavrenti Beria...

À Vologda, surnommée la « porte du Nord », on croise l'Histoire à chaque pas, entre vieilles demeures, monastères et forteresses. Dès le XVI^e siècle, la ville commerçait avec l'Angleterre et devint un comptoir important. En 1918, elle fut, pour cinq mois, la « capitale diplomatique » de la Russie. En effet, les puissances occidentales avaient décidé d'y évacuer leurs représentations, face à l'avancée allemande sur Petrograd. « Vologda souffre toujours du syndrome de la capitale », relève

d'ailleurs l'historien Alexandre Bykov, laissant entendre que ses habitants cultiveraient une nostalgie de grandeur...

Pas si sûr. Ceux que nous avons rencontrés verraient plutôt d'un œil circonspect et teinté d'ironie les grands travaux de leur gouverneur. Ce chambardement perturbe leur ville, « calme et tranquille », et qui aspire à le rester, disent-ils. La région n'est pourtant pas épargnée par les alertes de drones. Les projets du chef de la région suscitent aussi de l'incompréhension. Le journaliste et essayiste Valery Essipov s'émeut ainsi d'une politique de « sculpturisation » dont le monument d'Ivan le Terrible serait le symbole. « Du kitsch », lâche-t-il, en raillant tous ces chantiers qui sont, selon lui, « les menus plaisirs de notre gouverneur ». On reproche à ce dernier de négliger le développement économique. Le gouverneur s'est aussi également mis à dos un poids lourd, l'oligarque Alexeï Mordachov, l'homme le plus riche de Russie selon *Forbes*, patron du géant de la sidérurgie Severstal qui est basé dans la région.

C'est pourtant sans grand suspense que Gueorgui Filimonov briguera cette semaine un siège à la Douma, en tête de liste du parti présidentiel Russie unie. La campagne s'est déroulée sous étroit contrôle; les voix discordantes de l'opposition dite « hors système » ont été exclues. S'il est élu, le gouverneur pourrait céder la place à un colistier pour rester à son poste et continuer sa croisade.

« Créer un « monde russe » centré autour de Vologda est une idée qui relève des relations publiques », affirme le politologue Ilya Grachtchenkov. « Les habitants ordinaires de la région ne se sentent pas vraiment concernés; leurs préoccupations restent celles du citoyen lambda : leur salaire, leur niveau de vie », estime l'expert. Selon lui, « le monde russe est une illusion, une idée qui dans les années 2000 était censée être captivante, à l'instar du rêve américain ». Mais aujourd'hui, poursuit M. Grachtchenkov, « pour beaucoup de gens, le « monde russe », c'est la guerre, le manque de confort quotidien, la peur... » ■

➤ Lire aussi **PAGE 19**

tout comme la cathédrale SainteSophie de Vologda, un joyau orthodoxe érigé sur ordre d'Ivan le Terrible. Nombre de monuments sont en cours de restauration dans la « capitale » régionale qui compte 300 000 habitants.

Rues éventrées, trottoirs en travaux, vacarme et poussière : toute la ville ressemble à un vaste chantier dans la perspective, l'an prochain, des festivités du 880^e anniversaire de sa fondation, en 1147. Un événement que l'édile hyperactif

projette de célébrer avec faste. Sur les murs des bâtiments, sur les bus, un slogan s'affiche partout, en lettres rouges, calligraphié en vieux style slave : « Le lieu de la force du monde russe ». Une formule ampoulée censée résumer la « vision » que le gouverneur Filimonov s'applique à mettre en œuvre.

Sitôt débarqué du train venant de Moscou, on vous parle de ses mesures phares, et d'abord de la restriction de la vente d'alcool. Le gouverneur de

2^e édition



Assises nationales de l'IA

7-8 OCT 2026
CAEN - NORMANDIE

www.assises-nationales-ia.fr





Hervé MORIN
Région Normandie

Benoît TABAKA
Google

Lise BARCELLINI
Journaliste

Cédric VILLANI
Mathématicien

Vivien MURA
Orange

Dr. Luc JULIA
LuxStunts

Nadia GUEROUAOU
CNRS

Xavier NIFFLE
KPMG

Sylvie BORAU
TBS Education

L'IA transforme nos entreprises. Comprenez comment.
50 experts. 800 décideurs. 2 jours d'échanges.

Profitez de -25% sur la billetterie avec le code **AIA26-LEFIGARO**

UN ÉVÉNEMENT















Droit d'asile : la pression baisse, les déboutés restent

Jean-Marc Leclerc

Malgré la diminution du flux de demandeurs, le cumul du nombre de réfugiés en France dépasse les 800 000 et leur éloignement du territoire demeure un casse-tête.

La machine de l'asile tourne toujours à plein régime en France. Alors que le taux de protection des demandeurs a dépassé les 52 % en 2025, le cumul du nombre d'étrangers bénéficiant du statut de réfugié (ouvrant droit à une carte de résident de 10 ans), de la protection subsidiaire (carte pluriannuelle de 4 ans) ou temporaire (6 mois renouvelables pour les Ukrainiens) s'élevait à 736 500 en 2025. Il vient de dépasser les 800 000 cet été.

Et pourtant, le nombre de demandeurs de protection internationale en France tend à diminuer. Selon nos informations, la baisse depuis le 1^{er} janvier 2026 avoisine les 18 %. « Cela devrait nous porter à un total estimé en fin d'année autour de 130 000 nouveaux demandeurs, contre 154 000 l'an dernier », estime un préfet très au fait du dossier. Il reconnaît que « si le flux diminue d'une année sur l'autre, l'asile reste embolisé » et les déboutés (75 000 personnes dont la demande a été rejetée en 2025, 71 800 en 2024, 75 400 en 2023) ne repartent guère.

Depuis la loi du 26 janvier 2024, tout débouté ayant épuisé ses voies de recours se voit en principe signifier une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Seulement voilà : cette politique est un échec absolu. Ainsi, sur 100 personnes déboutées du droit d'asile faisant l'objet d'une OQTF, entre 92 et 97 restent effectivement sur notre sol.

Un taux de renvoi d'à peine plus de 5 % en moyenne. Il est deux fois inférieur à celui de l'ensemble des OQTF (toutes causes confondues), qui s'élevait à 10,6 % en 2025. Par ailleurs, à ces déboutés s'ajoutent chaque année des milliers de « dublinés », autre catégorie de migrants dont le cas est censé être traité directement par le pays de première entrée sur le territoire de l'UE. Or le taux de transfert des « dublinés » est encore plus faible que le taux d'éloignement des déboutés stricto sensu.

En 2026, les Afghans, les Congolais, les Ivoiriens, les Guinéens ou les Angolais sont moins nombreux à réclamer l'asile en France. Il est vrai que la pression aux portes de l'Europe se fait moins forte, comme en attestent les derniers chiffres de Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures de l'Union.

Selon cet organisme, « le nombre de passages irréguliers vers l'Union européenne a continué de diminuer au cours des huit premiers mois de 2026, avec une baisse de 35 % des cas signalés par rapport à la même période de l'année dernière. Près de 75 000 passages ont été enregistrés, selon les données préliminaires collectées par Frontex. Le déclin sur presque toutes les routes migratoires reflète une coopération soutenue avec les pays partenaires et des mesures préventives dans les principaux États de départ, qui continuent de réduire le nombre de bateaux partant vers l'Europe ».

Les gardes-frontières européens avertissent toutefois : « Ces chiffres n'incluent pas le déplacement massif de personnes du Maroc vers Ceuta fin juillet. Aucun total définitif ne devrait être établi, car la plupart de ceux qui ont traversé étaient revenus au Maroc sans être enregistrés. » « Sur la plupart des routes vers l'Europe, moins de gens tentent le voyage et cela a tenu tout l'été. Mais Ceuta nous rappelait qu'une frontière calme peut changer en quelques heures. Les réseaux de contrebande ne disparaissent pas lorsque les chiffres diminuent. Ils



Sur 100 personnes déboutées du droit d'asile faisant l'objet d'une OQTF, entre 92 et 97 restent sur le sol français. Ci-dessus : des demandeurs font la queue devant la Cour nationale du droit d'asile, à Paris, en 2023. THIERRY NECTOUX/GAMMA RAPHO

bougent, et ils attendent une ouverture pour l'exploiter pleinement. Notre mission est d'être prêts quand ils en trouvent une », a déclaré Hans Leijten, directeur exécutif de Frontex.

Rappelons que 70 000 à 72 000 migrants sont entrés dans l'enclave espagnole de Ceuta en 48 heures, les 30 et 31 juillet derniers. Une crise inédite par son ampleur, sur ce territoire qui fait partie intégrante de l'UE. Au-delà du bilan humain tragique de 67 à 72 morts, principalement par noyade, il a fallu gérer un afflux de clandestins quasiment équivalent à celui de la population résidente, avec une explosion soudaine de la délinquance, dans un climat social tendu à l'extrême. À mi-septembre, les estimations faisaient état de 5 000 à plus de 13 000 illégaux encore sur place, pour 4 300 places d'accueil d'urgence. Elles devraient être portées à 6 000 à court terme. On comprend la prudence exprimée par le patron de Frontex après ce sérieux coup de chauffe sécuritaire. En France, les autorités ne crient pas victoire non plus, car la situation est fragile. Le nombre de demandeurs sri-lankais est en hausse par exemple, « sans logique bien nette, si ce n'est le cynisme des réseaux de passeurs qui vivent de la misère des peuples », estime un responsable de la police aux frontières à Paris.

Par ailleurs, le cas des Haïtiens protégés en Guyane mobilise lourdement la

préfecture locale. Cette porte d'entrée béante de l'asile représente, à elle seule, 10 % des demandeurs de protection internationale en France. C'est considérable pour un territoire qui ne concentre en théorie que 0,5 % de la population française. Depuis le 1^{er} janvier, le nombre d'Haïtiens sous protection a grimpé de 8 % environ, comparé à la même période en 2025.

Le vivier d'Haïtiens à régulariser sous cette forme a été estimé à environ 30 000. Il peut aussi être plus important. Quasiment tous ces étrangers bénéficieront du statut protecteur. La moitié environ l'a déjà obtenu. C'est la conséquence directe d'une décision de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) en date du 5 décembre 2023. Ce jour-là, le juge a officiellement reconnu Haïti comme un pays en proie à un conflit armé, caractérisé par une violence aveugle, à Port-au-Prince, ainsi que dans deux autres zones du territoire. Une situation ouvrant droit à une protection subsidiaire pour les Haïtiens, dont une large part résidait déjà en Guyane, de façon plus ou moins clandestine.

Au total, le coût de l'asile en France a été estimé par la commission des finances du Sénat à près de 2 milliards d'euros par an. La rédactrice de ce rapport, Marie-Carole Ciuntu, élue LR du Val-de-Marne, proche de Bruno Retailleau, livre un constat sévère : « Alors que le droit d'asile a été conçu pour répondre à une situation exceptionnelle, avec un statut particulièrement protecteur, il tend à devenir une voie d'immigration comme une autre, supplantant même l'immigration économique. Par ailleurs, il apparaît que les personnes déboutées de l'asile restent sur notre territoire, de façon illégale ou bien en obtenant un titre de séjour sur un autre fondement, plusieurs années après le rejet de leur demande d'asile », affirme-t-elle.

À l'entendre, le droit d'asile est dévoyé et la politique d'éloignement des indésirables est toujours calamiteuse. « Les éloignements exécutés à la suite d'une OQTF visant des déboutés de l'asile ne dépasseraient pas 3 000 par an entre 2019 et 2025, ce qui correspond à un taux d'exécution compris entre 3 et 8 %, avec une moyenne de 5,5 % », souligne-t-elle. Ce taux, jugé « infinitésimal », serait même inférieur à celui de l'ensemble des étrangers faisant l'objet d'une OQTF (environ 10 %), ce qui conduit le rapporteur spécial à estimer que « les personnes arrivées par la voie de l'asile restent sur notre territoire, en violation de l'autorité de la chose décidée, voire jugée, par la puissance publique ».

Pour renvoyer un sans-papiers, il faut préalablement obtenir un laissez-passer consulaire de son pays d'origine. Or, trop souvent, les précieux sésames ne sont délivrés qu'au compte-goutte

Parallèlement, près d'un quart des demandeurs serait finalement admis au séjour pour un autre motif - principalement familial ou économique - deux à cinq ans, voire plus, après le rejet de leur demande d'asile, alimentant, selon elle, un glissement du droit d'asile vers une « voie de migration secondaire », qu'elle déplore.

Quel peut être l'impact réel de la vaste réforme du Pacte sur la migration et l'asile adopté au niveau européen, dont beaucoup de dispositions réglementaires sont entrées en vigueur le 12 juin dernier ? « Ce pacte repose sur un équilibre entre des mesures plus dures et d'autres plus douces », estime un préfet chevronné. Un autre grand commis de

l'État déclare : « L'initiative collective des exécutifs européens a des vertus, mais à force d'édulcorer les dispositifs, l'on risque d'arriver à un faux durcissement. » Et d'illustrer son propos : « Avant le pacte, si une personne ne rejoignait pas le lieu d'hébergement qui lui était assigné par le gestionnaire de son dossier, il était possible de couper l'aide financière spécifique qu'elle percevait au titre de la demande d'asile ; avec le pacte, cela ne sera plus possible et la personne concernée conservera son aide, même si elle fait obstacle aux solutions proposées par l'administration. » L'État perdrait donc un levier sur ce point.

Néanmoins, les migrants qui frappent à la porte du pays des droits de l'homme seront confrontés à un cadre globalement plus strict. Ceux arrivés sans visa, par exemple, ne pourront plus s'en prévaloir pour régulariser leur entrée sur le territoire. Jusqu'alors, un visa de régularisation de 8 jours, aussi appelé sauf-conduit, était délivré à un étranger sortant d'une zone d'attente, lui permettant d'entrer légalement sur le territoire français, le temps de régulariser sa situation. Tout cela est fini avec le pacte, en tout cas sur le papier.

L'indésirable sans visa sera donc orienté désormais vers une procédure de retour. Ce qui ne garantit toutefois pas l'effectivité de l'éloignement. Avec ou sans pacte européen, la pierre d'achoppement de toute politique crédible demeure : pour renvoyer un sans-papiers, il faut préalablement obtenir un laissez-passer consulaire de son pays d'origine. Or, trop souvent, les précieux sésames ne sont délivrés qu'au compte-goutte. L'Algérie ne coopère pas davantage depuis le 12 juin. Et la liste des pays qui entravent la politique des retours est toujours aussi longue, de la Chine au Mali en passant par le Niger et tant d'autres États d'Afrique ou d'ailleurs. ■

2 milliards d'euros par an

Coût de l'asile en France estimé par la commission des finances du Sénat

Échappées Golf
PAR LE FIGARO

Présenté par Laurent Louët

à retrouver dès samedi 19 septembre à 19h

Avec **DS AUTOMOBILES**
et la nouvelle N°8



LE FIGAROTV
TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION

disponible sur		
ENTÉE 34	CANAL+ 126 / 136	TF1+
Orange TV Plus	194	118
Free	203	247
Replay sur Apple TV	Replay sur Google TV	
Aussi sur LeFigaro.fr et l'app		

(*) hors réception satellite
(**) également accessible sur myCANAL

Zacarias Moussaoui et les fantômes du 11 Septembre

Jean Chichizola

L'avocat de ce Français condamné à la perpétuité aux États-Unis exige son transfèrement en France.

Zacarias Moussaoui, 58 ans, sera probablement à jamais « le Français du 11 Septembre ». Et l'on a su pourtant, dès 2001, qu'envoyé aux États-Unis par al-Qaida, il n'était pas en revanche « le vingtième pirate de l'air ». Vingt ans après sa condamnation à la perpétuité réelle par la justice américaine et son incarcération dans le silence sépulcral d'une prison « supermax », ce natif de Saint-Jean-de-Luz refait surface par la voix de son avocat, Romain Ruiz, qui demande que son client puisse purger le reste de sa peine en France.

Un quart de siècle après le choc du « 9/11 », l'histoire de ce fantôme judiciaire est une plongée dans l'un des ratages les plus retentissants de l'histoire du terrorisme. Mais aussi dans la dérive d'un homme endoctriné par une idéologie djihadiste qui, par-delà le temps et l'aveuglement de certains, est plus que jamais active.

L'affaire Moussaoui commence dans le monde d'avant. Dans un monde où, après l'attentat contre le World Trade Center en 1993, la police américaine écartait la suggestion de « sonoriser » les mosquées radicales.

En cette année 2001, Washington sait pourtant que Ben Laden va frapper. La CIA contacte ses alliés à travers le monde pour leur demander de remonter toute information. Mais elle ne sait pas où et quand les terroristes attaqueront. Le

10 août 2001, une note « top secret » informe la présidence américaine du fait, bien réel, qu'un « associé d'Oussama Ben Laden a planifié des attaques contre les intérêts américains en Europe » et particulièrement en France...

L'alerte viendra en fait du Midwest. Le 16 août 2001, le modeste bureau du FBI de Minneapolis (Minnesota) interpelle Zacarias Moussaoui, né en France le 30 mai 1968 dans une famille d'origine marocaine. Un instructeur a signalé l'attitude étrange de cet homme inexpérimenté, inscrit à coups de milliers de dollars dans une école de pilotage de Jumbo Jet. Du Minnesota, l'information remonte à Washington. Et pour en savoir plus sur ce mystérieux Français, le FBI s'adresse le 17 août à la Direction de la surveillance du territoire (DST). Raconté par trois anciens responsables du service dans l'ouvrage *La DST sur le front de la guerre contre le terrorisme* (Mareuil Éditions), l'épisode est aussi évoqué dans le dernier numéro de *La Revue de recherche sur le renseignement* (1).

Pour la DST, Moussaoui n'est pas à l'époque une cible prioritaire. Mais il fut en contact avec un « objectif » intéressant : un Franco-Bénois membre d'al-Qaida et mort en Tchétchénie en 2000. Contactée, la mère de l'intéressé assure que son fils a bien été recruté par Moussaoui. L'inconnu de Minneapolis est un dangereux fou de Dieu et Paris donne l'alerte. Mais Washington ne permet pas au FBI local d'exploiter l'ordinateur du

suspect. Cette analyse aurait mis en évidence des contacts dans la mouvance djihadiste et d'importants transferts d'argent douteux... Nul ne saura jamais si l'alerte aurait empêché les attentats, mais elle n'a en tout cas jamais été émise. Et le pays refusant d'écouter les mosquées en 1993 va devenir celui de la baignoire et des prisons clandestines.

Ennemi public numéro un

Personnage insignifiant le 10 septembre au soir, Zacarias Moussaoui devient l'ennemi public numéro un. L'Amérique profonde découvre la réalité du djihadisme. La France retrouve, elle, un parcours de radicalisation déjà classique. Problèmes familiaux et difficultés matérielles ont marqué l'enfance du futur terroriste. Épaulé par une mère courage, il ne sombre pas et optient un bac professionnel puis un BTS avant d'engager des études universitaires.

En 1991, il décroche et les premiers signes de radicalisation se font jour. Il part à Londres en 1992 et découvre le « Londonistan » et ses imams radicaux, que les Britanniques laissent prospérer. En 1995, il obtient un diplôme en International Business Studies et part en Afghanistan. Suivent la Tchétchénie, le Moyen-Orient, l'Afghanistan de nouveau, et puis, en 2000, la Malaisie et le Pakistan. L'étudiant est devenu un djihadiste d'al-Qaida, envoyé aux États-Unis en 2001. Seule ombre au tableau pour ces chefs qui disent l'avoir écarté

du projet du 11 Septembre : une attitude le rendant un peu trop « voyant ».

Jugé de 2002 à 2006, Zacarias Moussaoui a été condamné pour complicité et non-dénonciation de crime. Son envoi dans une cellule souterraine d'une prison de très haute sécurité, marquée par un isolement absolu, une activité limitée et une surveillance constante, a semblé clore le débat.

En apparence du moins. Car l'affaire rebondit aujourd'hui. En raison d'abord de la pugnacité d'une mère, aujourd'hui octogénaire, qui n'a cessé de se battre et demande à voir son fils avant de mourir. Tout en ayant toujours tenu un discours courageux. En 2006, elle dénonçait « l'intolérance et l'obscurantisme » ayant emporté « Zacarias dans un tourbillon de haine ». En 2014, elle notait : « Depuis 2001, la situation n'a cessé de se dégrader. On a assisté à l'apparition massive de gens sans morale. Des gens seulement motivés par l'idée de faire du mal aux autres, de se poser en djihadistes et de détourner totalement les principes de l'islam. C'est très grave. Et selon moi, c'est loin d'être fini... »

Son conseil, M^e Romain Ruiz, vient d'adresser une requête au ministre de la Justice. En demandant, en vertu d'une convention franco-américaine sur le transfèrement des détenus, que le condamné purge le restant de sa peine en France, sous le régime de la perpétuité réelle. L'avocat cite un rapport

Croquis de Zacarias Moussaoui (à gauche) lors de son procès, le 27 mars 2006, au tribunal fédéral d'Alexandria, en Virginie.

officiel d'un organisme judiciaire américain relevant douze violations des droits de Zacarias Moussaoui. Sans oublier des documents déclassifiés confirmant que, dès 2001, le FBI savait qu'il n'était pas un des kamikazes. La requête juge également « qu'une condamnation à perpétuité ne doit jamais signifier une condamnation à disparaître du monde » et que « la France ne peut pas continuer à revendiquer à la fois la protection de ses ressortissants détenus à l'étranger et rester silencieuse lorsque l'un d'entre eux est soumis depuis près de vingt ans à un régime pénitentiaire cynique et qui fait honte aux droits humains ».

Pour l'heure, la requête est restée sans réponse. Et M^e Ruiz veut poursuivre son combat. « Plus encore que les vices qui entourent la condamnation (de son client), déclare-t-il au Figaro, nous savons aujourd'hui que la France a collaboré avec les États-Unis dès 2002 alors qu'il encourait la peine de mort. En violation de tous nos engagements internes et internationaux. Le gouvernement doit des comptes à Zacarias Moussaoui et nous avons saisi le ministère de la Justice d'une demande d'explications. » ■

(1) Numéro 4, « Terrorisme et Contre-terrorisme » (Cnam-Mareuil Éditions).

COMMUNIQUE	
SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES DU FIGARO	
AVIS DE CONVOCATION	
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 6 OCTOBRE 2026	
Nous vous informons qu'une Assemblée Générale Ordinaire de la SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES DU FIGARO se tiendra le 6 octobre 2026 de 9 heures à 18 heures au siège social sis 23-25 rue de Provence - à PARIS (75009) - Salle de réunion Julien GREEN , sur l'ordre du jour suivant :	
- Approbation des comptes clos le 31 décembre 2025 et quitus à la Gérance, - Affectation du résultat de l'exercice, - Rapport de la Gérance sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, - Election des six gérants de la Société des Journalistes du Figaro, - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.	
Les documents relatifs à cette Assemblée Générale sont tenus à la disposition des associés au 23-25 rue de Provence - à PARIS (75009), sur simple demande, ainsi que sur le site intranet du Figaro dans la rubrique de la "Société des Journalistes du Figaro".	
La liste des différents candidats à cette élection est publiée à partir du 18 septembre 2026 (i) par publication dans le quotidien et (ii) par voie d'affichage sur les panneaux SDJF et (iii) sur le site intranet du Figaro dans la rubrique de la Société des Journalistes du Figaro et (iv) mise à disposition des associés sur simple demande.	
CONDITIONS ET MODALITÉS DE PARTICIPATION	
- Le 6 octobre 2026, il sera demandé à chaque associé, lors de l'émargement, la présentation d'une pièce d'identité et d'une carte professionnelle : - en cas d'empêchement, conformément aux dispositions statutaires (article 22.4), l'Associé ne pouvant assister personnellement à l'Assemblée, peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint muni : • de sa pièce d'identité; • d'une procuration sur papier libre signée par le mandant et; • d'une copie de la pièce d'identité et de la carte de presse du mandant afin de permettre à l'émargement le contrôle de la signature.	
- Le nombre des mandats réunis par un même associé est limité à deux. - Les pouvoirs en blancs sont nuls.	
Nous insistons sur le fait que le strict respect des dispositions ci-dessus conditionnera l'accès de l'associé ou de son mandataire à l'Assemblée Générale.	
Nous comptons sur votre présence et vous remercions par avance de venir nombreux à cette Assemblée Générale.	
Paris, le 18 septembre 2026, LA GÉRANCE	
TEXTE DES RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	
PREMIÈRE RÉSOLUTION : APPROBATION DES COMPTES ET QUITUS DE LA GÉRANCE	
L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés le 31 décembre 2025 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.	
En conséquence, elle donne à la Gérance quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.	
DEUXIÈME RÉSOLUTION : AFFECTATION DU RÉSULTAT	
L'Assemblée Générale, sur proposition de la Gérance, et après avoir pris acte que l'exercice clos le 31 décembre 2025 se solde par un bénéfice de 660 euros, décide de l'affecter au report à nouveau.	
L'Assemblée Générale rappelle qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.	
TROISIÈME RÉSOLUTION : RAPPORT DE LA GÉRANCE SUR LES CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L. 612-5 DU CODE DE COMMERCE	
L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de la Gérance sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve les termes dudit rapport.	
QUATRIÈME RÉSOLUTION : ÉLECTION DES SIX GÉRANTS	
L'Assemblée Générale prend acte de l'élection en qualité de Gérants de la Société, pour une durée de trois ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028 :	
- Monsieur Vincent Bordenave, - Monsieur Cyril Hofstein, - Monsieur Silvère Bouchet-Lambert, - Madame Rozenn Morgat, - Monsieur Emmanuel Galiero, - Monsieur Stéphane Durand Souffland, - Madame Cécile Crouzel, - Monsieur Vincent Jolly, - Monsieur Cyrille Louis, - Madame Caroline Beyer.	
Ils disposeront, à ce titre, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés et sous réserve des dispositions des statuts.	
CINQUIÈME RÉSOLUTION : POUVOIRS POUR LES FORMALITÉS	
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.	
AVIS DE LA SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES DU FIGARO	
En vue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société des Journalistes du Figaro qui se tiendra le 6 octobre 2026 de 9 h à 18 h dans les locaux sis 23-25 rue de Provence à Paris (75009) - Salle Julien GREEN - LOR-3S 17 et qui désignera :	
- les six gérants de la Société des Journalistes du Figaro.	
Nous vous informons que les candidatures que nous avons reçues dans les délais fixés par les appels à candidatures publiés le 8 septembre 2026 sont les suivantes :	
Pour les Gérants de la SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES DU FIGARO :	
- Monsieur Vincent Bordenave, - Monsieur Cyril Hofstein, - Monsieur Silvère Bouchet-Lambert, - Madame Rozenn Morgat, - Monsieur Emmanuel Galiero, - Monsieur Stéphane Durand-Souffland, - Madame Cécile Crouzel, - Monsieur Vincent Jolly, - Monsieur Cyrille Louis, - Madame Caroline Beyer.	
Nous vous rappelons que si vous ne pouvez vous déplacer le jour de l'Assemblée, vous pouvez donner pouvoir à votre conjoint ou à tout associé de la Société des Journalistes du Figaro désigné nominativement pour vous y représenter. Le pouvoir peut être établi sur papier libre mais également selon un formulaire disponible sur le site intranet du Figaro ou sur simple demande adressée à Monsieur Vincent BORDENAVE :	
- par voie postale : 23 - 25 rue de Provence - 75009 PARIS ; - ou par mail à vbordenave@lefigaro.fr	
Nous comptons sur votre présence et vous remercions par avance de venir nombreux ou de donner votre pouvoir à un associé de la Société des Journalistes du Figaro pour que l'Assemblée Générale puisse se tenir aux conditions de quorum fixées par les statuts de la société.	
Paris, le 18 septembre 2026, Vincent BORDENAVE	

En RDC, la capitale redoute l'arrivée d'Ebola

Thomas Ribaud Bende-Bende (RDC)

Les autorités sanitaires s'activent pour éviter la catastrophe à Kinshasa.

Historique, l'épidémie a déjà tué plus de 3500 personnes dans le nord-est du pays.

Un bateau est à l'arrêt. Sur son toit se bousculent des sacs de marchandises et des humains par dizaines. Des soignants en blouses et charlottes bleues s'affairent sur la rive. Derrière eux, des tentes sont alignées au milieu de la verdure environnante. C'est le décor du poste sanitaire de contrôle du port de Bende-Bende, 70 kilomètres par la route en amont de Kinshasa, le long du fleuve Congo, l'un des principaux points d'entrée dans la capitale.

Si ce dispositif a été mis en place, c'est parce que l'heure est grave. L'actuelle épidémie d'Ebola frappe sept provinces, principalement situées dans le nord-est du pays. Le virus y a déjà infecté 7258 personnes, pour plus de 3500 décès, en date du 13 septembre. Un bilan qui dépasse nettement celui de la pire épidémie qu'avait jusqu'ici connue le pays, alors même ces chiffres officiels sont nettement sous-estimés, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS). « Dans l'ensemble, la transmission du virus reste intense et géographiquement étendue », soulignait Olivier le Polain, chef de l'unité épidémiologie et analyse pour les interventions de l'OMS, lors d'une conférence de presse donnée à Genève, le 15 septembre.

Si Ebola n'a pas encore touché Kinshasa, les équipes médicales du port de Bende-Bende contrôlent quotidiennement entre 1000 et 1500 passagers, qui se rendent du nord et de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), vers sa capitale. Certains passagers viennent des provinces touchées par le virus. Ils se déplacent pour vendre leurs cargaisons de braves, de manioc, de maïs, de poisson fumé... Depuis début août, ces voyageurs sont tous contraints de faire une escale dans le



Au port de Bende-Bende, sur le fleuve Congo, entre 1000 et 1500 passagers font quotidiennement l'objet d'un contrôle sanitaire strict par les équipes médicales locales, et leurs bateaux sont désinfectés. THOMAS RIBAUD

port, le temps de répondre à un questionnaire sanitaire individualisé, de voir leur température corporelle mesurée, leurs mains lavées, et leurs bateaux, désinfectés. En cas de symptômes et d'un lien épidémiologique clair, ils sont testés, mis à l'isolement 48 heures, puis testés une seconde fois.

« Si Ebola arrivait ici, ça serait le chaos. La mobilité et la promiscuité rendraient presque impossible le suivi des cas et des chaînes de transmission »

Raphaël Lumembe Numbi
Médecin et chercheur clinicien associé à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB)

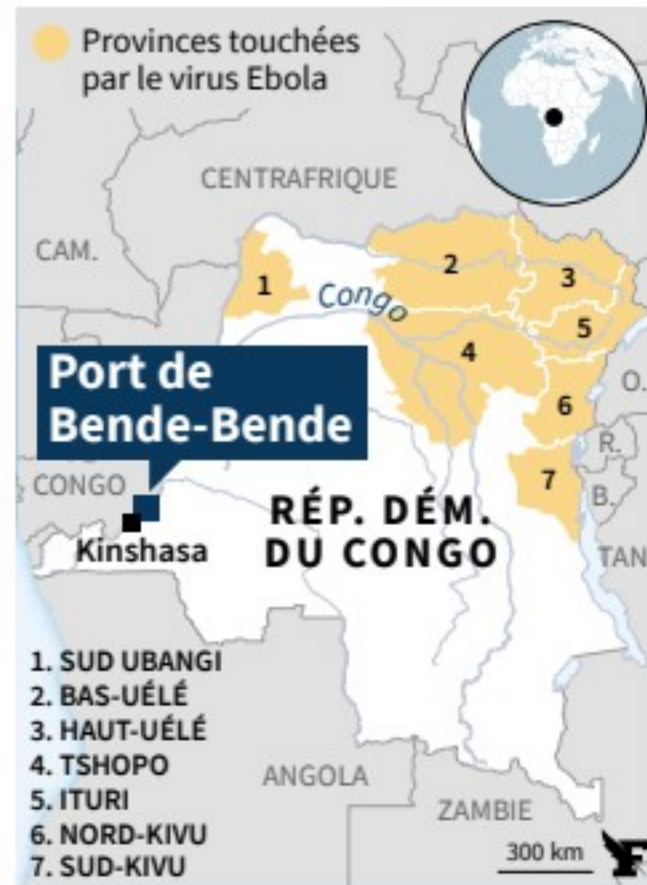
Un dispositif mis en place après qu'un épisode a alerté les autorités sanitaires. Le passager d'une embarcation est décédé en chemin, de la Tshopo, une province touchée par Ebola, vers Kinshasa. L'hémorragie dont il souffrait est un symptôme typique de la maladie.

À l'arrivée du bateau en question au port de Bende-Bende, ses quelque 200 passagers ont été immédiatement testés. Pas une seule trace du virus n'a été détectée. Cela n'empêche que cette mort a mis en lumière les failles du système de santé congolais. L'hôpital dans lequel l'homme est décédé, à 1200 kilomètres de la capitale, ne disposait pas de test Ebola, ni même d'un simple kit de prélèvements, qui aurait permis d'envoyer un échantillon de son sang vers un laboratoire. Son corps a été enterré sans que personne ne sache s'il était atteint par le virus.

À Kinshasa, la riposte sanitaire est nettement plus alerte. Une vigilance à la hauteur du péril que court la ville d'environ 17 millions d'habitants. « Si Ebola arrivait ici, ça serait le chaos », redoute le docteur Raphaël Lumembe Numbi, médecin et chercheur clinicien associé à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB). La mégapole étouffe de sa surpopulation, que cela soit au bord des routes, dans les marchés ou dans les quartiers les plus pauvres. Nombre de foyers y vivent à huit ou dix, dans de petits logements insalubres. « La mobilité et la promiscuité ren-

draient presque impossible le suivi des cas et des chaînes de transmission. »

Pour éviter ce scénario catastrophe, les équipes de l'INRB se tiennent prêtes à intervenir n'importe où dans Kinshasa, si un cas suspect est signalé. « En date du 11 septembre, nous avons reçu en tout une centaine d'alertes, dont



66 pour le port de Bende-Bende, et une quarantaine pour les autres zones de la ville », informe Eddy Lusamaki Kinganda, médecin biologiste au sein de l'INRB. Certains de ces patients ont été isolés dans une zone réservée au sein de l'hôpital Cinquantenaire, pour une capacité de 200 à 250 lits. Autant dire une goutte d'eau dans un océan, en cas de propagation massive. « Nous sommes en train de réfléchir pour mobiliser davantage de lits dans le cadre de la préparation », précise le professeur Christian Ngandu, coordonnateur du Centre des opérations d'urgence de santé publique.

Globalement, ces dispositifs sont jugés insuffisants par les experts. « On en est à la phase préparatoire. On a besoin de plus de matériel et de personnel », affirme le docteur Jacques Kulemfuka, debout face au fleuve, le dos tourné contre les collines limitrophes. Il est membre du dispositif de communication des risques et engagement communautaire (CREC) pour le port de Bende-Bende. « Les choses se mettent en place, mais de façon embryonnaire. Il faut passer à l'échelle supérieure très rapidement », abonde Paulin Mutombo Beya, directeur adjoint de l'École de santé publique de Kinshasa. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a elle-même reconnu que des failles subsistent quant aux déplacements par voie fluviale. Certains bateaux privilégient les ports informels, notamment pour éviter de payer trop cher. Une tricherie qui complique la traçabilité des voyageurs. « On voit par ailleurs que les radios ont été mobilisées pour sensibiliser la population, observe Paulin Mutombo Beya. Mais la sous-information persiste à propos du virus. »

Kandolo Tawaba Paypay en est l'illustration. Ce marchand a été immobilisé au port de Bende-Bende, en provenance de la province du Kwilu, frontalière de Kinshasa. Les bananes mûres qui alourdissent son embarcation indiquent que le voyage fut long. Les pieds plantés dans le sable mouillé, le quinquagénaire déclare : « Je n'avais jamais entendu parler d'Ebola avant aujourd'hui. » Dans les rues de la capitale, nombre de gens ne connaissent ni ses symptômes ni les mesures barrières à respecter. Si certains Kinois défiants voient dans cette épidémie un complot du gouvernement ou une sorcellerie, l'indifférence règne avant tout. « Ici, les gens n'ont jamais vu quelqu'un mourir d'Ebola, avance Rémy Mitanga, entre deux klaxons de camion. Tout le monde s'en fiche de ce virus ! » ■

Jacqueline Bloch, nouvelle médaille d'or du CNRS

Propos recueillis par Tristan Vey

La physicienne française travaille sur des formes très particulières de la lumière qui ont des applications dans des champs variés.

Physicienne au CNRS, Jacqueline Bloch est spécialiste de l'interaction entre lumière et matière au Centre de nanosciences et de nanotechnologies (C2N), à Paris. Elle vient de recevoir la médaille d'or du CNRS.

LE FIGARO. - Vous travaillez sur les « polaritons ». Comment expliqueriez-vous ce qu'est cet objet étrange ?

JACQUELINE BLOCH. - Le polariton, c'est d'une certaine façon de la lumière habillée de matière. On peut imaginer chaque grain de lumière comme une personne portant un sac à dos. Si on les place en grand nombre dans un espace confiné, comme un wagon de métro, leur sac à dos commence à les gêner, ce qui les pousse à avoir un comportement collectif. C'est ce qui se produit pour les polaritons lorsqu'on augmente l'intensité de la lumière : ils peuvent former une sorte de liquide, de la lumière qui coule.

C'est effectivement déroutant. Et comment fabrique-t-on concrètement des polaritons ?

Il faut créer un dispositif dans lequel la lumière va avoir le temps d'interagir avec la matière. Nous la confinons donc entre deux miroirs très proches l'un de l'autre, séparés de quelques microns, à peu près l'épaisseur d'un cheveu. La lumière rebondit entre ces miroirs, oscille et reste piégée longtemps. Le matériau placé en-



« L'idée de l'IRM est venue de la recherche fondamentale et est devenue un outil majeur pour la société », précise Jacqueline Bloch. CYRIL FRÉSILLON/CNRS IMAGES

tre les miroirs peut alors agir sur elle : la lumière est absorbée puis réémise. Elle interagit très fortement avec les excitations des électrons du matériau et acquiert ainsi certaines propriétés de la matière. Elle ne se comporte plus comme une simple onde lumineuse passant librement dans l'espace : elle devient un objet hybride, à la fois photonique et matériel.

Vos travaux sur des structures produisant des polaritons ont contribué

à la réalisation d'analogues acoustiques de trous noirs. De quoi s'agit-il ?

En astronomie, un trou noir possède une frontière, appelée horizon des événements, qui définit la limite à partir de laquelle un objet ne peut plus en ressortir. Imaginez un fluide qui s'écoule dans un canal. Dans une région, il se déplace moins vite que le son : une onde sonore peut alors remonter le courant. Mais si le fluide accélère et dépasse la vitesse du son, l'onde ne peut plus revenir en arrière. Elle est emportée par le courant. C'est un analogue « acoustique » de trou noir. On peut réaliser une chose similaire dans un fluide de polaritons. Cet analogue nous permet d'étudier, dans un système très contrôlé, des phénomènes liés à la physique des horizons. Nous aimerions par exemple voir un équivalent du rayonnement spontané de Hawking, une lumière extrêmement ténue qui serait émise par les trous noirs, mais qui est inobservable en astronomie.

Est-ce la physique qui vous passionne le plus ou ses applications ?

Mon enthousiasme vient d'abord de la physique elle-même. Je trouve fascinant de comprendre comment des phénomènes très différents peuvent obéir à des lois universelles. Par exemple, les systèmes de polaritons permettent d'étudier une physique dite « hors équilibre », qui peut éclairer des phénomènes aussi variés que la forme du givre sur une vitre, un front

d'incendie ou la croissance d'un amas de bactéries. On peut ainsi partir d'un semi-conducteur et de lumière confinée, puis découvrir des lois qui s'appliquent bien au-delà de ce système particulier.

Votre parcours allie recherche fondamentale et applications possibles. Est-ce une fausse opposition ?

Oui, je pense qu'il ne faut pas opposer les deux. La recherche fondamentale, ce n'est pas faire quelque chose « qui ne sert à rien » mais explorer des phénomènes sans savoir à l'avance à quoi ils serviront. J'aime beaucoup l'exemple du spin des particules. À l'origine, c'est une propriété quantique fondamentale des particules, que l'on peut imaginer comme un petit aimant. Son étude a été elle-même une grande aventure de la physique fondamentale. Et aujourd'hui, l'imagerie par résonance magnétique (IRM) utilise les spins des protons de l'eau présente dans notre corps pour produire des images médicales très précises. C'est un chemin magnifique : une idée venue de la recherche fondamentale est devenue un outil majeur pour la société.

La recherche fondamentale est-elle en danger en France ?

Pendant longtemps, les chercheurs disposaient au CNRS d'un soutien de base qui leur permettait de mener des projets sur la durée. Depuis les années 1990, le financement sur projet s'est beaucoup dé-

veloppé et il faut répondre à des appels d'offres pour obtenir des moyens. Ce système a des avantages lorsqu'il reste équilibré. Il peut encourager les collaborations nationales et internationales, et pousser à faire le point sur sa recherche. Mais lorsqu'il devient trop dominant, il oblige les scientifiques à chercher sans cesse de l'argent. Or, pour obtenir un financement, il faut souvent promettre une nouveauté immédiate, un sujet émergent, un résultat rapide. Cela peut décourager les recherches profondes, celles qui prennent dix ans ou davantage avant de produire une avancée importante. Le problème n'est donc pas seulement le temps passé à monter des dossiers, c'est aussi le risque d'abandonner certaines thématiques de fond parce qu'elles ne correspondent plus aux priorités du moment.

Et votre sentiment sur l'état de la recherche de manière plus générale dans notre pays ?

C'est un investissement pour l'avenir qu'il ne faut surtout pas faire baisser, pas plus qu'il ne faut négliger l'école et la formation. Ce sont les jeunes formés aujourd'hui qui feront la recherche de demain et maintiendront le rayonnement scientifique international de la France. Le CNRS m'a permis de développer des travaux de longue haleine, d'explorer des questions qui n'avaient pas d'application immédiate et de bâtir des compétences collectives. C'est essentiel. ■

Romain Schneider

Sans Arthur Fils, les Bleus affrontent le Canada vendredi et samedi, à Québec, lors du deuxième tour d'une compétition qui n'a plus le même impact auprès des nouvelles générations.

Il y a dix ans, Gaël Monfils, tout frais demi-finaliste à l'US Open, annonçait son forfait à la dernière minute avant la demi-finale Croatie-France de Coupe Davis. Un petit tremblement de terre, qui avait beaucoup fait parler. À une époque où la légendaire compétition par équipes passionnait les amoureux du tennis en France et suscitait encore l'intérêt du grand public. Autre temps, autres mœurs. Le forfait d'Arthur Fils pour le deuxième tour contre le Canada, prévu ce vendredi et dimanche, à Québec, n'a choqué personne. Il est même apparu comme un choix logique après « une année compliquée physiquement » pour le 11^e joueur mondial, en course pour se qualifier au Masters de fin d'année (le tournoi réunissant les huit meilleurs joueurs du monde).

Les dirigeants de la FFT se sont bien gardés de déplorer publiquement l'absence du leader tricolore, contrairement à ce qu'ils avaient fait, en février dernier, après le désistement d'Ugo Humbert. Comme beaucoup d'autres joueurs, le Messin, en quête de points, avait annoncé renoncer au premier tour de la compétition afin de disputer le tournoi de Montpellier. Il semble aujourd'hui difficile de blâmer les joueurs de privilégier leur carrière individuelle, tant cette Coupe Davis nouvelle formule ne fait plus rêver. Contrairement au premier tour, le deuxième n'est pas concurrencé cette semaine par des tournois du circuit. Et le casting se révèle honorable, avec notamment la présence d'Alexander Zverev pour l'Allemagne (opposée à la Croatie), quelques jours après son sacre à l'US Open.

L'absence de Fils constitue en tout cas un handicap pour l'équipe de Paul-Henri Mathieu, qui a une belle carte à jouer au Canada, dont le second joueur de simples devrait être vraisemblablement Liam Draxl, seulement 205^e mondial. Objectif : décrocher une deuxième qualification consécutive pour la phase finale de Bologne, du 24 au 29 novem-



Pierre-Hugues Herbert, Benjamin Bonzi, Quentin Halys, Alexandre Müller, Arthur Rinderknech et Paul-Henri Mathieu lors des qualifications contre la Slovaquie, en février dernier. STÉPHANE MAHE/REUTERS

Coupe Davis, cette vieille dame qui cherche à survivre

bre. Présents, pour la première fois depuis 2019 en phase finale depuis la refonte décriée du format de l'épreuve centenaire, les Bleus avaient buté l'an dernier contre la Belgique dès les quarts de finale. Une sacrée désillusion et une belle occasion manquée de remettre en lumière cette épreuve qui a longtemps permis à la France de décrocher un grand titre, à défaut de trouver chez les hommes un successeur à Yannick Noah, dernier lauréat d'un tournoi du Grand Chelem (Roland-Garros 1983). La victoire de 1991 contre les États-Unis, à Lyon, est restée dans toutes les mémoires. Celle de 2017, la dernière en date, avait permis à la génération Tsonga de goûter à l'ivresse des sommets. Pendant un week-end de trois jours, avec des matches épiques en cinq sets, ce sport profondément individuel se transformait alors en une belle aventure collective.

La réforme adoptée en 2018 avait entériné l'abandon partiel des matches à domicile ou à l'extérieur, qui faisaient pourtant tout le sel de la compétition. Une évolution qui a inéluctablement fait perdre à la Coupe Davis une part de son âme et de sa popularité. La phase finale, désormais disputée sur terrain neutre et réunissant huit équipes, ne

World Tennis, le promoteur de la compétition, a annoncé cette semaine l'arrivée de Generali comme nouveau partenaire titre, avec l'ambition de relancer l'épreuve mythique, au moins sur le plan économique

soulève guère l'enthousiasme, ni chez le public ni chez les joueurs. Le numéro 1 mondial Jannik Sinner, qui avait fait l'impasse sur le tournoi final disputé à domicile, l'an dernier, a relancé l'idée d'une compétition organisée tous les deux ou quatre ans, une proposition également défendue par son rival Carlos Alcaraz. Les stars du circuit ATP seront-elles entendues ?

Après le fiasco du groupe Kosmos, fondé par l'ancien footballeur Gerard Piqué et qui avait promis lors de la réforme une manne de 3 milliards de dollars sur vingt-cinq ans à la Fédération internationale de tennis, la compétition a survécu au divorce entre les deux parties, acté en 2023. Et cette semaine, bonne nouvelle, World Tennis a annoncé l'arrivée de Generali comme nouveau partenaire titre, avec l'ambition de relancer l'épreuve mythique, au moins sur le plan économique.

Des ajustements bienvenus ont néanmoins été opérés dans le format depuis l'année dernière. Les rencontres à domicile ou à l'extérieur ont fait leur retour lors des deux premiers tours, avec deux simples (en deux sets gagnants) le premier jour, un double et deux simples le deuxième jour, se rapprochant (un peu) de l'ancienne formule. À Québec, où le leader canadien Félix Auger-Aliassime a grandi, l'ambiance devrait être au rendez-vous dans une enceinte de 12 000 places. C'est déjà ça... Un retour intégral au modèle historique ne semble toutefois pas à l'ordre du jour, dans un calendrier plus chargé que jamais. Les Masters 1000 sont désormais étalés sur près de deux semaines, tandis que les exhibitions, très lucratives, se multiplient. La Coupe Davis est trop souvent la dernière roue du carrosse. ■

À quoi ressemblera la première liste de Zinédine Zidane ?

Baptiste Desprez

Très attendu dans son nouveau costume de sélectionneur de l'équipe de France, l'ancien numéro 10 dévoile ses premiers choix ce vendredi.

Si le pape Léon XIV est attendu dans une semaine à Paris, la fumée blanche ne viendra pas du Vatican, mais du siège de la Fédération française de football, ce vendredi à 18 heures. Dans un auditorium de la FFF bien garni, signe d'un intérêt important de tous les médias, Zinédine Zidane dévoilera sa toute première liste en tant que patron des Bleus, très attendue après sa nomination fin juillet. Des choix qui seront scrutés et savamment commentés pour le vrai lancement d'une nouvelle aventure en équipe de France après deux septennats de Didier Deschamps. À quoi s'attendre dans le groupe qui sera amené à disputer prochainement quatre rencontres de la Ligue des nations (Turquie le 25 septembre, Belgique le 28, Italie le 2 octobre, Belgique le 5) pour cette rentrée des classes si singulière ? Une liste élargie ? Des surprises ? Des mises à l'écart ? Une vraie rupture entre « ZZ » et « DD » ? États des lieux.

Dès jeudi après-midi et jusqu'à tard dans la soirée avec des plateaux-repas en guise de dîner, Zinédine Zidane s'est réuni à Paris dans son bureau du 15^e arrondissement de la fédération avec son cercle proche (David Bettoni, son adjoint, Hamidou Msaïdie, l'assistant-coach, Fabien Barthélemy en charge des gardiens et l'observateur Stéphane Plancque) pour effectuer les ultimes ar-

bitrages. Idem ce vendredi. Depuis la reprise des championnats, les membres de son staff, en catimini, n'ont cessé de se rendre sur les pelouses de France et d'Europe pour jauger les joueurs susceptibles de figurer dans la liste. Comme avec Deschamps, une liste élargie de cinquante noms se trouve dans les radars du nouvel encadrement. Ces derniers jours - c'est de bonne guerre et une publicité à bas coût -, les agents et certains clubs ont pris un malin plaisir à faire fuiter les pré-convocations d'éléments inédits (Buttez, Ganiou, Jacquet, Boscagli, Le Fée, Da Cunha, Pagis, Lepaul), ce qui n'augure de rien pour la suite.

L'ère du changement

Au regard du programme conséquent pour entrer dans le vif du sujet avec quatre rencontres en onze jours, Zinédine Zidane penche pour un groupe élargi de 25 ou 26 éléments. Bien loin des 44 éléments convoqués par Jürgen Klopp, nouveau sélectionneur de l'Allemagne. Sachant que seuls 23 joueurs pourront figurer sur la feuille de match en Ligue des nations. L'idée est aussi de profiter de cette première séquence pour fixer un cadre, discuter avec les joueurs et les observer dans le contexte international. Interrogé le 27 juillet lors de son intronisation sur une éventuelle rupture dans la méthode, le management et la façon de jouer de son équipe de France, le nou-

veau patron avait souri. Avant de glisser : « On va faire différemment. » En interne, « ZZ » ne se cache pas pour assumer son désir de changer beaucoup de choses, à commencer par la manière de rendre publique sa liste. L'idée serait de « dépoussiérer » l'exercice après quatorze années sous l'ère Deschamps. Au-delà de la forme, qu'en sera-t-il sur le fond ? Quid des différences avec la liste des 26 internationaux retenus pour la dernière Coupe du monde achevée à la quatrième place après une défaite face à l'Angleterre (4-6) ?

À ce jour, si aucun Bleu n'a officiellement tiré un trait sur sa carrière internationale, tout le monde est d'accord pour dire que N'Golo Kanté (35 ans, 69 sélections) ne représente en rien l'avenir. Cela prévaut aussi pour Lucas Digne (33 ans, 64 sélections), passé au travers contre l'Espagne (0-2), à Dallas, en demi-finale de la Coupe du monde, et décevant pour son retour au Paris SG, ou encore Lucas Hernandez (30 ans, 42 sélections), qui s'interrogeait dans nos colonnes avant les États-Unis sur la suite à donner à sa magnifique carrière internationale. Idem pour Brice Samba (32 ans, 4 sélections), voire Jean-Philippe Mateta (29 ans, 7 sélections), blessé et forfait pour cette séquence. En vue de l'Euro 2028 et du Mondial 2030, ils ne font pas partie des priorités.

Qui dit première liste, dit forcément

nouveauté(s) attendue(s) en dépit de la présence assurée, sauf immense(s) surprise(s), de joueurs entrevus sous l'ère Deschamps (Maignan, Risser, Upamecano, Koundé, Zaïre-Emery, Rabiot, Koné, Olise, Cherki, Barcola, Doué, Akliouche, Dembélé, Mbappé, Dembélé). Aucun doute, William Saliba fera aussi partie des plans de Zidane, mais il est actuellement blessé.

Des techniciens au milieu de terrain

À ce petit jeu des pronostics, les interrogations demeurent autour de la présence ou non du meilleur buteur de Ligue 1 la saison passée, le Rennais Estéban Lepaul (26 ans), auteur de trois réalisations cette saison. Dans un groupe élargi, et même au sein d'une attaque XXL (Hugo Ekitike, après une rupture du tendon d'Achille, est en phase de reprise), sa sélection mérite d'être étudiée, même s'il part de très loin face au pedigree de ses concurrents directs. Cela semble bien plus lointain pour le néo-Parisien Pablo Pagis (23 ans), qui découvre un autre univers au PFC cette saison.

Au milieu de terrain, les choix de Zidane dévoileront aussi peut-être sa plus grande différence d'approche avec Deschamps. Des éléments techniques plutôt qu'athlétiques pourraient être privilégiés. Un doute demeure sur Aurélien Tchouaméni, qui vient juste de

reprendre avec le Real Madrid. Une situation qui pourrait profiter à des petits nouveaux comme Lucas Da Cunha (25 ans), de Côme, ou Enzo Le Fée (26 ans), de Sunderland.

En défense centrale, avec l'absence du taulier Saliba (dos), différentes options existent. Jérémy Jacquet (20 ans), acheté 70 millions d'euros par Liverpool pour succéder à Ibrahima Konaté, parti au Real Madrid, et auteur d'un excitant début de saison, coche toutes les cases pour être à Clairefontaine lundi. Le Lenois Ismaïlo Ganiou (21 ans), apparaît encore un peu tendre. À gauche, les noms d'Adrien Truffert (24 ans, 1 sélection, Bournemouth) et Mathieu Udol (30 ans, Lens) sont murmurés, sans que cela n'empêche personne de dormir. Sentiment identique pour le Turinois Pierre Kalulu (26 ans, 3 sélections), déjà vu avec le précédent sélectionneur, et l'Interiste Andy Diouf (23 ans) à droite. Les options sont là. Le noyau dur aussi. Les mises à l'écart d'internationaux siglés « Deschamps » possibles. Fumée blanche imminente. ■

LIGUE DES NATIONS		
TURQUIE	25 sept.	FRANCE
BELGIQUE	28 sept.	FRANCE
FRANCE	2 oct.	ITALIE
FRANCE	5 oct.	BELGIQUE
ITALIE	12 nov.	FRANCE
FRANCE	15 nov.	TURQUIE

Le président américain et ses proches semblent incapables de prendre la mesure du défi géostratégique que représente la Russie et continuent de lui proposer des « deals », mêlant intérêts privés et politique étrangère avec une imprudence vertigineuse.

» Lire aussi PAGES 11 À 13

L'amateurisme affairiste des hommes de Trump face à Poutine



PAR
Laure Mandeville

O n croyait avoir tout vu de l'amateurisme et des compromissions morales et financières de la politique russe menée par l'Amérique trumpienne. Mais cette rentrée se révèle riche en nouveaux épisodes embarrassants. Il y a d'abord eu, début septembre, la piteuse séquence des envoyés spéciaux de Donald Trump, Jared Kushner et Steve Witkoff, au Kremlin, face à un tsar russe ne bougeant pas d'un iota de sa posture visant à éliminer « les causes fondamentales de la guerre », c'est-à-dire détruire la souveraineté ukrainienne.

Une rencontre de trois heures, au terme de laquelle le gendre de Trump et son ami promoteur new-yorkais ont affiché une naïveté stratégique persistante, évoquant de mirifiques perspectives de rapprochement économique avec Moscou sans ramener la moindre concession. Witkoff, qui semblait énamouré de son hôte, s'est confondu en remerciements enthousiastes, déclarant qu'une fois à la retraite, « parmi tous les souvenirs incroyables » de

sa vie, ses passages au Kremlin figureraient parmi « les meilleurs », « tout en haut de la liste ». Jared Kushner, lui, a déclaré que la négociation échouait « à cause de l'Ukraine », qui se refuse à sacrifier les parties du Donbass qu'elle a défendues au prix du sang de dizaines de milliers de ses hommes, parce qu'elle sait pertinemment qu'accepter de telles concessions reviendrait à terme à ouvrir la route de Kiev aux soldats russes. Puis, cerise sur le gâteau, on a appris le financement du mariage de Donald Trump Jr, fils du président, dans une île des Caraïbes, par l'oligarque russe proche du Kremlin Umar Kremlev, président de l'Association de boxe internationale. Quand, dans l'histoire de la diplomatie américaine, avait-on assisté à un tel mélange d'incompétence et de confusion imprudente des genres ?

Ces épisodes mettent en lumière plusieurs traits du fonctionnement (et dysfonctionnement) diplomatique de l'Administration Trump. D'abord, l'aspect central que garde l'économie, et le levier des affaires dans la vision du monde du président. Trump, et les hommes d'affaires Kushner et Witkoff, continuent de penser la relation avec la Russie en termes de « deals » sonnants et rébuchants, visiblement incapables de comprendre le radicalisme impérialiste de Poutine et son projet revanchard de mise à bas de l'ordre européen actuel.

Domage qu'ils n'aient pas lu le livre de Céline Marangé (*La Guerre d'Europe a commencé*, Les Arènes), qui explique pourquoi penser le conflit russo-ukrainien comme un conflit territorial classique est une erreur et pourquoi les négociations successives ressemblent à des manœuvres dilatoires, destinées à affaiblir l'adversaire.

Jadis fruit d'un aller-retour structuré entre grandes agences américaines sous l'égide du Conseil de sécurité nationale, censé mettre au point les grandes lignes de la stratégie présidentielle, le processus de décision de politique étrangère à Washington s'est transformé en lutte de factions qui se disputent la faveur du « roi » et déterminent de manière chaotique la trajectoire de la diplomatie trumpienne, explique le Conseil européen pour les relations extérieures pour éclairer le chaos actuel. Parmi les groupes en lutte, « la faction du business » - qui surfe sur les obsessions extractrices de Trump et sur la confusion affairiste croissante des intérêts privés et publics - semble particulièrement active sur le dossier russe, en alliance avec le camp des « réticents » (comprendre isolationnistes) menés par le vice-président JD Vance. Au grand dam de la faction classique et plus interventionniste, consciente du danger russe et favorable à l'Ukraine, que dirige le secrétaire d'État Marco Rubio. ■

« La guerre en Ukraine révèle une frustration de la perte de puissance »

LE FIGARO. - Les frappes de drones qui ont touché des trains en route pour Kiev, à proximité de la frontière polonaise, posent question : est-ce que la guerre approche, et pourquoi ?

CÉLINE MARANGÉ. - Je pense qu'on assiste à une montée aux extrêmes, à la fois contre l'Ukraine, avec des frappes de plus en plus brutales contre les civils, et en parallèle, contre l'Europe, avec une escalade des attaques indirectes. Ces attaques visent à exercer une influence coercitive à la fois sur les dirigeants ukrainiens et européens. La brutalité est de plus en plus ostentatoire en Ukraine. Et les actions contre l'Europe sont aussi de plus en plus désinhibées, risquées, et pourraient conduire à un casus belli. Ce qu'on a vu avec l'attaque du train à 2 km de la frontière, et avec la découverte d'un drone armé à l'aéroport de Leipzig, tout près d'un avion de fret destiné à livrer des armes en Ukraine, montre une forme de montée aux extrêmes liée à l'impasse militaire et économique dans laquelle est le pouvoir russe. Depuis plusieurs mois, les Ukrainiens ont opté pour une « neutralisation stratégique », comprenant qu'il sera très difficile de l'emporter sur le champ de bataille. Ils essaient donc de déporter la guerre en Russie pour créer des dilemmes stratégiques au pouvoir russe en multipliant les frappes dans la profondeur opérationnelle et stratégique, pour couper le front de l'arrière, faire souffrir une économie déjà mal en point et porter atteinte à l'image du président. Et c'est vrai que cette accumulation de frappes crée une forme de fébrilité à plus haut niveau du pouvoir russe. Le Kremlin, en retour, donne dans la surenchère. La stratégie ukrainienne est donc efficace, mais risquée, parce qu'en représailles l'armée russe intensifie ses frappes.

L'escalade n'est-elle pas inévitable, les deux belligérants jouant une partie existentielle ?

On verra après les élections législatives en Russie si Poutine s'engage vraiment dans une négociation ou s'il tranche pour une nouvelle mobilisation. J'ai tendance à croire qu'il a passé un point de non-retour. Car il joue sa survie politique et sa place dans l'histoire russe. Si la guerre s'arrêtait, viendrait l'heure du bilan. Or il est peu glorieux. Il lui faudrait reconnaître que son entreprise est un échec cuisant, au regard des pertes consenties, des résultats obtenus et des intérêts nationaux, tels qu'ils étaient définis avant l'invasion de l'Ukraine.

Cela rend les motivations d'autant plus mystérieuses, ce qui est le thème de votre livre.

Mon livre vise à montrer que ce pouvoir veut à la fois détruire l'État ukrainien pour dominer l'Ukraine et obtenir une revanche symbolique et géopolitique sur les pays occidentaux en imposant une refonte complète des arrangements de sécurité en Europe. Pour moi, on a eu tendance en France à minimiser la radicalité de ses intentions. Poutine est mû à la fois par l'impérialisme et par le revanchisme, et ces deux ressorts reflètent avant tout une volonté de dominer, un refus viscéral de renoncer à la position de puissance dont jouissait

le Kremlin à l'époque soviétique, quand il dominait à la fois les républiques soviétiques et les pays du pacte de Varsovie. La violence et la brutalité de la guerre menée sont le résultat d'une frustration accumulée, celle d'une perte de statut vue comme insupportable. Cela m'amène à un point central : la guerre en Ukraine n'est pas un conflit territorial centré sur la conquête de territoires. Il y a en fait trois finalités à l'action. La première, c'est la disparition de l'Ukraine en tant qu'entité souveraine, ce qui passe par l'affaiblissement ou carrément la destruction de l'État ukrainien et par l'éradication de l'identité ukrainienne. Cela se voit dans les discours comme les actes. Dans les territoires occupés aujourd'hui, l'État poutinien mène des politiques de russification très affirmées. La langue ukrainienne est interdite. Tous les symboles de l'Ukraine bannis de l'espace public. Et surtout, tous les partisans de l'Ukraine, supposés ou réels, sont traités comme des nazis. La torture est devenue ordinaire. Le discours est également très clair. Vladimir Poutine nie l'existence même de la nation ukrainienne, expliquant que les Ukrainiens sont des Russes qui s'ignorent, des Russes à qui les Occidentaux auraient tourné la tête et qu'il s'agit de faire revenir dans le droit chemin. Malheureusement, cette vision n'est pas propre à Poutine. Ses préjugés sur l'Ukraine sont largement partagés dans la société et portés par l'Église orthodoxe russe. Celle-ci continue d'adhérer au concept de peuple russe trinitaire, celui d'une grande nation « russe » composée de trois branches inaliénables, les Grands Russes (les Russes), les Petits Russes (les Ukrainiens), et les Russes blancs (les Biélorusses).

Quel est le deuxième objectif de la Russie ?

Côté russe, le deuxième objectif est d'affaiblir l'Europe en portant atteinte aux deux institutions qui ont garanti la sécurité européenne depuis des décennies, c'est-à-dire l'Otan et l'Union européenne, et d'obtenir si possible leur disparition. Un autre moyen de l'affaiblir est d'accélérer la désoccidentalisation du monde en portant atteinte à l'ordre international libéral et en essayant de faire advenir un ordre alternatif « multipolaire » s'ordonnant autour de ce que les idéologues poutiniens appellent des États-civilisations. Implicitement, l'État-civilisation s'oppose à l'État-nation. C'est une façon d'affirmer que les anciens empires devraient avoir des prérogatives particulières dans leur environnement immédiat. Il y a une troisième finalité, cruciale : se servir de la guerre pour transformer la société russe. Depuis 2022, on assiste à un renforcement de l'autocratie, du militarisme, de la censure et de l'autocensure. La peur de l'arbitraire est revenue. La culture se militarise. Près de 1,8 million d'enfants et adolescents font partie de l'armée de la jeunesse (lounarmia), où ils reçoivent une instruction militaire et idéologique.

Votre livre montre des modes opératoires très soviétiques.

Tout à fait. Les Soviétiques s'appuyaient sur la coercition et sur la subversion, deux modes opératoires centraux aujourd'hui, qui se conjuguent avec l'intoxication, la désinformation, le mensonge institutionnalisés, à la fois à l'intérieur du pays et à l'extérieur. On aimerait un peu plus de prudence sur ces questions, vu l'expérience du passé. Prenons la technique russe de la fausse négociation, qui sert à prendre en défaut les Européens. Ce qu'il faut garder à l'esprit quand on a face à soi des tchekistes formés à l'école du KGB soviétique, c'est que la négociation n'est pas toujours de bonne foi ! On peut entrer en négociation sans garantie de résultat. Mais on peut aussi

entrer en négociation sans avoir aucune intention de parvenir à un accord. La négociation peut être une ruse, une diversion, une mesure dilatoire, visant à discréditer un adversaire vis-à-vis de ses alliés. Je crois qu'avec Poutine, on est vraiment aujourd'hui dans ce type de manœuvre. Il est donc capital de revenir à la question des intentions profondes et de l'état final recherché par la Russie : si vous pensez que cette guerre est un conflit territorial, vous proposerez des concessions territoriales, comme le font le beau-fils et le partenaire de golf de Trump ! Si, en revanche, vous comprenez que la guerre est un moyen de détruire l'État ukrainien et d'affaiblir l'Europe, vous refuserez toute concession territoriale parce que cela impliquerait d'abandonner les lignes de défense fortifiées et des villes clés, mettant l'Ukraine dans une situation d'insécurité supplémentaire.

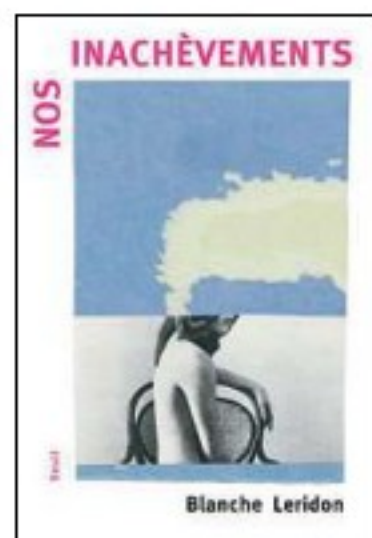
Les supposés « réalistes » disent qu'il faut faire des concessions sur l'Ukraine, arguant que cela permettra à l'Europe d'échapper à la guerre.

Ceux qui pensent ainsi oublient que l'appétit vient en mangeant et qu'un régime militariste se nourrit de la guerre. Il sera très difficile au régime de Poutine d'y mettre fin. Par ailleurs, il y a des indicateurs objectifs qui montrent que les Russes se préparent à l'éventualité d'un élargissement de la guerre à l'Europe, notamment la taille de l'armée qui est passée de 1,15 million de militaires d'active en Russie à 1,5 million. Vous avez aussi l'armée de la jeunesse, déjà évoquée. Selon des sources officielles, la Russie compte 2 millions de réservistes, un réservoir qui donne à Poutine les moyens d'une montée en puissance ultérieure si nécessaire. Le deuxième indicateur a trait aux choix économiques. Les dépenses de défense et de sécurité représentent officiellement 38 % du budget fédéral, un chiffre que certains estiment même à 44 %. Sans compter les capacités de production d'armement des Russes, plus difficiles à évaluer. D'après les données de l'Otan, la Russie est capable de produire plusieurs millions de drones et d'obus par an, 2000 missiles balistiques et de croisière, et jusqu'à 300 chars ; alors que nous en comptons 215 en France pour toute l'armée !

Étant une société allergique à la prise de risque, ne sous-estimons-nous pas le fait que Poutine a une propension à prendre des risques, comme il l'a montré en Syrie, en Tchétchénie, et aujourd'hui en Ukraine ? La personnalisation et la concentration du pouvoir facilitent la prise de risque. Mais c'est vrai que Poutine a démontré un goût marqué pour les surprises stratégiques avec l'annexion de la Crimée, la déstabilisation du Donbass, l'intervention dans la guerre civile en Syrie et bien sûr l'invasion de l'Ukraine. Il serait donc avisé de se préparer à l'idée que les Russes peuvent monter encore dans l'escalade et préparer une provocation contre l'Europe. Le point important est qu'ils n'ont pas forcément besoin d'une confrontation totale, d'autant qu'ils n'en ont pas les moyens aujourd'hui. L'armée russe est aguerrie mais affaiblie. Avec ses 300 000 soldats morts (au moins), ses 7000 officiers tombés (au moins) et des unités d'élite entières décimées au début de la guerre, elle a perdu des capacités qu'on ne reconstitue pas du jour au lendemain. Mais les Russes pourraient atteindre leurs objectifs - c'est-à-dire faire la démonstration de l'inanité de l'article 5 - en procédant à une provocation grave qui ne donnerait lieu à aucune réponse sérieuse de l'Otan. Si elle donnait lieu par exemple à un désengagement américain, cela enfoncerait un grave coin dans l'Alliance atlantique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L. M.

« Nous vivons dans une ère “finophobe”, qui refuse la fin des choses »



■ NOS INACHÈVEMENTS
De Blanche Leridon,
Seuil,
208 p., 21,90 €.



BLANCHE LERIDON

Le scrolling sans fin sur les réseaux sociaux, les relations amoureuses floues ou les dirigeants qui refusent de quitter la scène politique sont tous les symptômes d'une société de l'inachèvement, analyse l'essayiste* dans un livre malin et foisonnant de références littéraires.

Propos recueillis par
Ronan Planchon

LE FIGARO. – Vous citez Proust, qui a mis en scène la procrastination et l'inachèvement. Notre tendance à l'inachèvement traverse-t-elle les époques ? Les nouvelles technologies n'ont-elles fait qu'accélérer des ressorts psychologiques anciens ?
BLANCHE LERIDON. – C'est l'une des grandes questions du livre : l'inachèvement est-il un mal purement contemporain, une maladie de l'époque ? Ou bien a-t-il quelque chose de plus universel, de plus intemporel ? Il existe évidemment des mécanismes contextuels qui favorisent aujourd'hui cette tendance à l'inachèvement. Les acteurs de l'économie de l'attention affaiblissent nos capacités de concentration. L'industrie du divertissement est de plus en plus rétive à l'idée de clôture. On regarde un film et le mot « Fin » n'apparaît plus au générique ; on vit sous le règne des franchises, des spin-off, des préquels et des suites.

Et puis, les applications ou les réseaux sociaux nous font baigner dans un monde qui donne l'illusion de l'infini. Le scrolling sans fin vous donne toujours accès à un autre post, un autre article à acheter, un autre profil avec lequel « matcher ». Résultat : on s'installe dans un environnement « finophobe », où plus rien ne semble devoir se terminer.

Mais ce phénomène est en réalité beaucoup plus intemporel qu'on ne le croit. Dans *À la recherche du temps perdu*, le personnage de Swann s'engage dans la rédaction d'une biographie de Vermeer sans jamais parvenir à la terminer ; il est tout aussi incapable de répondre aux sollicitations mondaines de ses amis. Il entreprend, mais est incapable de finir. Et on trouve beaucoup d'équivalents dans la littérature de l'époque.

Au-delà des personnages de fiction, on peut citer ce court texte de Valéry de 1925, *Propos sur l'intelligence*, où il écrit : « L'homme d'aujourd'hui ne cultive guère ce qui ne peut point s'abrèger. » Il ajoute : « Nous recherchons et apprécions l'esquisse, l'ébauche, les brouillons. La notion même d'achèvement est presque effacée. » Ces réflexions datent d'il y a cent ans, mais nous frappent par leur modernité, leurs échos avec le présent ! Cela montre bien la permanence du phénomène.

On peut enfin ajouter une lecture anthropologique de cette tendance à l'inachèvement, en lisant des anthropologues comme Claude Calame ou Albert Piette, ou un universitaire comme Georges Lapassade, auteur d'un formidable *Essai sur l'inachèvement de l'homme*. Tous ces chercheurs nous disent que l'être humain tire précisément son humanité de son inachèvement. C'est parce que nous avons conscience de notre incomplétude que nous sommes des êtres de culture et d'apprentissage, que nous cherchons sans

cesse à nous « parachever » – tout en étant conscients que nous n'y parviendrons jamais totalement. D'où les inquiétudes actuelles autour du transhumanisme et de l'homme augmenté : vouloir augmenter et parachever l'homme, c'est nier son humanité.

La quête de vie éternelle des transhumanistes comme Elon Musk est-elle l'aboutissement logique de cette société de l'inachèvement ?

Il y a deux phénomènes distincts que j'évoque dans le livre. L'inachèvement, d'abord, soit l'incapacité à aller au bout. Ce que j'appelle le « désachèvement », ensuite, soit la volonté de dépasser la fin, la refuser, la surmonter. Ce sont deux temporalités différentes mais qui se répondent. Le transhumanisme et le refus de la mort se situent du côté de ce désachèvement : il s'agit moins de réussir à atteindre la fin que de la surpasser, ce qui, une fois encore, est une forme de négation de notre humanité.

Une relation qui ne commence pas est, par définition, inapte à toute clôture. Car comment terminer quelque chose qui n'a officiellement jamais commencé ?

On retrouve ce fantasme de la vie éternelle à toutes les époques, que ce soit dans les récits bibliques ou dans *Les Voyages de Gulliver* – avec les Struldbruggs, ce peuple immortel mais condamné à vieillir éternellement. On a toujours mis en garde contre cette quête impossible. Mais elle prend aujourd'hui une dimension différente, en s'appuyant sur des évolutions scientifiques et techniques qui la situent sur un plan différent de celui de la pure croyance. Et c'est là où elle peut devenir très dangereuse.

Sur le plan sentimental, vous montrez que les relations floues, qui se développent aujourd'hui, empêchent la rupture : en refusant de s'engager, on étire une relation qui ne prive jamais vraiment l'autre de la possibilité d'un après. Le couple traditionnel est-il, selon vous, un antidote à l'inachèvement dans ce qu'il a de plus néfaste ?
Ces évolutions sont un symptôme de l'époque – les Anglo-Saxons leur ont d'ailleurs donné un nom : les « situationships ». Il existe de plus en plus de relations qui refusent les carcans habituels, s'émancipent des cadres traditionnels, et ne démarrent plus véritablement. Or, une relation qui ne commence pas est, par définition, inapte à toute clôture. Car comment terminer quelque chose qui n'a officiellement jamais commencé ? Ces relations floues, dont on a le plus grand mal à définir les contours, tirent paradoxalement leur longévité de leur imprécision : on peut fréquenter quelqu'un pendant plusieurs

années, par intermittence, sans pour autant être dans une réelle relation, mais plutôt dans cette zone grise de la « situation ».

C'est pourquoi je commence mon chapitre sur l'amour en confessant ma nostalgie des ruptures amoureuses. Certes, elles sont terriblement difficiles et douloureuses, mais elles ont au moins le bénéfice de la clarté, elles nous permettent de nous projeter, de nous reconstruire. Sans ça, nous sommes constamment dans l'ambiguïté de l'attente, ce qui peut être délétère.

À ce phénomène s'ajoute celui du « ghosting », que l'on pourrait traduire par « fantomisation ». Il s'agit, par peur d'affronter l'autre, absence du courage de rompre, souvent, de cesser du jour au lendemain de lui parler ou de lui répondre. Ce phénomène n'est pas nouveau en soi – il a toujours existé, dans les romans, ce mythe de « l'homme parti acheter un paquet de cigarettes un matin et qui n'est jamais revenu ». Ce qui est nouveau, en revanche, c'est qu'on ne disparaît aujourd'hui que dans le dialogue avec la personne « ghostée » : mais vous continuez à la voir, à la suivre, en particulier sur les réseaux sociaux. Il subsiste une forme de présence-absence, comme l'a décrit Barthes, de manière prophétique, dans ses *Fragments d'un discours amoureux*. L'autre est encore là, mais il est devenu inaccessible. Des psychologues racontent que, pour les adolescentes en particulier, ce comportement est d'une extrême violence.

L'inachèvement politique n'est-il pas aujourd'hui la forme la plus cynique du pouvoir, en ce qu'il permet de maintenir l'espoir sans jamais avoir de comptes à rendre ?

Toutes les enquêtes d'opinion montrent un sentiment généralisé d'impuissance publique, en partie liée à cette incapacité à mettre pleinement en œuvre les promesses formulées. Mais sur ce terrain, il s'agit surtout d'un problème de désachèvement politique : le refus obstiné d'un certain nombre de responsables de céder leur place. Ce n'est pas une tendance franco-française : Donald Trump est prêt à piétiner sa propre Constitution pour briguer un troisième mandat, Vladimir Poutine pourrait théoriquement se représenter jusqu'en 2036...

Heureusement, il y a de rares exceptions. L'ancienne première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern, par exemple, qui avait tenu un discours saisissant en annonçant sa démission avant la fin de son mandat, reconnaissant avec lucidité qu'elle n'avait plus l'énergie nécessaire et que le moment était venu de partir. Savoir identifier, en politique, le bon moment pour s'en aller est un art extrêmement subtil, dans lequel nos responsables politiques ont, je crois, beaucoup de progrès à faire.

* Directrice des études France de l'Institut Montaigne, Blanche Leridon est essayiste et enseigne à Sciences Po.

La démocratie chrétienne à l'heure de l'intelligence artificielle



SARAH EL HAÏRY

Alors que les écrans, avec l'intelligence artificielle en figure de proue, continuent d'envahir notre quotidien et notamment celui des plus jeunes, la haute-commissaire à l'Enfance, qui publie un manifeste sur le sujet*, appelle à un sursaut pour empêcher le désastre : le progrès doit absolument demeurer au service de la personne humaine.

Le progrès avance plus vite que la politique. Et lorsque la politique ne sait plus penser le progrès, elle finit par le subir. L'intelligence artificielle, les réseaux sociaux et les algorithmes bouleversent notre manière de travailler, d'apprendre, de nous informer, de consommer et même de nouer des relations. Le numérique n'est plus seulement un outil : il est devenu un nouvel espace de vie. Pour nos enfants, il est même devenu une nouvelle rue. Une rue pleine de possibilités, mais aussi de violences, de prédateurs et de captation de l'attention.

Députée depuis 2017 et ministre depuis 2020, j'ai vu une génération traverser la crise sanitaire et basculer une part croissante de sa vie derrière les écrans. Aujourd'hui, haute-commissaire à l'Enfance, j'en mesure les conséquences. Ce que nous observons chez les plus jeunes annonce les bouleversements de toute notre société. Car la révolution numérique pose une question qui dépasse la technologie : quelle place voulons-nous réserver à l'être humain dans le monde qui vient ?

Nos vieilles oppositions idéologiques ne suffisent plus. Il ne s'agit ni de laisser faire au nom d'une confiance aveugle dans l'innovation, ni de répondre à chaque transformation par une nouvelle interdiction. Entre fascination technologique et peur du progrès, il nous faut une boussole. Cette boussole existe dans plusieurs traditions qui ont construit notre démocratie : l'humanisme, les Lumières, le républicanisme social, le personnalisme, la démocratie chrétienne. Elles ne se confondent pas. Mais elles partagent une intuition essentielle : le progrès n'a de valeur que s'il demeure au service de la personne humaine.

C'est dans cet héritage commun que la démocratie chrétienne peut apporter sa contribution. Elle a façonné une partie de l'Europe autour de principes qui dépassent les appartenances confessionnelles : dignité de chaque personne, bien commun, solidarité, subsidiarité, responsabilité et liberté. À la fin du XIX^e siècle, la révolution industrielle transformait le travail, créait

des richesses mais aussi de nouvelles dépendances. La pensée sociale-chrétienne, notamment avec *Rerum novarum*, a contribué à penser ensemble travail, propriété, justice sociale et dignité humaine. D'autres traditions philosophiques, politiques et syndicales ont participé au même mouvement. De leurs convergences est né notre modèle social européen.

Plus d'un siècle après, nous connaissons une révolution d'une autre nature, mais peut-être d'une ampleur comparable. Les réflexions venues du monde religieux sur la technologie et la dignité humaine peuvent nous interpeller, comme celles des philosophes, scientifiques, entrepreneurs ou citoyens. Dans une République laïque, aucune conviction particulière ne dicte la loi commune. Mais toutes peuvent contribuer au débat, dès lors qu'elles acceptent la raison, la liberté de conscience et l'intérêt général.

C'est ce débat que nous devons rouvrir. La question n'est pas de combattre le progrès, mais de lui donner une finalité : ne pas seulement demander ce que la technique peut faire, mais ce que nous voulons qu'elle fasse et au service de quoi. Lorsque l'économie de l'attention retient un enfant devant un écran, nous devons protéger sa vulnérabilité. Lorsque des intelligences artificielles simulent une relation affective et pénètrent notre intimité, préservons ce qui distingue une relation humaine d'un service marchand. Lorsque des images et des voix peuvent être artificiellement fabriquées, défendons les conditions d'accès à la vérité devient une exigence démocratique.

Lorsque l'IA transforme le travail, la productivité ne peut être notre seule mesure : quelle place préserver pour le travail humain, la compétence et la transmission ? Lorsque nos données deviennent une richesse et un instrument de puissance, leur maîtrise devient une question de liberté autant que de souveraineté. Et lorsque nous sommes plus connectés mais parfois moins reliés, protégeons les lieux où se construit une société : la famille, l'école, l'entreprise, la commune, les associations et les communautés librement choisies.

Voilà le chantier qui s'ouvre devant nous : construire un nouvel humanisme pour l'âge numérique. La démocratie chrétienne a sa contribution à y apporter. Mais elle n'en a ni le monopole ni la propriété. Ce nouvel humanisme doit soutenir l'innovation lorsqu'elle libère, soigne, instruit ou rapproche ; fixer des limites lorsqu'elle manipule, exploite une vulnérabilité ou porte atteinte à la dignité ; défendre la liberté avec la responsabilité ; croire dans l'entreprise et la création de valeur sans réduire toute l'existence humaine à sa valeur marchande.

Ce projet n'appartient à aucun parti, à aucune religion, à aucune génération. Je souhaite ouvrir ce chantier à tous : intellectuels, entrepreneurs, éducateurs, chercheurs, familles, responsables associatifs, élus, croyants, agnostiques et non-croyants. Nous pouvons venir d'histoires différentes et ne pas partager les mêmes convictions spirituelles ou philosophiques. Nous pouvons néanmoins nous accorder sur une exigence commune : la dignité humaine ne se négocie pas. C'est l'une des promesses de la République : permettre à des femmes et à des hommes qui ne croient pas aux mêmes choses de construire ensemble ce qu'ils veulent protéger.

Car derrière l'intelligence artificielle se joue quelque chose de plus grand que l'avenir de la technologie : une certaine idée de l'être humain, de sa liberté et de sa place dans la société. Nous nous sommes longtemps demandé jusqu'où le progrès pouvait nous conduire. Demandons-nous désormais où nous voulons qu'il nous conduise. À l'ère des machines capables d'imiter toujours davantage l'homme, notre projet collectif doit défendre ce qui ne se programme pas : la conscience, la relation, la responsabilité, la transmission. Changer d'ère, c'est remettre l'humain au cœur du progrès. ■

* Sarah El Haïry, haute-commissaire à l'Enfance et vice-présidente du Mouvement démocrate (MoDem), a publié un manifeste à retrouver sur le site « Changer d'ère ».

Le pape, bientôt plus couru que Céline Dion?



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

Après Céline Dion, la France s'apprête à recevoir le pape Léon XIV dans un engouement manifestement croissant : la Concorde se prépare à accueillir 500 000 inscrits le 25 septembre, ils seront finalement au moins 600 000. Les places de la veillée au Stade de France, elles, se sont envolées dès l'ouverture de la billetterie - ce qui place Léon XIV en tête des records de vente éclair, façon Rolling Stones, et plus de 150 000 personnes (la limite) sont attendues pour la célébration à Lourdes, le lendemain... On entend déjà, et on entendra encore sans doute, quelques voix chagrines s'offusquer, au nom d'une « laïcité » mal comprise, du retentissement de l'événement dans l'arène publique. Mais plus intéressante est la recherche des ressorts de la joyeuse effervescence que suscite la préparation de cette visite.

La personnalité du pape, cet Américain aux airs européens qui, dès son élection, a multiplié les signes d'attachement envers le patrimoine spirituel français (Sainte-Thérèse de Lisieux, le curé d'Ars...) et passé une partie de l'été à perfectionner son français, n'est évidemment pas pour rien dans cet élan - quand le dernier envoyé de marque l'Oncle Sam en France, le vice-président JD Vance, lui, s'est montré plutôt adepte des coups de griffe. L'Église ne peut que se réjouir de ces premiers signaux, qui font écho au regain des catéchumènes adultes et adolescents depuis plusieurs années, ou encore aux derniers succès du pèlerinage de Chartres ou du Frat de Lourdes, et s'inscrivent dans une dynamique de renouveau. Mais l'événement populaire dépasse le cercle des « croyants », a fortiori celui des « pratiquants » - une catégorie dont les effectifs restent modestes (5,5 % des plus de 18 ans selon l'Ifop). Dans l'esprit du commun des mortels, explique Jérôme Fourquet, « le pape a deux jobs » : la paix et les pauvres. L'époque promet donc de ne pas le mettre au chômage de sitôt, tant le sentiment d'appauvrissement, exacerbé par les réelles menaces de la crise, et la montée des tensions - divisions et morcellement au plan national, envolée de la conflictualité mondiale - se font sentir.

C'est par le mot paix - « Que la paix soit avec vous » - que Léon XIV a inauguré son mandat

place Saint-Pierre, un vœu martelé pour le monde et pour les âmes qu'il forme aux plans géopolitique et spirituel, et qui, quand le siècle porte chaque jour un peu plus l'incertitude à son paroxysme, ne peut que raisonner avec une certaine douceur aux oreilles écorchées par le tumulte ambiant, quelle que soit leur religion. C'est qu'à force de la caricaturer, on a fini par oublier le véritable legs de la chrétienté. Les dernières générations du siècle précédent ont certes encore grandi au son des clochers, mais, va savoir pourquoi, elles ont parfois confondu le message biblique avec celui d'un martinet ; raison pour laquelle elles ont cru bon d'en dispenser les suivantes. Il est pourtant difficile de ne pas lire dans l'intérêt que suscite la visite de Léon XIV un rejet en creux, du matérialisme triomphant, du scientisme omnipotent et la quête, à travers cet autre mode d'être au monde qu'exprime le chef de l'Église, d'un antidote à la douleur existentielle lancinante qui habite l'Occident, d'un remède à la solitude et au vide existentiels qui rôdent dans nos existences, d'autres formes de relation à la vie, au cosmos, à la nature.

L'épidémie de Covid a sans doute été le catalyseur et le révélateur, à travers ses injonctions à la séparation et à la distanciation envisagées comme seules planches de salut, d'une rupture moderne plus large et plus profonde, celle d'avec l'ère façonnée par le christianisme, celle du lien : le voisin vu comme un danger mortel, la famille comme un empêchement (voire un fascisme pour certains), les racines une imposture ou bien une injustice... Rien ne se reçoit, tout se décrète ou se jette. Le christianisme, avec son dieu trinitaire, lui-même relation, circulation d'amour entre le Père, le Fils et le Saint-Esprit, présente une tout autre vision, une communauté des âmes, à travers le temps et l'espace, « augmentée » par l'amour qui s'offre à elle. Loin du communautarisme, cette inversion de l'échelle des dénominateurs communs, est sacralisation du plus minuscule plutôt que du plus grand. Dans l'élan spontané - apparemment paradoxal dans une époque où l'Église peine à partager ses vues - pour cette forme de communion que constitue la visite et le message papaux, il faut alors sans doute reconnaître quelque chose de l'instinct de guérison.

Croissance personnelle, mais aussi collective ? Dans un essai vivifiant (*Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*), le sociologue Hartmut Rosa, défend que l'exercice de la démocratie, aujourd'hui mis à mal par la rupture du dialogue dans la culture politique - celui qui pense différemment ne doit pas être simplement contredit, mais interdit - pour faire naître du nouveau, retrouver sa puissance transformatrice, a besoin d'« oreille », organe de réception, ou plutôt faculté justement privilégiée de la tradition chrétienne fondée sur une « relation répondante » - l'appel à l'écoute traverse l'Ancien et le nouveau Testament. Sans cette modalité de relation, ce possible, avertit-il, une société déperit...

Liberté d'expression...

Jean-Luc Mélenchon a ouvert son discours à la Fête de l'Humanité, non par une harangue pour le voile ou la dette, mais par une diatribe contre les médias, incitant la foule à huer tous ceux qu'il n'appelle pas journalistes, mais « infiltrés ». Le leader LFI a ainsi saisi l'actualité de l'invasion - blable grève à France Inter contre la chronique de Charles Sapin pour avancer ses pions. Pour mieux comprendre son projet, il faut écouter cet échange d'avril dernier avec l'économiste proche du marxisme Frédéric Lordon : « Vous êtes passé il n'y a pas longtemps sur les médias d'une posture défensive à une position offensive, c'est ce qu'il fallait, analyse son interlocuteur. Là vous avez commencé à parler de Bolloré, mais Bolloré c'est une tête de Turc, c'est trop facile, lui intime-t-il. Il faut passer la troisième (...), les médias (doivent être) entièrement déprivatisés et décapitalisés. » Réponse, sans dénégation, de l'intéressé : « Je ne vais pas leur dire : "Je ne vous ferai rien." Je vais leur dire : "Vous n'avez pas idée de ce qu'on va vous faire, ça dépasse votre entendement." »

«Enfantisme»

La loi intégrale sur les violences sexistes et sexuelles contre les femmes et les enfants poussée par des associations se prétend « trans-partisane ». Un impératif, en effet : la protection des enfants ne devrait pas être abandonnée aux mains des néo-féministes. ■

Affaire Sydney Sweeney, le sexe est-il devenu une valeur de droite?



ANALYSE
Eugénie Bastié

Le sexe est-il devenu une valeur de droite ? C'est la question qu'on peut se poser quand on observe le torrent d'indignations vertueuses suscité à gauche par la publicité où l'actrice américaine Sydney Sweeney apparaît nue. La blonde pulpeuse pose dans le plus simple appareil, avec quelques accessoires sportifs, pour un site de paris en ligne. La plateforme Novig a réussi le double exploit de calibrer une pub capable de plaire exactement à son public d'hommes et de déplaire dans les mêmes proportions à ses adversaires. La muleta a parfaitement fonctionné, dans le monde entier comme en France. « Complètement arriérée » pour France Inter. « Égérie de la droite réac » pour une chroniqueuse de *Libération*. Des athlètes féminines, pour la plupart inconnues du grand public, ont dit leur indignation de voir ainsi leur sport « sexualisé ». La nageuse australienne Ariarne Titmus a qualifié cette pub de « coup de pied au visage de toutes les femmes ayant consacré leur vie à la discipline ». Rien que ça. Curieuse époque où une sportive de haut niveau sent son mérite remis en cause par une simple campagne de publicité. Le sport féminin est-il si fragile ?

Certes, on pourra arguer que cette publicité ne vend pas du sport, mais du sexe. Mais depuis quand la publicité doit-elle dire la vérité ? L'usage de la sensualité lui est presque consubstantiel. Vouloir rendre la publicité éthique, c'est un peu comme vouloir rendre le poker désintéressé.

Cette séquence nous plonge en plein milieu des paradoxes du wokisme. Les mêmes progressistes qui nous annoncent depuis des années les slogans comme « mon corps, mon choix », « j'ai le droit d'exister », « je n'enlève rien à personne » s'étranglent devant une publicité sexy tout droit sortie

des années 1980. Ceux qui affirment que porter le voile serait une liberté n'éprouvent aucun complexe à accuser une femme dévoilée, et même dénudée, d'être une « réac ».

Il y a bien sûr quelque chose d'universel dans cette affaire : des femmes scandalisées qu'une des leurs joue de la séduction, c'est vieux comme le monde. Sydney Sweeney est absolument ravissante, elle plaît aux hommes hétérosexuels. On en a brûlé pour moins que ça. La sororité s'arrête bien souvent aux portes de la rivalité.

Les mêmes progressistes qui nous annoncent depuis des années les slogans comme « mon corps, mon choix », « j'ai le droit d'exister », « je n'enlève rien à personne », s'étranglent devant une publicité sexy tout droit sortie des années 1980

Mais on aurait tort de sous-estimer cette polémique. Elle raconte une bascule culturelle plutôt qu'elle ne la provoque. Comment une jeune femme portant tous les attributs de la liberté sexuelle est-elle devenue une icône conservatrice ? Il faut dire que Sydney Sweeney est devenue la bête noire des progressistes depuis qu'elle a accepté une publicité pour American Eagle dont le slogan, « Sydney Sweeney has great jeans », jouait sur les mots *jeans* et *gènes*, et a été perçu par certains comme une apologie de l'eugénisme. Le tollé avait été immense. Sydney, elle, s'en était royalement moquée dans une vidéo où elle répondait avec un grand sourire : « C'est juste une

pub pour des jeans. » La jeune femme a souvent raconté avoir grandi entre Spokane et le nord rural de l'Idaho, dans une maison au bord d'un lac appartenant à sa famille depuis cinq générations. Inscrite sur les listes républicaines, elle n'a jamais cherché à faire du militantisme, malgré le surnom de « Barbie Maga » qu'on lui donne.

Cette affaire ne révèle pas seulement le retour de la sensualité comme attribut de la féminité, elle symbolise le droit restauré de reconnaître à nouveau la beauté conventionnelle. Pendant des années, la publicité de mode s'est félicitée de rompre avec le canon de la blonde mince : corps gros, modèles issus de la diversité, queer ou trans, cicatrices et imperfections étaient exhibés au nom de l'inclusion. Puis Sydney Sweeney apparaît en jean, blonde, mince, conforme aux vieux canons de beauté. Et puis elle est blanche, ce qu'on ne lui pardonne pas davantage. La sociologue Catherine Hakim spécialiste du « capital érotique » diagnostiquait déjà chez une partie du féminisme anglo-saxon une « phobie du sexe et une hostilité à la beauté et au plaisir ». Sydney Sweeney vient peut-être de donner un visage à cette vieille névrose.

Quand le film *Et Dieu... créa la femme* sort aux États-Unis, en 1957, il subit une intense campagne de boycott de la part d'organisations religieuses. Si Brigitte Bardot revenait nue aujourd'hui, elle ne serait plus clouée au pilori par des pasteurs mais par des féministes ulcérées par son déhanché provocateur. Après avoir abandonné la laïcité, l'école, la sécurité à la droite, la gauche serait-elle en train de lui abandonner le sexe ? Après avoir fait l'éloge du laid, du gros, du marginal, serait-elle en train de lui abandonner aussi la beauté ? C'est ce que raconte cette histoire : cachez ce sein de droite que je ne saurais voir... ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappler

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappler

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directrice déléguée
du pôle Figaro
Anne Pican
Éditeur
Robert Mergui

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 80 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurora Domont
Direction, administration, rédaction
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0531 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.ilefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.ilefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocollable européen

sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Le journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 22 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 12 pages
Sur certaines éditions :
Magazine 156 pages
Cahier TV 68 pages
Supplément 5 Madame
142 pages

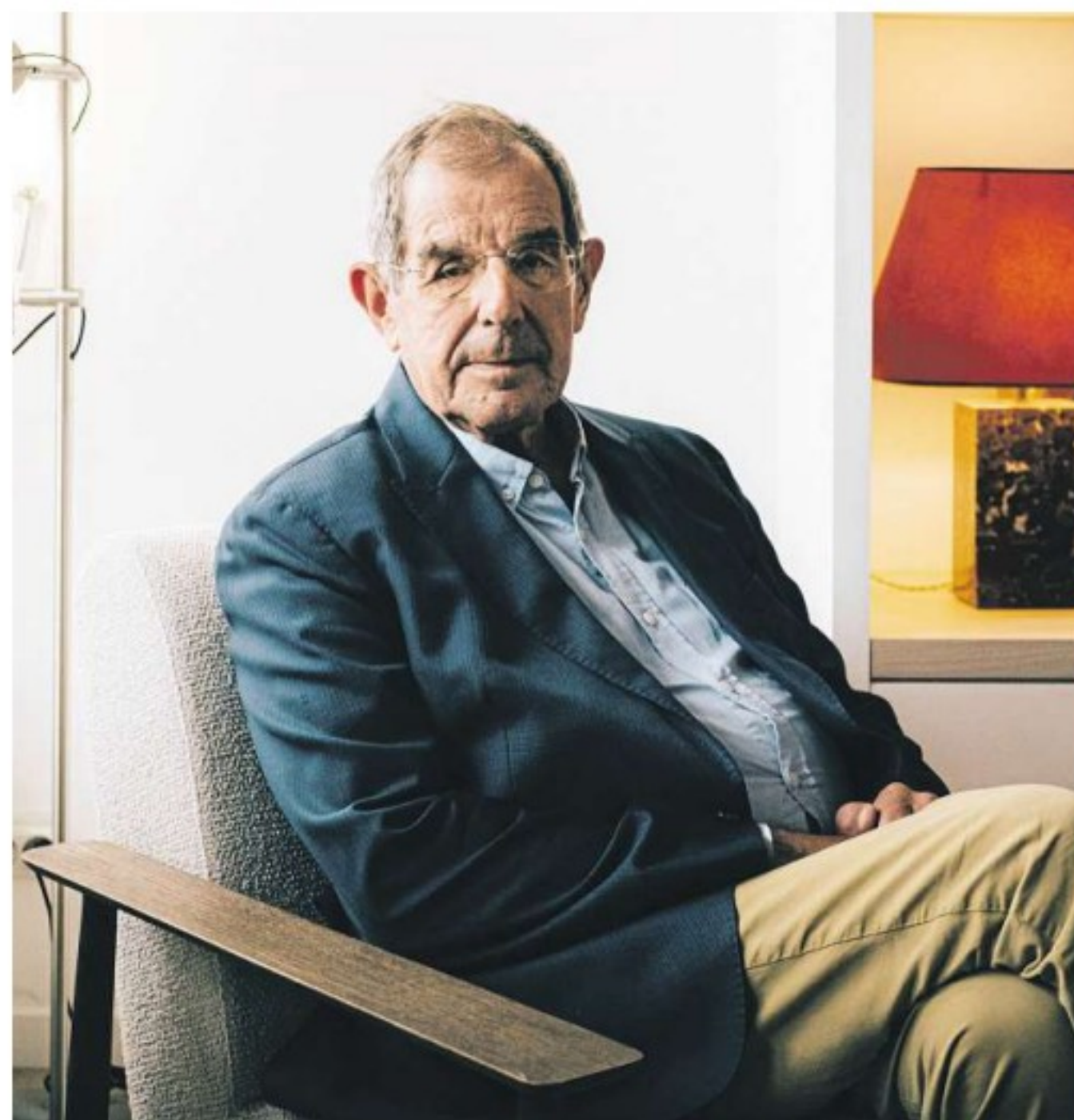
Général Lafourcade : « Au Rwanda, j'ai été fier de mes hommes »



PROPOS RECUEILLIS PAR
Charles Jaigu

La Cour de cassation a définitivement écarté les accusations de « complicité de génocide » visant les militaires français de l'opération Turquoise, au Rwanda.

Le général Jean-Claude Lafourcade accorde au *Figaro* sa première interview à la suite de l'arrêt de la Cour de cassation qui a confirmé le 9 septembre le non-lieu en faveur des 22 militaires français accusés de « complicité de génocide » dans l'opération Turquoise, envoyée au Rwanda, en juin 1994. La plainte déposée en 2005 a ouvert une instruction de vingt ans au terme de laquelle les juges avaient estimé qu'il n'y avait pas matière à poursuivre. Mais les parties civiles (Ibuka, Licra, Survie, FIDH, LIDH) ont fait appel de cette décision. Déboutées une deuxième fois, elles se sont tournées vers la Cour de cassation, en plaçant qu'il fallait poursuivre les investigations. Celle-ci leur a donné tort, une troisième fois.



LE FIGARO. – Vous aviez le commandement de l'opération Turquoise soit 2500 hommes envoyés par la France sous mandat de l'ONU entre le 22 juin et le 22 août 1994. Vous étiez accusés de « complicité de génocide ». Vous voici relaxés...

GÉNÉRAL LAFOURCADE. – C'est une très grande satisfaction. Tout d'abord parce que cet arrêt restera dans l'histoire. Il n'y a plus aucune ambiguïté sur l'action des militaires français. Jamais plus on ne pourra prétendre qu'ils ont commis un tel crime. C'est aussi une satisfaction vis-à-vis des familles des militaires. Nos adversaires pouvaient continuer de semer le doute tant que la procédure n'était pas close. Il est maintenant établi qu'aucun fait matériel, aucun témoignage sérieux n'est venu étayer cette accusation.

C'était la première fois que l'armée française était mise en cause pour « complicité de génocide ». Est-ce un soulagement pour l'institution ? C'est une autre raison de se réjouir. Les soldats envoyés dans les opérations extérieures ces vingt dernières années pouvaient craindre d'être poursuivis sur la seule base de rumeurs. Cette décision montre qu'on ne peut pas dire n'importe quoi sur l'armée française. Elle n'est pas « présumée coupable ».

À l'époque, vous n'avez guère été défendus par la classe politique, qui s'inquiétaient de graves complicités... Nous étions face à un rouleau compresseur. Rares sont ceux qui, comme Alain Juppé ou Hubert Védrine, nous ont défendus. Le ministère de la Défense n'a pas voulu s'en mêler, mais il nous a soutenus en payant les frais de justice.

Le juge Jean-Louis Bruguière a lancé en 2004 un mandat d'arrêt international à l'encontre de Paul Kagame, le chef du Front patriotique rwandais (FPR). Il le suspectait d'être l'instigateur de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana. Un an après, l'armée française était accusée de complicité de génocide. C'était la réponse de Kigali ? Cette plainte contre nous a été lancée par les associations proches de Kigali, à la suite du mandat d'arrêt contre Kagame. La manœuvre a réussi en jouant sur un sentiment de culpabilité français entretenu par certains médias et partis politiques. Cette propagande devrait être enseignée en école de guerre. Du grand art.

Les médias se sont engouffrés dans cette brèche. Comment pouviez-vous réagir ? Cela nous a fait très mal. Je me souviens encore de la couverture d'un livre de Patrick de Saint-Exupéry intitulé *Complices de l'inavouable*. J'y apparaisais parmi d'autres. Ceux qui nous ont accusés devaient reconnaître leurs torts. Beaucoup n'avaient même pas pris la peine de m'interroger. Aujourd'hui, je ne vois pas une ligne, nulle part, à ce sujet. Jean Lacouture, lui, avait fini par reconnaître qu'il s'était trompé sur les Khmers rouges.

On vous a reproché de ne pas intervenir dans les collines de Bisesero aussitôt après avoir conduit une mission de reconnaissance. Le jugement vous en dispense-t-il ? Le juge d'instruction a fait déclassifier tous mes échanges avec l'état-major de l'armée, et il a bien compris que cette mission n'était pas une promenade de santé. Il a vu qu'il n'y avait pas de plan caché pour voler au secours des Hutus contre les Tutsis du FPR, et que nous

Le général Jean-Claude Lafourcade, jeudi, à Lille (Nord).
STEPHANE DUBROMEL/HANS LUCAS
POUR LE FIGARO

avons beaucoup de mal à déployer nos hommes aux bons endroits, y compris à Bisesero. Des Tutsis en danger, il y en avait partout. Des Hutus modérés aussi. Les renseignements n'étaient pas fiables. Toutes les ONG sur le terrain étaient parties et la couverture nuageuse ne permettait aucune photo satellite. Enfin, nous devions déployer nos hommes avec les bons moyens d'action. Quelque temps plus tôt, en Somalie, les Américains avaient été massacrés à Mogadiscio dans une mission humanitaire du même genre. Nous l'avions tous à l'esprit.

Vos hommes arrivent en force trois jours après la mission de reconnaissance. Trois jours trop tard, accusent vos détracteurs... Que leur avez-vous répondu au fil de ces procédures ? Nous sommes arrivés le 30 juin à Bisesero. Nous avons vu des milliers de cadavres, dont la plupart étaient parcheminés, car ils étaient là depuis plusieurs semaines. D'autres cadavres étaient plus récents. Nos accusateurs ont additionné les morts les plus anciens aux massacres survenus depuis notre mission de reconnaissance. Il n'y a pas eu « des milliers » de morts entre le 27 et le 30 juin à Bisesero, mais sur une plus longue période. Je vous rappelle que nous atterrissons à Goma le 22 juin.

Le FPR de Kagame soupçonnait la France de vouloir rétablir un gouvernement Hutu intérimaire. Cette ancienne amitié était-elle encore dans les esprits ? Édouard Balladur, premier ministre, avait imposé que l'opération Turquoise soit placée sous l'égide de l'ONU, avec un objectif strictement humanitaire, afin justement d'éviter qu'on accuse la France de voler au secours des Hutus contre les Tutsis. En juin 1994, notre mission n'était plus du tout militaire. Il fallait sauver les vies, pas prendre parti pour un camp ou un autre.

« Il est évident qu'au-delà de l'armée les parties civiles visaient la politique de la France au Rwanda avant 1994, et tout particulièrement François Mitterrand »

Guillaume Ancel, porte-parole de l'opération, a colporté la rumeur d'un conteneur d'armes livré aux Hutus...

Ce sont les propos d'un officier mythomane en mal de notoriété. Pour commencer, nous n'avions pas de conteneur. L'enquête l'a établi.

Étiez-vous en relation avec l'état-major particulier de François Mitterrand ? Je n'ai jamais eu de contact avec l'Élysée. Mes seuls échanges se faisaient par fax ou téléphone avec l'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées. Il est évident qu'au-delà de l'armée les parties civiles visaient la politique de la France au Rwanda avant 1994, et tout particulièrement François Mitterrand. On voulait par tous les moyens faire de la France un complice de ce génocide. On ne peut pas dire cela de François Mitterrand. Ça ne tient pas debout.

Vingt-six ans pour rendre la justice, c'est long. Pour quelle raison cette procédure s'est-elle éternisée ? À partir de 2010, la France a souhaité clore le contentieux avec le Rwanda. Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron se sont l'un et l'autre rapprochés de Kigali. Cela a-t-il contribué à ralentir l'instruction des dossiers ? Poser la question, c'est y répondre. Peut-être ne fallait-il pas nous donner raison trop vite...

Quelles leçons tirez-vous de cette opération Turquoise ? Qu'il faut, hélas !, beaucoup de temps pour que la vérité apparaisse. Au moment de notre départ, nous avons reçu des félicitations du monde entier. Nous avions stabilisé l'ouest du Rwanda et permis le retour des ONG. Nous avions aussi fait face à une épidémie de choléra à la frontière entre le Rwanda et le Zaïre. Nos soldats ont enseveli des centaines de cadavres. Ils les ont recouverts de chaux pour éviter la propagation de la maladie. Ce n'était pas notre mission première. Personne ne nous en sut gré. Ce furent des journées terribles et je suis fier de ce que mes hommes ont accompli. ■

EDITION
La relève au féminin

DESIGN
Les architectes réinventent les adresses mode

FOCUS JAPON
Tokyo, cité poétique
Yoko Ono, veuve hors norme
Sugio Yamaguchi, gastronomie in Paris

matières à rêves

L'ART DE VIVRE DU FIGARO

F

AUTOMNE 2026

LE NOUVEAU LUXE CONTEMPORAIN

Découvrez le nouveau F

mardi 22 septembre avec votre quotidien *Le Figaro*

LE FIGARO économie



SÉCHERESSE
 LE CRÉDIT AGRICOLE DÉBLOQUE
 1,5 MILLIARD DE PRÊTS POUR AIDER
 LES AGRICULTEURS

 PAGE 28

FRENCH TECH
 LE MONDE DES START-UP
 S'INQUIÈTE DE L'APRÈS-MACRON

 PAGE 29



Les entreprises, piliers du modèle social français

Cotisations, impôts, taxes directes et indirectes... Chaque jour, les employeurs versent 1,5 milliard d'euros pour le pays, selon un rapport du collectif Trop, c'est trop.

Échaudés par la multiplication des propositions de taxes et prélèvements en tout genre et par les critiques sur les aides versées aux sociétés, des entrepreneurs ont créé en fin d'année dernière le collectif Trop, c'est trop. Leur objectif : alerter sur le poids fiscal qui pèse

sur leur compétitivité, mais aussi démontrer que l'entreprise est au cœur du système français de protection sociale. Trop, c'est trop publie un rapport d'économistes baptisé le « Socle invisible ». Entre les cotisations patronales, les impôts directs et indirects, les

entreprises contribuent chaque année à hauteur de 560 milliards d'euros à la protection sociale, mais aussi au financement des transports, du logement ou de la transition écologique, soit 1,5 milliard d'euros par jour. Un effort que les intéressés considèrent in-

justement sous-estimé. « Chaque euro prélevé sur la masse salariale est un euro soustrait à la fiche de paie », résume le rapport. Un document détonant qui tombe à point nommé alors que le premier ministre dévoile les contours du budget 2027.

➔ L'ADOPTION DE L'IA, UN LEVIER MAJEUR POUR REDRESSER LA PRODUCTIVITÉ DU PAYS

 PAGE 24

> FOCUS

EN ESPAGNE,
 LA DETTE
 PUBLIQUE
 SOUS LES 100 %
 DU PIB

Le niveau de la dette publique en Espagne est passé sous les 100 % du produit intérieur brut (PIB) en juillet, une première depuis 2020, a annoncé jeudi la Banque d'Espagne. C'est une victoire politique pour le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, qui s'était fixé comme objectif de passer sous ce seuil symbolique avant la fin de l'année et surtout un puissant symbole du rebond de l'économie espagnole. Suite à la pandémie mondiale de Covid-19, la dette avait atteint son plus haut niveau en mars 2021, à 124,2 % du PIB. Depuis, la dette diminuait peu à peu, sous l'effet principalement de la vigueur de l'économie espagnole, tirée par la manne du tourisme, de la consommation des ménages, des investissements étrangers mais aussi des milliards du plan européen NextGenerationEU.

Au deuxième trimestre, Madrid a confirmé son statut de locomotive de la zone euro : le PIB du pays a encore progressé de 0,7 %, après 0,6 % au premier trimestre, soit un rythme annuel de 2,7 %. C'est plus du double de la croissance observée dans la zone euro au même moment (+1,2 % sur un an), et bien davantage bien sûr que la France, dont l'activité a reculé de 0,2 % pendant la période.

Le talon d'Achille espagnol, son taux de chômage, se résorbe aussi peu à peu. La Commission européenne anticipe ainsi que le chômage passera sous la barre des 10 % en moyenne annuelle en 2026, bien loin du pic historique du pays : un taux de 27 % atteints au cœur de la crise des dettes souveraines en 2013.

A. D. G.

L'Europe veut protéger les jeunes des réseaux sociaux

Ursula von der Leyen a présenté jeudi le « Kids Act », un règlement européen visant à interdire les comptes pour les jeunes de moins de 13 ans aux réseaux sociaux, et à mettre ensuite en place un accès progressif.

PAGE 30



le PLUS du FIGARO ÉCO

COMMERCE

Les achats de plus en plus influencés par l'IA

 PAGE 26

LA SÉANCE

DU JEUDI 17 SEPTEMBRE 2026

CAC 40
 8186,93 +0,57%

DOW JONES
 51840,54 +0,74%

ONCE D'OR
 3800,00 (3978,00)

PÉTROLE (Brent)
 103,540 (105,410)

EUROSTOXX 50
 6324,30 +0,85%

FOOTSE
 10816,25 +1,20%

NASDAQ
 29442,12 +1,72%

NIKKEI
 64136,25 +0,33%

L'HISTOIRE

Au sommet sur l'IA de Charles III, aucune trace de leader européen

En marge des annonces européennes pour mieux protéger les mineurs en ligne, la Couronne britannique s'intéresse, elle aussi, aux géants de la tech. Ce jeudi 17 septembre, le roi Charles III a convoqué plusieurs représentants de grandes entreprises d'intelligence artificielle (IA) au domaine de Dumfries, dans la campagne écossaise, pour leur demander de veiller à ce que cette technologie « demeure fermement au service de l'humanité » et mettre en garde contre « les risques existentiels » liés à l'IA. Pour ce sommet, dont la date a été gardée secrète jusqu'au dernier moment,

le monarque a convié plusieurs sommités américaines. Le président de Google DeepMind Demis Hassabis a répondu à l'appel, aux côtés de Sarah Friar, directrice financière d'OpenAI. C'était aussi le cas du patron du géant américain

des semi-conducteurs Nvidia, Jensen Huang, ainsi que Niccolo de Masi, PDG de IonQ, une société spécialisée dans le calcul quantique. Curieusement, pour cette rencontre écossaise, si le conseiller du Vatican sur l'IA, Paolo Benanti, comptait parmi les participants, les leaders européens de la tech étaient absents. Arthur Mensch, patron du français Mistral AI, qui a récemment levé 3 milliards d'euros, n'a pas été convié. Pas plus que les fondateurs français de la licorne Hugging Face, qui vient tout juste d'être rachetée par Nvidia pour 12,9 milliards de dollars, ou un représentant d'ASML, fabricant

néerlandais des machines de lithographies pour graver des puces électroniques, et dont le niveau de performance ne trouve pas d'équivalent dans le secteur de l'IA. ■

ROMANE HAQUETTE



Ultime sauvetage en vue pour Duralux ?

Trois candidatures auraient été déposées auprès du tribunal de commerce d'Orléans pour reprendre le verrier Duralux, en redressement judiciaire depuis le mois de juin.

Selon Suliman El Moussaoui, représentant syndical CFDT, deux offres « sont bien avancées » : celle déposée par le groupe stéphanois Carlesimo et celle de l'entrepreneur français Cédric Meston, via le holding Tomé, connu notamment comme cofondateur de la start-up HappyVore (substituts végétaux à la viande) et pour avoir repris Tupperware France en 2025.

Les deux repreneurs proposeraient de conserver respectivement 125 et 155 emplois, soit au moins la moitié de l'effectif qui était de 243 salariés en début d'année. La troisième candidature, présentée par la société hongkongaise AA Investments, viserait seulement la reprise de la marque et ne conserverait que trois salariés.

Selon une source proche du dossier, les deux repreneurs potentiels les mieux-disant

sur le plan social doivent encore « sécuriser leurs financements » et « affiner leurs offres ». À Bercy, on estime que, parmi les trois candidatures, les deux propositions de nature industrielle sont « intéressantes ».

L'incertitude autour du financement de ces offres représente toutefois une sérieuse épine de Damoclès pesant sur Duralux. La société est en effet confrontée à son cinquième redressement judiciaire en un peu plus de vingt ans.

Le tribunal de commerce sera sans doute vigilant sur la solidité et le sérieux des dossiers des repreneurs. D'autant que la Scop, précédente solution acceptée par le tribunal, est aujourd'hui sous le coup d'une enquête de la justice.

Selon l'AFP, elle a donné lieu à plusieurs perquisitions début septembre au siège de la verrerie Duralux. Le prochain rendez-vous devant le tribunal de commerce d'Orléans a été fixé au 12 octobre.

EMMANUEL EGLOFF

Modèle social français : les entreprises contribuent à hauteur de 1,5 milliard par jour

Julie Ruiz Perez

Le collectif Trop c'est trop a recensé l'ensemble des cotisations, taxes et impôts prélevés sur les producteurs.

L'idée est partie d'un «ras-le-bol extrêmement violent». Elle s'est transformée en constat chiffré irréfutable. «À l'heure où les propositions de taxer les entreprises se multiplient et où ont leur reproches sans cesse les "aides" qu'elles reçoivent, nous avons voulu montrer leur contribution au financement des services publics en général et de la protection sociale en particulier», explique Bertrand Martinot, économiste de l'Institut Montaigne. Ce n'est pas cette contribution en elle-même qui dérange les entrepreneurs mais plutôt le poids fiscal qu'elle fait peser sur «la compétitivité et la pérennité de nos entreprises», précise Emmanuel Vasseneix, président-directeur général de l'entreprise agroalimentaire LSDH et porte-parole du mouvement Trop c'est trop, né fin 2025 de la colère des entrepreneurs face au débat budgétaire. C'est pour alerter sur ce sujet que le collectif Trop c'est trop a travaillé à l'élaboration du rapport «Socle invisible», dévoilé par *Le Figaro*.

Le constat est détonnant. Entre les cotisations patronales, les impôts directs et indirects, les taxes locales, les contributions directes... les entreprises contribuent chaque année au modèle social français à hauteur de 560 milliards d'euros par an, soit plus de 1,5 milliard d'euros par jour. En ordre de grandeur

cela correspond à 20 % du PIB national et à environ 30 % de l'ensemble de la dépense publique en 2025.

Dans ce rapport, le terme «modèle social» est à prendre au sens large. «Les entreprises financent la retraite, le chômage, l'assurance-maladie. Elles abondent au budget général de l'État qui gère la défense, l'éducation, etc. Mais elles contribuent aussi aux politiques de logement, de transports, de transition écologique, de formation», énumère Bertrand Martinot, membre du conseil scientifique de «Trop c'est trop».

Dans le détail, la plus large part de la «contribution» des entreprises (436 milliards d'euros) se loge dans les prélèvements dont elles s'acquittent pour financer des politiques publiques. Au premier rang desquels on trouve, bien sûr, la protection sociale. «Les employeurs versent 135 milliards d'euros de cotisations de retraite en 2025, au bénéfice des régimes de base et complémentaires. C'est le premier poste de contribution recensé», explique le rapport. Puis viennent les poids des cotisations patronales pour la branche maladie de la Sécurité sociale (81 milliards d'euros), la branche famille (36 milliards d'euros) et la branche accidents du travail (15 milliards d'euros). Les contributions patronales d'assurance-chômage atteignent 27 milliards. À ces charges s'ajoutent la contribution solidarité autonomie (2,5 milliards d'euros), la taxe sur les

salaires, le forfait social, la contribution sociale de solidarité des sociétés... autant de dispositifs qui ponctionnent aux entreprises pour financer la Sécurité sociale.

Mais les contributions directes ne s'arrêtent pas là, les entreprises financent aussi, via diverses taxes et contributions les services publics locaux à hauteur de 32 milliards d'euros. Sur le même thème, «la France est le seul pays de l'Union européenne à avoir instauré un prélèvement patronal qui assure la majeure partie du financement de ses transports publics urbains», rappellent les auteurs. En tout, les entreprises financent les transports publics à hauteur de 15 milliards d'euros par an. Par exemple, en Île-de-France, les employeurs fournissent directement près de la moitié des recettes d'Île-de-France Mobilité – l'autorité en charge des métros,

«Les entreprises financent la retraite, le chômage, l'assurance-maladie. Mais elles contribuent aussi aux politiques de logement, de transports, de transition écologique, de formation»

Bertrand Martinot
Membre du conseil scientifique de Trop c'est trop

RER, trains et autres tramways de la région. Les entreprises supportent plusieurs des principaux prélèvements en faveur des politiques environnementales (5,5 milliards d'euros) et financent une partie du logement social et des aides au logement (4,6 milliards).

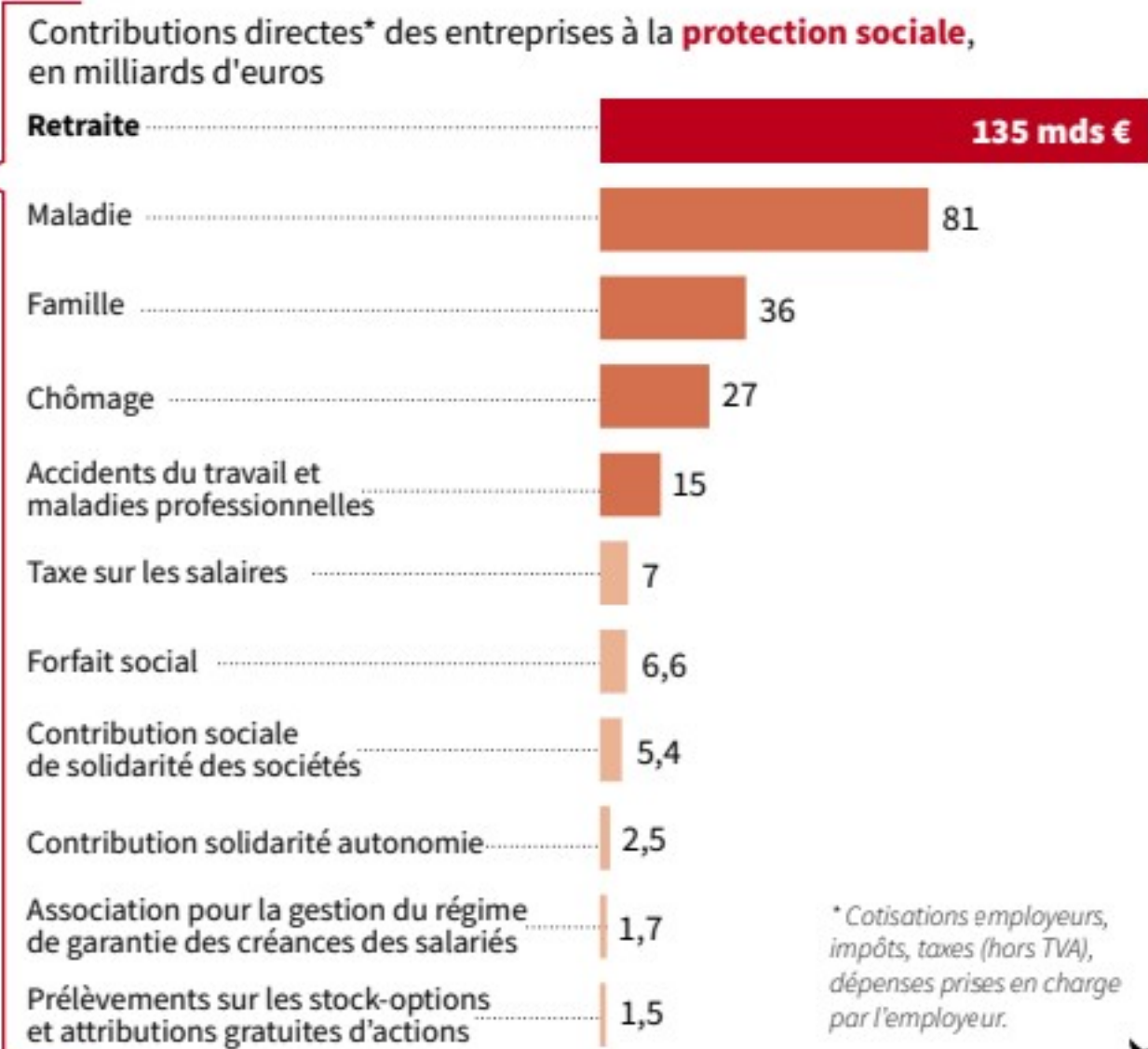
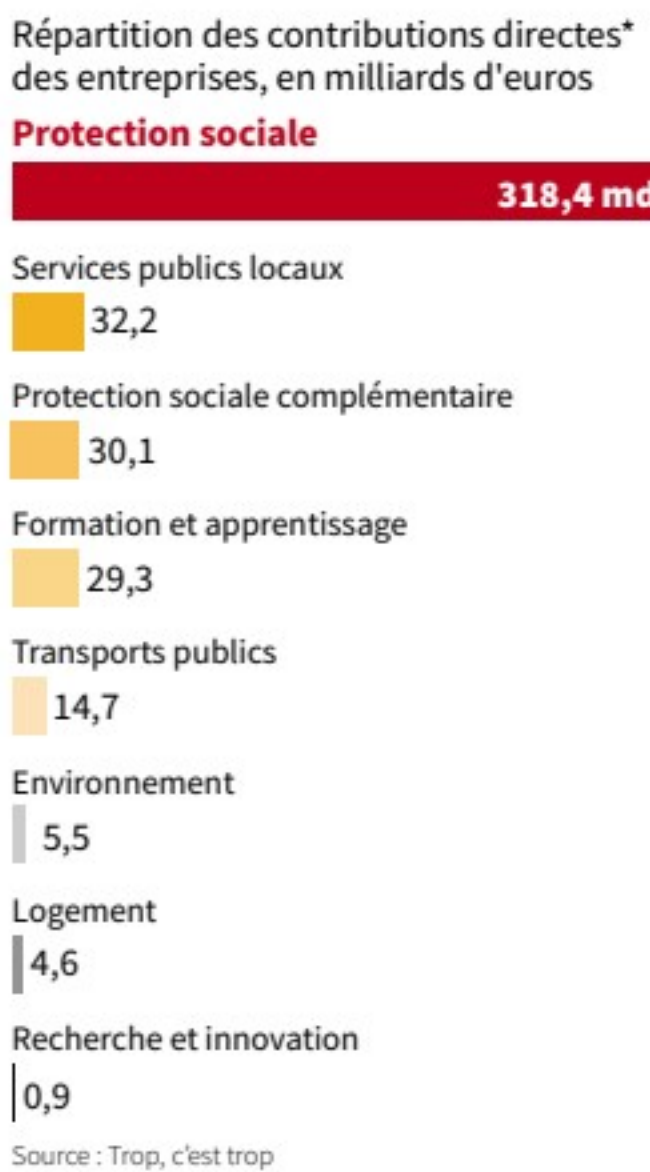
Par ailleurs, les entreprises sont mises à contribution pour financer le budget général de l'État via notamment l'impôt sur les sociétés (IS). «C'est à cette contribution que l'opinion pense en premier alors qu'elle ne représente qu'un huitième de la contribution totale des entreprises au financement du modèle social, des politiques publiques, des salariés et de la société civile», déplore la membre du conseil scientifique de Trop c'est trop Nathalie Janson, professeur d'économie à la Néoma Business School et présidente du think-tank GenerationLibre. L'impôt sur les sociétés coûte environ 67 milliards d'euros aux entreprises, la TVA dite «rémanente», 41 milliards. «À ces flux s'ajoute un coût qualitatif rarement comptabilisé : le rôle de collecteur fiscal que les entreprises assument gratuitement pour le compte de l'État», signale par ailleurs le rapport.

Enfin, «au-delà des contributions obligatoires qui transitent par la puissance publique, les entreprises financent directement le niveau de vie de leurs salariés et soutiennent la vie culturelle, sportive et associative française», soulignent les

auteurs. Titres-restaurant, chèques-vacances ou avantages des comités sociaux et économiques (12 milliards d'euros de facture pour les employeurs l'an dernier) constituent autant d'avantages directs qui «exercent une fonction de protection sociale de second rang». De plus, via le mécénat (1,7 milliard d'euros en 2025) et le sponsoring (1,9 milliard), les entreprises participent aussi à la vitalité du tissu culturel et sportif du pays.

En mettant ces chiffres en avant, les entrepreneurs ne demandent «pas de médailles, ni de statues», martèle Emmanuel Vasseneix. «Nous voulons démontrer que l'activité est le premier levier pour faire avancer le pays.» Le collectif redoute, en effet, que l'impasse budgétaire dans laquelle se trouve le pays, et en dépit des engagements de Sébastien Lecornu, ne se traduise par de nouveaux prélèvements car, «dans le débat public et politique, on présente souvent les taxes sur les entreprises comme une taxe qui ne touche personne», regrette Bertrand Martinot. Or, «quand on crée un impôt sur le lait, ce n'est pas la vache qui paie, illustre-t-il. «Chaque euro prélevé sur la masse salariale est un euro soustrait à la fiche de paie», tranche le rapport, qui ajoute que «les prélèvements qui pèsent sur elle sont très loin de ne toucher que ses actionnaires. En réalité, ils se répercutent pour une large part sur les prix payés par les consommateurs.» ■

436 milliards d'euros de contributions directes dont près des 3/4 sont consacrés à la protection sociale



Les entreprises sont également mises à contribution pour financer le budget général de l'État via notamment l'impôt sur les sociétés (IS).

L'adoption de l'IA, un levier majeur pour redresser la productivité du pays

Gilles Boutin

L'économie française est de moins en moins productive, ce qui est un immense problème. Son ralentissement explique «l'intégralité du décrochage du PIB par habitant sur les trente dernières années», selon Xavier Jaravel, président du Conseil d'analyse économique (CAE), une instance rattachée au premier ministre qui a pour vocation d'éclairer de manière indépendante les choix du gouvernement. Avec les économistes Antonin Bergeaud, Simon Bunel et Alexandra Roulet, il a publié ce jeudi une note expliquant «comment lutter contre le décrochage de la productivité» en France. Un enjeu d'autant plus central que de ce PIB par habitant dépendent «notre prospérité matérielle et les recettes soutenant le système social», rappelle-t-il.

Le constat est sans appel, selon les données rassemblées par les auteurs du rapport. «Entre 1995 et 2025, la productivité du travail a progressé de 0,8 % par an en France (1,1 % dans la zone euro), contre 1,7 % aux États-Unis», posent-ils d'entrée de jeu. Précision qui a son importance : les

systèmes économiques et sociaux des pays étant différents, tout particulièrement entre l'Europe et les États-Unis, l'étude se concentre sur la capacité à créer davantage de valeur par heure travaillée, et non sur le volume de travail total.

Ralentissement économique et dérapage budgétaire

La note du CAE découpe cette trajectoire descendante de la France en trois phases de dix années. «Entre 1995 et 2005, la productivité horaire a progressé à un rythme de 1,7 % par an, portée par la diffusion des premières technologies numériques». La décennie suivante, ce rythme a été réduit à 0,7 % à cause des crises qui ont pesé sur l'investissement. Enfin entre 2015 et 2025 la progression n'a plus été que de 0,2 % en moyenne. Sur la décennie écoulée, l'Espagne affiche une croissance de sa productivité horaire de 0,49 % par an, l'Allemagne 0,64 % et la zone euro dans son ensemble 0,74 %. La progression de l'emploi en France, notamment peu qualifié, aurait pu expliquer cet écart mais les auteurs précisent que celle-ci n'y est pour rien. Concrètement, «chaque heure travaillée produisait en moyenne 56,70 euros en 2015, contre 57,60 euros

en 2025», souligne l'étude. Un ralentissement jamais vu depuis 1950.

Si nous arrivions à combler notre retard avec les États-Unis, ne serait-ce que de moitié, «tous les deux ans nous gagnerions 30 milliards d'euros de PIB et 15 milliards d'euros de recettes fiscales», estime Xavier Jaravel. «En dix ans cela ferait 150 milliards de PIB et 70 milliards de recettes en plus.» Une manne qui ne serait pas de trop, en ces temps de ralentissement économique et de dérapage budgétaire. Or l'IA générative, qui s'immisce dans les moindres recoins de nos existences, pourrait être le moteur du rebond de productivité dont l'économie française a tant besoin. À condition que les entreprises et l'État se montrent à la hauteur de l'enjeu. Car si la France a en partie rattrapé son (très) grand retard initial d'équipement numérique, elle n'a pas pour autant réduit son écart de productivité avec les États-Unis. Ce qui suggère, selon le CAE, que le cœur du problème n'est plus seulement le niveau d'investissement, mais «la capacité à tirer des gains d'efficacité des outils numériques déjà en place». Savoir s'en servir, en somme.

Ce qui amène les auteurs à conclure que «c'est la diffusion des technologies numériques qui est au cœur du décro-

chage français». Constatant que les entreprises françaises ont une fois de plus un retard à l'allumage en ce qui concerne l'adoption de l'IA – celle-ci est proche de la moyenne européenne mais loin des pays européens les plus avancés –, soit par manque de compétences et de culture numérique, soit par attente et aversion au risque, les économistes estiment que l'intervention de la puissance publique se justifie.

Aide à l'innovation

Une initiative baptisée «Osez l'IA», animée par la Direction générale des entreprises (DGE), existe déjà, cependant son action est jugée insuffisante. Contrairement à d'autres pays, «on n'a pas fait de la diffusion de l'IA un enjeu de politique publique majeur», déplore Xavier Jaravel. Il faut pour piloter cette stratégie un véritable «chef de file», estime-t-il, ainsi qu'un «budget sanctuarisé». Citant l'exemple de Singapour, un montant annuel équivalant à 0,02 % du PIB – soit 600 millions d'euros – conviendrait selon lui «pour amorcer la pompe». Les aides pourraient prendre la forme de subventions, d'avances remboursables, de prêts garantis ou de crédits d'impôt, afin de réduire le coût d'acquisition de la techno-

logie. Une fois que les entreprises – principalement les petites et moyennes entreprises – auront constaté l'intérêt de cette montée en puissance, ce soutien n'aura plus lieu d'être.

Au-delà de l'IA, la note du CAE encourage le prolongement des programmes d'aide à l'innovation, du type programme d'investissements d'avenir (PIA), lancé en 2010 pour financer des projets innovants dans des secteurs stratégiques, et France 2030, doté en 2021 de 54 milliards à déployer à cet horizon. Les économistes constatent en effet que les appels à projet gérés par la banque publique d'investissement Bpifrance dans ce cadre ont des effets significatifs sur l'emploi, l'activité et l'investissement. Selon leurs calculs, «100 000 euros d'aide permettent la création d'environ un emploi et, à l'horizon de trois ans, une augmentation cumulée depuis la candidature d'environ 500 000 euros de valeur ajoutée et 130 000 euros de dépenses de R&D.» Le tout s'accompagnant naturellement de cotisations et de recettes fiscales. Ils recommandent même de «consacrer au moins 0,2 point de PIB par an à un nouveau programme, «France 2040»». En revanche, le crédit d'impôt recherche, très prisé des entreprises, devrait être mieux ciblé. ■

Carrefour



Google Cloud



Transformez vos recettes en paniers complets avec Gemini Enterprise.

Carrefour personnalise le parcours d'achat grâce à son assistant intelligent Hopla. Développé avec Gemini Enterprise, il utilise l'IA pour générer des listes de courses et suggérer des recettes. Remplir son panier n'a jamais été aussi simple et rapide ! Cette expérience utilisateur intuitive aide chaque client à révéler le gourmet qui est en lui.

Certains éléments ont été modifiés ou créés avec l'IA.

Ménager la chèvre et le chou. Pour l'instant, le nouveau président de la Réserve fédérale, Kevin Warsh, est parvenu à rassurer les marchés, en annonçant mercredi soir une hausse des taux d'intérêt américains, sans pour autant se brouiller avec le président américain, qui l'avait nommé au printemps. Depuis le lancement de sa campagne présidentielle, Donald Trump réclame des baisses de taux, afin de relancer l'économie. Des taux d'intérêt élevés permettent en effet de refroidir l'inflation mais ils ont aussi tendance à freiner la croissance, en renchérissant le crédit bancaire. À l'orée des élections législatives de mi-mandat, qui se dérouleront mi-novembre essentiellement autour du thème du pouvoir d'achat, l'exigence présidentielle a pris une nouvelle urgence. Le conseiller économique du président, Kevin Hassett, avait même lancé une forme d'avertissement aux banquiers centraux dimanche en jugeant « *important que la Fed ne touche à rien avant une élection afin de préserver son indépendance* ».

« *Les taux d'intérêt aux États-Unis devraient être de 1 %, ou moins, car nous avons de loin la meilleure signature de crédit au monde (...). Baissez les taux d'intérêt pour les États-Unis, et vite !* », s'est alors, sans surprise, agacé Donald Trump sur son réseau social, Truth Social, en apprenant la décision du cénacle de la Fed, le Comité fédéral de marché ouvert – en anglais, FOMC –, chargé de trancher la politique monétaire. L'hôte de la Maison-Blanche a toutefois tenu ostensiblement à épargner le président de l'institution, alors que son prédécesseur, Jerome Powell, subissait un flot continu d'insultes. « *Kevin Warsh est un homme de qualité, mais quelle que soit la qualité de son travail, il doit composer avec un conseil hostile* », a ainsi déclaré le président américain à des journalistes, avant de développer : « *Ils relèvent les taux pour nuire autant que possible à Trump (...). Ils ne les augmentent que pour des raisons politiques.* » La décision de rehausser d'un quart de point les taux d'intérêt a pourtant été prise à l'unanimité. Depuis, ils atteignent une fourchette comprise entre 3,75 % et 4 %.

La décision était largement attendue par les marchés. Lors de son discours à Jackson Hole, le symposium annuel des banquiers centraux du monde entier, Kevin Warsh avait laissé entendre qu'il fallait compter sur lui pour mener la lutte contre l'inflation. Les chiffres d'août – augmentation des prix de 0,4 % en un mois et de 3,4 % en un an – ont ensuite pesé : ils ont démontré que l'inflation, alimentée jusque-là essentiellement par le pétrole, avec un rebond de 4 % de l'essence pendant le mois et un baril d'or noir s'échangeant au-dessus de 100 euros sur les marchés, se propage peu à peu aux services de téléphonie mobile, billets d'avion... Reste que la décision du FOMC est symbolique : la Banque centrale n'avait plus augmenté ses taux directeurs, qui guident les coûts



Kevin Warsh, président de la Réserve fédérale américaine, lors d'une conférence de presse à Washington, mercredi.

DANIEL HEUER/BLOOMBERG

anticipations des membres du comité et la projection médiane du taux des fonds fédéraux. « *Le président Warsh a déclaré à trois reprises que cette hausse avait "retiré" une dose d'accommodation monétaire* », écrit-il encore dans une note d'analyse.

« *Le débat qui s'engage désormais porte sur la question de savoir si la Fed procédera à une ou deux hausses supplémentaires à des fins de gestion des risques, ou si la journée de mercredi marque le début d'un cycle de hausse plus large* », s'interroge alors Jon Butcher, économiste senior chez Aberdeen. La décision dépendra en grande partie du contexte géopolitique. Les tensions autour du détroit d'Ormuz ont mis tout

« Le président Warsh a déclaré à trois reprises que cette hausse avait "retiré" une dose d'accommodation monétaire »

David Mericle Goldman Sachs

le marché de l'énergie sous tension. Washington s'est engagé à plusieurs reprises sur une désescalade, mais les promesses ne portent plus. D'autant que la situation a eu plutôt tendance à empirer ces dernières semaines : des attaques attribuées à des milices pro-iraniennes en Irak sur l'Arabie saoudite ont interrompu temporairement l'oléoduc Est-Ouest saoudien, une voie de contournement d'Ormuz, tandis que les houthistes menacent le détroit de Bab al-Mandab, à l'entrée de la mer Rouge.

Dans cet environnement, les pronostics sont difficiles à établir. « *Comme nous prévoyons que l'oléoduc saoudien sera réparé assez rapidement et que les volumes transitant par le détroit d'Ormuz resteront stables, le brent devrait s'établir en moyenne à 87 dollars le baril au quatrième trimestre 2026, avant de revenir autour de 76 dollars le baril en 2027, avancent ainsi les économistes d'Allianz. En revanche, les cours se maintiendraient près de 100 dollars le baril si l'interruption devait se prolonger jusqu'à environ six semaines et si la situation dans le détroit d'Ormuz restait instable.* »

Un autre élément structurant les futures décisions sera bien sûr la tenue de l'activité et de l'emploi aux États-Unis. Sur ce point, la Fed se déclare plutôt rassurée. Ses experts tablent sur une croissance plus robuste à court terme : 2,3 % en 2026 et 2,4 % en 2027. Lors de sa rapide conférence de presse, Kevin Warsh a toutefois assuré que la banque centrale ne devait pas endommager le marché du travail pour juguler l'inflation, ce qui signifie sans doute qu'il ne souhaite pas se lancer dans un vaste cycle de hausse des taux. ■

La Fed affirme son indépendance face aux pressions de Trump

Anne de Guigné

La Banque centrale américaine a relevé ses taux d'intérêt pour juguler l'inflation. Au grand dam du président américain, qui a fustigé cette décision, tout en épargnant Kevin Warsh.

d'emprunt, depuis l'été 2023. Elle intervient aussi dans un moment de rare tension sur les marchés obligataires de long terme, avec des taux à dix ans qui ont dépassé cette semaine le seuil des 5 %.

Les investisseurs ont été quelque peu surpris par les prévisions du comité. À la suite des réunions de la Fed est en ef-

fet publié un « dot plot », ou graphique des points de la Fed, qui rassemble les estimations individuelles des membres du comité de politique monétaire sur le niveau qu'ils jugent adéquat pour le taux directeur à la fin de chaque année, ainsi qu'à plus long terme. Or, le « dot plot » de mercredi montre que tous les

participants, sauf deux, s'attendent à au moins une autre hausse en 2026, quatre d'entre eux prévoyant même deux hausses supplémentaires. « *La réunion a été plus restrictive que nous ne l'anticipions à plusieurs égards* », estime alors David Mericle, de Goldman Sachs. L'économiste illustre son propos par les

Les achats des consommateurs de plus en plus influencés par l'IA

Manon Malhère

Les applications IA les aident à choisir pour leurs voyages, de grosses dépenses mais aussi les courses du quotidien.

« **R**egarde cette photo de mon frigo, dis-moi ce que je peux préparer comme repas et suggère-moi une liste de courses pour des dîners sains des trois prochains jours. » Cette scène n'est pas tirée d'un film de science-fiction des années 1980, mais de pratiques de certains consommateurs, qui s'en remettent à leur assistant IA, ChatGPT (OpenAI), Gemini (Google) ou autre, pour gérer certaines tâches quotidiennes. Si la révolution technologique en cours menée par l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle suscite des débats enflammés, elle n'a pas mis longtemps à convaincre les consommateurs.

Ainsi, 82 % des consommateurs utilisent un « agent IA » qui permet de converser de manière fluide et naturelle, de façon hebdomadaire, selon une étude menée par le cabinet de conseil Sia, en partenariat avec Lemrock, qui interroge 1000 personnes en France et aux États-Unis et analyse près de 100 000 requêtes adressées à des agents conversationnels ; 72 % ont réalisé au moins un achat influencé par l'IA au cours des trois derniers mois. En France, ces achats influencés

par l'IA cette année représenteraient entre 3,6 et 4 milliards d'euros. « *L'adhésion est extrêmement rapide chez les consommateurs et elle se fait bien plus rapidement que pour les marques*, estime Charles Denis, associé et directeur SiaX. De plus en plus de personnes paient un abonnement mensuel pour utiliser les applications d'assistants IA, en particulier chez les jeunes générations. »

Une majorité d'utilisateurs se tournent vers ces assistants IA pour obtenir des recommandations et les aider dans leurs choix de produits ou de services lorsqu'ils ont des hésitations. Un gain de temps pour 70 % des Français alors que les Américains y voient davantage une aide face à la « complexité de la décision », souligne le cabinet de conseil. « *Les utilisateurs interrogent surtout sur leurs besoins, analyse Julien Ducreux, directeur acquisition de trafic et e-commerce international du groupe Fnac Darty. Par exemple, une personne qui cherche un lave-vaisselle pour un petit appartement, son besoin sera alors analysé par l'agent IA avec des propositions de commerçants comme Darty.* » Quant aux questions sur les prix, 70 %

des requêtes visent à trouver un tarif « précis et vérifié », constate SiaX.

Après la révolution internet et les moteurs de recherche dans les années 1990 qui ont donné naissance à l'e-commerce, puis les smartphones et les nombreuses applications, le « commerce agentique » – avec des « assistants IA » autonomes qui aident aux achats – marque une nouvelle étape majeure dans la façon de faire du commerce en ligne. « *Les consommateurs ne cherchent plus un produit, ils raisonnent par contexte sur ce dont ils ont besoin et l'IA permet cette approche contextuelle* », expliquait récemment au Figaro Fabrice Megarbane, président de la division produits grand public de L'Oréal.

Gain de temps

Aujourd'hui, les utilisateurs recourent surtout aux assistants IA pour organiser leurs voyages ou se renseigner sur certains services (finances, assurances) et gros achats, comme les voitures. « *Mais, sur le commerce du quotidien aussi, on observe de plus en plus de personnes qui utilisent les agents IA pour gagner du*

temps. L'IA devient un peu le majordome des consommateurs », explique Charles Denis. Et d'ajouter qu'en « 2026, le trafic envoyé par les IA vers les sites marchands mène davantage à un acte d'achat que celui provenant des autres canaux. Au moment du clic, l'IA a déjà effectué une grande partie du travail de compréhension et de présélection. »

Même si les commerçants ne semblent pas aussi rapides que les consommateurs dans l'appropriation de ces nouveaux outils, ils ont bien conscience du bouleversement en cours. « *C'est un canal qui prend de l'ampleur, le trafic e-commerce sur nos sites généré par les applis IA croît très vite, constate le directeur de Fnac Darty. Nous sommes passés de 0 % à 5 % en quelques mois.* » « *Nous devons être là où les clients se trouvent car ils n'accepteront plus de faire autrement* », insiste de son côté Emmanuel Grenier, directeur e-commerce, data et transformation digitale du groupe Carrefour.

Le distributeur est le premier en Europe à avoir scellé un accord avec OpenAI pour proposer un service « shopping » Carrefour aux utilisateurs de ChatGPT.

Depuis mars, un consommateur peut demander des recettes de cuisine à l'agent IA qui lui compose un panier de produits vendus chez Carrefour. « *Pour l'instant, le trafic reste faible* », constate toutefois Emmanuel Grenier. En revanche, l'adhésion est plus importante pour l'assistant IA d'aide aux courses Hopla, présente sur l'application du distributeur, avec 150 000 utilisateurs en août.

« *La dimension commerciale est très complexe à reproduire sur les applications IA dans le secteur alimentaire car le client fait de nombreux arbitrages pour chacun des produits qu'il achète* », explique le dirigeant. Avec son application, le distributeur peut envoyer des offres promotionnelles selon les préférences des clients fidèles contrairement aux agents IA comme ChatGPT, canal où les consommateurs posent surtout des questions. Autre défi à relever : pouvoir régler les achats directement sur les applications IA. « *L'achat sur les applications IA reste laborieux, reconnaît Charles Denis. L'ère du zéro clic n'est pas encore arrivée.* » Mais la révolution du « commerce agentique » est bel et bien en marche. ■

Valérie Collet Curitiba

Le Losange s'apprête à lancer dans le pays sud-américain une nouvelle voiture dotée de la technologie de son partenaire.

Installé dans son usine de Curitiba, au sud du Brésil, depuis bientôt trente ans, Renault s'est fait sévèrement reléguer ces dernières années. Le groupe français, qui y a fabriqué tous ses modèles iconiques – Scenic, Clio mais aussi des Logan, Sandero, Duster, vendus sous la marque Renault –, n'est plus qu'en septième position dans le classement des dix premières marques sur ce marché géant d'Amérique latine. Il était quatrième en 2019 grâce au succès du Kwid, cette petite auto « made in Brazil » toujours en tête des ventes de Renault. Plus inquiétant, le chinois BYD, inconnu au Brésil il y a encore trois ans, trône désormais devant le Losange avec une part de marché de 7,2 % au premier semestre quand Renault affiche un petit 4,7 %.

« Le marché a davantage changé ces huit derniers mois qu'en quinze ans », résume Fabrice Cambolive, le patron de la marque Renault, également chargé de la croissance dans l'ensemble du groupe. Lui-même avait piloté les opérations au Brésil entre 2015 et 2018.

Comment expliquer ce recul alors qu'en parallèle, Fiat a écrasé ses concurrents en se hissant à la première place avec plus de 20 % de part de marché au Brésil, devenu sa première zone de chalandise devant son berceau italien ? La vague de constructeurs chinois qui déferle sur l'Amérique du Sud explique en grande partie ce chamboulement. De janvier à mai 2026, le Brésil a en effet importé pour 5,2 milliards de dollars de voitures chinoises, soit une hausse de 147 % par rapport aux 2,1 milliards de dollars enregistrés l'année précédente à la même période. Le Brésil est ainsi devenu le premier pays importateur de voitures chinoises devant la Russie, du jamais-vu. Les clients brésiliens, dont le pouvoir d'achat reste globalement limité, ont pris goût aux prix imbattables des véhicules chinois électrifiés (électriques et hybrides), notamment ceux de BYD (Dolphin mini et Dolphin), mais aussi de Chery (Tiggo) et de Great Wall Motor (GMW), encore peu connus en Europe.

Ces constructeurs ont profité de la politique brésilienne en faveur des véhicules électriques. Une véritable aubaine. Le Brésil a décidé d'effacer les droits de douane à l'importation entre 2015 et 2023. « Les prix des voitures chinoises ont alors été quasiment divisés par deux. Beaucoup en ont profité pour changer



Un salarié travaille sur une chaîne de production de l'usine Renault de Curitiba, au Brésil.

RENAULT GROUP

Au Brésil, Renault se lie un peu plus avec le chinois Geely

leurs véhicules », raconte Fabrice Cambolive. Depuis, les taxes à l'importation ont été rétablies, d'abord à 10 % ou 12 % selon la motorisation, avant d'être portées à 35 % en juillet dernier pour l'ensemble des véhicules importés. Mais des exemptions temporaires ont été offertes aux constructeurs chinois qui installent leurs usines au Brésil.

Production au compte-goutte

Tous y prennent leurs quartiers, comme Geely. BYD a repris une usine Ford à Camaçari, près de Bahia, et compte produire 300 000 véhicules par an. Great Wall Motor a opté l'an dernier pour un ancien site de Mercedes, près de Sao Paulo. Chery s'est installé à Anapolis. Leapmotor va profiter de l'usine de Stellantis à Pernambuco... « Mais les constructeurs chinois, ultra-compétitifs en Chine, attendent le plus possible pour intégrer localement leur production, analyse Thierry Charvet, le directeur de l'industrie du groupe Renault. Ils savent qu'ils perdront une partie de leurs atouts en produisant ici.

D'ailleurs, aujourd'hui encore, BYD ne produit pas localement. Il se contente d'assembler les kits importés de Chine. »

Geely s'est justement associé à Renault l'an dernier pour s'y installer plus rapidement que ses compatriotes. Ce constructeur, avec lequel le Losange a multiplié la création d'entreprises conjointes, détient, depuis novembre 2026, 4 % de Renault do Brasil, devenu Renault Geely do Brasil. Grâce à cet accord, deux modèles de Geely entrent actuellement dans l'usine de Renault à Curitiba. La plateforme industrielle du chinois, baptisée GEA, a trouvé sa place sur la ligne de production où se succèdent des Kwid et des Duster, mais aussi des Boreal et des Kardian, qui sont basés sur des plateformes de Renault. Le premier véhicule Geely, l'EX5 SuperHybride, vient tout juste d'arriver sur la ligne. Il est encore produit au compte-goutte. En fin d'année, un autre modèle va le rejoindre : l'EX2, plus petit et 100 % électrique. C'est le modèle le plus vendu en Chine. « L'usine a fermé pendant cinq semaines en début

d'année », raconte le patron de l'usine de Curitiba, fier d'avoir réussi un grand chambardement en si peu de temps : un nouvel atelier de peinture a été installé, l'outil industriel a été modernisé...

Mais Renault et Geely ne s'arrêtent pas là. Mercredi, les dirigeants des deux groupes ont réuni ouvriers, invités d'honneur chinois, élus locaux applaudis chaleureusement, journalistes... pour annoncer un nouvel investissement de 319 millions d'euros. Il portera à 899 millions d'euros le montant injecté dans l'entreprise conjointe Renault Geely do Brasil depuis 2025. Renault a ouvert ses concessions automobiles à Geely. Les modèles jusqu'alors importés de Chine s'écoulent au-delà de tous les espoirs : « 35 000 véhicules depuis juillet ! », s'enthousiasme Victor Yang, le vice-président exécutif de Geely Holding Groupe, venu célébrer le nouvel investissement au Brésil.

Les dirigeants de Renault le martèlent. Ce partenariat est la solution pour réussir à baisser les coûts de production de Curitiba et rattraper les constructeurs

chinois. « Construire un partenariat avec Geely est très innovant, souligne François Provost. Nous allons profiter des économies d'échelle, nous aurons plus de produits sur des plateformes plus compétitives et nous gardons notre propre technologie. » Renault va d'ailleurs sortir l'an prochain un nouveau véhicule électrifié XL pour l'Amérique du Sud qui sera conçu sur la plateforme de Geely.

François Provost concède que Renault a pris du retard au Brésil. « Nous avons été pris par le travail qu'il fallait faire en Europe pour redresser la situation, mais aujourd'hui il est temps d'aller au-delà de l'Europe », explique-t-il. Et peu importe à Renault que cela passe par une multiplication des partenariats – avec Geely en Corée, en plus du Brésil, avec Nissan en Inde –, une stratégie que critique le groupe quand ses concurrents l'appliquent en Europe... et qu'il juge suicidaire. « Renault est une entreprise indépendante qui ne dépend de personne, insiste François Provost. Hors d'Europe, nous sommes plus flexibles. » ■

Défense : Thales lance une alternative à Palantir

Véronique Guillermand

Le groupe français propose un système de commandement et de contrôle augmenté à IA, interopérable, ouvert, cybersécurisé et souverain.

C'est un marché émergent, évalué à plusieurs dizaines de milliards d'euros, sur lequel les Américains ont déjà pris l'avantage : les systèmes d'aide à la décision militaire – les C2 (commandement & contrôle) dans le jargon militaire –, désormais assistés par l'intelligence artificielle (IA). Ils sont désormais capables de collecter, croiser et analyser de gigantesques masses de données, issues de multiples capteurs : caméras embarquées à bord de drones et avions, radars au sol, satellites, etc. Et de fournir une information précise et en temps réel sur la situation sur le champ de bataille, de sélectionner des cibles ennemies, de proposer des scénarios d'attaque avec les armements les mieux adaptés, afin d'accélérer la planification des opérations et la décision militaire. Ce qui est la clef pour acquérir une supériorité opérationnelle sur l'adversaire.

Dans ce domaine, les Américains, avec Palantir et son logiciel Maven, utilisé par les États-Unis pour planifier l'opération Epic Fury contre l'Iran en février dernier

(1 000 cibles d'intérêt identifiées et frappées en 24 heures), dominent. Suivis de près par les Israéliens, avec Lavender et les Ukrainiens avec Delta. En Europe, 19 pays ont adopté Maven et l'Otan en utilise une version simplifiée depuis avril 2025.

Cette situation de dépendance à un seul fournisseur américain qui absorbe, exploite des données militaires sensibles européennes pose des questions de souveraineté. L'allié américain est imprévisible, le fonctionnement de Maven opaque et il existe un risque de se voir refuser l'accès à la version la plus récente voire de se voir couper l'accès purement et simplement. C'est dans ce contexte que Thales a officiellement, ce jeudi, le lancement d'une alternative souveraine européenne, baptisée HexaForce. Elle est présentée par Thales comme un C2 de nouvelle génération « révolutionnaire ».

Cette dernière garantit aux futurs clients la maîtrise de leurs données, la capacité de les utiliser en toute autonomie, de les modifier, de les partager ou non avec des tiers. Et, cela, de façon cybersécurisée par des

gn, avec une IA de confiance, capable d'expliquer les scénarios proposés, et qui est aux ordres. La décision reste du ressort de l'homme. « Thales, en tant qu'industriel, est en mesure de garantir le contrôle et la maîtrise technologique », insiste Patrice Caine, en réponse aux alertes lancées sur des IA échappant au contrôle humain. Le PDG prône toutefois, comme pour le nucléaire, la nécessité d'un cadre international.

Répondre aux besoins européens et de l'Otan

Contrairement aux C2 américains, qualifiés de « boîtes noires », HexaForce a une architecture ouverte, permettant de « télécharger » de nombreuses applications – par exemple, de combat naval ou terrestre –, développés par d'autres industriels. La solution est aussi interopérable avec des C2 nationaux et avec les six milieux militaires – air, terre, mer, espace, cyber et champ informationnel – qui sont unifiés au sein d'une même boucle, via un « langage commun ». Et, cela, à tous les niveaux de décision : du haut commandement jusqu'aux soldats sur la ligne de

front, en passant par les armements. C'est une première. Et un impératif : « avec le retour de la guerre de haute intensité, les C2 deviennent le cœur névralgique des armées modernes pour organiser les opérations qui se mènent en coalition », insiste Patrice Caine.

HexaForce a été conçu pour répondre prioritairement aux besoins de l'Otan et des pays européens. « La solution se conforme aux standards Otan et est "Itar free" : elle n'est pas soumise aux restrictions réglementaires américaines », souligne Christophe Salomon, directeur général adjoint « Systèmes d'information et de communication sécurisées » de Thales. « L'Otan a d'importants besoins. Palantir ne représente qu'une toute petite partie de la solution. Il y a plusieurs appels d'offres en cours de l'Otan pour s'équiper de ce type de solution, telle qu'HexaForce et d'autres proposées par des concurrents », précise Patrice Caine.

Le C2 augmenté à l'IA de Thales a été développé en dix-huit mois, en coopération

avec les armées, des partenaires industriels européens et avec l'appui du réseau international CortAix, l'accélérateur d'IA du groupe de défense. HexaForce a aussi bénéficié de briques technologiques déjà développées pour Artemis IA, la plateforme de fusion de données utilisée par la Direction du renseignement militaire (DRM) depuis 2023. La solution a été testée avec succès notamment lors de l'exercice CWIX de l'Otan en Pologne en juin dernier ou encore par la marine française cet été. La solution s'enrichit de jour en jour et ambitionne de découpler sa capacité de ciblage à 1000 objectifs.

Thales s'estime bien armé pour répondre aux besoins de pays européens en quête d'autonomie ou d'une double source. Cela, alors que les armées entament une transition vers des C2 de nouvelle génération. HexaForce est d'ailleurs une des composantes de l'initiative Arcadia, un projet de plateforme de commandement assistée par l'IA, lancé par la France, inquiète de voir les Européens durablement dépendants de Palantir. ■

Olivia Détrouat

Comme le Crédit mutuel et les Banques populaires, la première banque des agriculteurs met en place des prêts de court terme à taux réduits pour aider les fermes touchées par la sécheresse.

Quelques jours après l'annonce du plan d'aide de 1,3 milliard d'euros du gouvernement en soutien aux agriculteurs touchés par les coups de chaleur de l'été, l'urgence de mise dans les exploitations françaises. Si les températures sont redescendues, la sécheresse est toujours d'actualité dans de nombreuses régions où les récoltes sont toujours en cours (maïs, tournesol...). Surtout, les finances des fermes se sont fortement tendues, sous le double poids de la perte des rendements agricoles et de l'inflation des charges consécutive à la guerre en Iran (pétrole, énergie, engrais...).

Pour les aider à passer le cap, le Crédit agricole, qui finance huit agriculteurs sur dix en France, a mis en place ce jeudi un prêt à court terme à taux réduit. D'un montant maximum de 50 000 euros par ferme, ces prêts de trésorerie bénéficieront d'un taux de 2,5 % à 3,5 % selon la durée (de deux à quatre ans), « soit deux fois moins que les taux actuellement en vigueur sur ces prêts à court terme », détaille Claire-Lise Hurlot, rapporteur du comité agriculture et agroalimentaire de la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA). Pour les agriculteurs installés depuis moins de cinq ans, le taux sera bonifié de 0,5 point.

La banque des agriculteurs consacra une enveloppe de 1,5 milliard d'euros à ce dispositif, qui devrait permettre de soutenir jusqu'à 15 % des exploitations françaises. Au sortir de l'été, le gouvernement avait chiffré à 10 % la proportion de fermes françaises en état de grande fragilité financière, soit environ 35 000 exploitations. « L'année 2026 a été très particulière sur le plan climatique pour le monde agricole avec des pertes de rendement de 20 % à 80 % selon les productions, explique Éric Vial, le président de Crédit agricole. Nous



Si les températures sont redescendues, la sécheresse est toujours d'actualité (ici, un champ de maïs, à Artix, en Ariège, le 6 septembre).

PIERRE LARRIEU/HANS LUCAS VIA AFP

Le Crédit agricole débloque 1,5 milliard de prêts pour les agriculteurs

avons clairement perdu en souveraineté alimentaire et, face à ce trou d'air, il faut répondre vite. Le plan d'urgence du gouvernement est important mais il y avait un trou dans la raquette concernant le soutien à la trésorerie. » C'est un effort pour la banque, qui s'est vu opposer une fin de non-recevoir de l'exécutif sur la prise en charge publique d'une partie de ces prêts préférentiels.

« Niveau d'urgence hétérogène selon les territoires »

Pour s'assurer que ces prêts bonifiés aillent bien aux exploitations les plus à en difficulté, le groupe explique s'appuyer sur son réseau de caisses régionales. « La situation et le niveau d'urgence sont très hétérogènes selon les territoires. Nos conseillers sur le terrain s'assureront d'éviter les éventuels effets d'aubaine de la

part de fermes qui n'en auraient pas besoin, et de ne pas ajouter à l'endettement des autres », insiste Éric Vial. Depuis quelques mois, la banque permet aussi à plus de la moitié de ses clients agriculteurs de moduler ou de suspendre leurs échéances de paiement, le temps de passer le plus dur.

Alors que le bilan définitif de l'été meurtrier dans les champs n'est pas encore fait, le premier financeur privé du monde agricole n'est pas le seul à mettre la main à la poche. Mardi, le Crédit mutuel Alliance fédérale, deuxième acteur chez les agriculteurs avec 20 % du marché, a annoncé la mise en place d'un prêt « de soutien agricole » de court terme (maximum cinq ans) à un taux préférentiel de 2,5 %. Jeudi, le réseau des douze Banques populaires régionales (17 % du marché) lui a emboîté le pas avec des prêts de trésorerie plafonnés à 2,5 %,

pour les achats de fourrage, d'intrants (engrais, semis...) et de gazole non routier (GNR). « Il faut préparer la prochaine campagne agricole », souligne Anthony Clément, directeur du développement pour les professionnels et les entreprises chez Banque populaire. De fait, l'urgence reste bien de permettre aux plus fragilisés de passer l'hiver et de ne pas avoir à se résoudre à vendre des animaux ou à réduire les surfaces en culture.

Chez tous les acteurs, ces prêts sécheresse concernent les fermes disposant encore d'une capacité d'endettement. Pour celles dont l'endettement dépasse 50 %, les banques proposent aussi des prêts de restructuration de la dette, garantis par Bpifrance. Un dispositif qui existe depuis dix-huit mois. Si elles sont significatives, ces mesures publiques et privées - d'indemnisation et de financement - seront

toutefois insuffisantes pour répondre à tous les enjeux de la ferme France. D'abord car les pertes de l'année sont immenses : autour de 10 milliards d'euros, selon le principal syndicat de la FNSEA. Mais surtout car la multiplication de ces soutiens d'urgence s'avère difficilement tenable au moment où la fréquence des crises climatiques s'accélère.

Dans ce contexte, les réflexions autour du financement de la modernisation des fermes pour mieux protéger celles-ci contre les caprices du ciel se multiplient chez les acteurs bancaires. L'épineux sujet de l'assurance multirisque climatique chez les agriculteurs français se pose aussi. Malgré une réforme d'ampleur en 2023 visant à faciliter leur accès à l'assurance, seuls 20 % d'entre eux disposent d'un contrat de ce type pour leurs récoltes. ■

L'offensive de charme de Ramsay pour trouver des actionnaires

Marie Bartnik

Lâché par son propriétaire australien, le géant des cliniques va voir 52 % de son capital changer de main en fin d'année.

L'opération séduction a débuté jeudi matin dans une petite salle du Carré Édouard VII, un espace de réception niché derrière l'Olympia, dans le 9^e arrondissement de Paris. Réuni au grand complet, le top management de Ramsay Santé, le premier opérateur de l'hospitalisation privée en France, a tenté de séduire analystes et investisseurs. Tout au long de quatre heures de présentations et de questions-réponses, ils ont détaillé leur nouveau plan stratégique, les spécificités du groupe et leurs perspectives de croissance. Les dirigeants de Ramsay Santé n'ont pas ménagé leurs efforts pour convaincre les investisseurs de rester ou d'entrer à son capital.

Le groupe français joue son avenir, car son capital s'apprête à connaître un bouleversement inédit. Son principal actionnaire (52,8 %), le groupe australien Ramsay Health Care, a décidé de se désengager pour se recentrer sur son pays d'origine. Faute de trouver un acquéreur pour sa filiale française, cet autre spécialiste des cliniques privées avait annoncé en février son intention de céder ses 52 % de Ramsay Santé à ses propres actionnaires. S'il obtient leur aval le 25 novembre - hypothèse la plus probable -, la distribution d'actions aura lieu dès décembre.

Un plongeon dans l'inconnu pour Ramsay Santé, dont la part de capital flottant passera de 1 % à près de 54 %, du

jour au lendemain. « Nous allons passer d'un seul actionnaire à 52 % du capital, Ramsay Health Care, à des dizaines de milliers d'actionnaires, dont nombre sont australiens, résume Pascal Roché, le directeur général de Ramsay Santé. C'est un nouveau chapitre qui s'ouvre pour nous. Crédit agricole assurances, qui détient 39,82 % du capital, a par ailleurs réaffirmé son engagement en tant qu'actionnaire de long terme à nos côtés. »

Le chapitre qui s'ouvre n'en est pas moins risqué. Les investisseurs australiens conserveront-ils leurs titres, alors que Ramsay Santé opère de l'autre côté du globe ? Le cours du titre chutera-t-il brutalement du jour au lendemain ? Entre les mains de qui, in fine, tombera le leader français des cliniques privées ?

Afin d'éviter que certains actionnaires australiens ne cèdent mécaniquement leurs actions Ramsay Santé du fait de sa nationalité française (la thèse d'investissement de certains fonds exclut certaines zones géographiques), le groupe sera coté en France et en Australie, du moins dans un premier temps.

Pascal Roché se multiplie pour sécuriser le capital de Ramsay Santé. Il s'envolera samedi, en compagnie de son directeur financier Clément Lafaix, pour l'Australie. Objectif : convaincre les plus gros actionnaires de Ramsay Health Care de conserver leurs titres Ramsay Santé. « Nous allons rencontrer des dizaines d'actionnaires institution-

nels pour leur expliquer qui nous sommes et ce que l'on veut être », explique Pascal Roché. Il espère notamment convaincre la Fondation Paul Ramsay, qui détient 8,5 % du capital de Ramsay Santé à la fin de l'année, de conserver ses titres. « Il s'agit de la fondation à laquelle le fondateur de Ramsay Health Care a légué son patrimoine à sa mort. Cette fondation, nous la connaissons bien. Nous avons bon espoir qu'elle reste. »

« C'est un nouveau chapitre qui s'ouvre pour nous. Crédit agricole assurances, qui détient 39,82 % du capital, a réaffirmé son engagement en tant qu'actionnaire de long terme à nos côtés »

Pascal Roché

Directeur général de Ramsay Santé

En parallèle, les dirigeants de Ramsay Santé s'attellent à séduire les investisseurs européens. Ce qui n'est pas chose facile. Avant de distribuer ses actions Ramsay Santé à ses actionnaires, Ramsay Health Care avait tenté durant près de deux ans de trouver un acquéreur à sa participation. « Ils n'ont pas trouvé preneurs à cause de la régulation en France. Le tarif payé par l'État aux clini-

ques privés est trop bas, souligne un professionnel du secteur. Aucun investisseur ne s'engagera dans ces conditions. » Mercredi, Pascal Roché a une nouvelle fois tenté de sensibiliser Matignon à ce sujet, en amont du vote du projet de loi de finances de la Sécurité sociale pour 2027.

Le plan stratégique dévoilé jeudi promet aux futurs investisseurs de Ramsay Santé une croissance du chiffre d'affaires de 2 % à 3 % en 2027, et de 3 % en 2029. La marge opérationnelle devrait croître à cet horizon. Ramsay s'engage par ailleurs à se désendetter - il a récemment refinancé sa dette (1,75 milliard d'euros) jusqu'en 2033.

Pour tenir ces objectifs, Ramsay prévoit de continuer à diversifier ses activités. Par le passé, le groupe s'est désensibilisé des politiques tarifaires françaises en se développant dans les pays nordiques (la Suède, la Norvège et le Danemark représentent un tiers du chiffre d'affaires) et en dehors de l'hôpital (soins primaires, imagerie...).

Pour l'avenir, Ramsay Santé compte poursuivre sur cette lancée. « Nous allons accélérer ce que nous avons mis en place jusqu'à présent, explique Pascal Roché. Nous avons ouvert 25 nouveaux centres d'imagerie depuis deux ans, nous allons continuer afin de répondre au sous-équipement de la France en matière d'imagerie médicale. » La prévention est un autre relais de croissance. En Suède,

Ramsay Santé proposera aux entreprises des offres de prévention destinées aux salariés. Le groupe souhaite enfin muscler son offre dans la santé mentale. « Les besoins dans ce domaine explosent, relève Pascal Roché. Nous avons ouvert 11 hôpitaux de jour en santé mentale depuis deux ans. Nous allons accélérer. » La prévention, l'imagerie comme la santé mentale ont le mérite d'être pour l'instant plus rentables que les soins hospitaliers classiques.

Ces derniers mois, plusieurs mutuelles, dont le groupe Vv, auraient été contactées par le Crédit agricole assurances pour investir à ses côtés. Pour l'instant, sans succès. Interrogé à ce sujet, le Crédit agricole n'a pas répondu à nos questions.

Ramsay Santé pourrait cependant retrouver de l'attractivité auprès des investisseurs dans les prochains mois, si son cours de Bourse venait à baisser. « Ceux qui ne sont pas intéressés aujourd'hui le seront peut-être plus tard, dans d'autres conditions d'achat. Nous n'en sommes qu'au tout début de l'histoire », relève un concurrent. Une chose est sûre, selon lui : compte tenu du caractère systémique de Ramsay Santé en France, « il y aura quoi qu'il arrive une solution ». La présence d'un actionnaire de référence tel que Crédit agricole assurance devrait également dissuader les fonds voutour de fondre sur Ramsay. ■

Après dix ans de Macron, la French Tech réclame de la « stabilité » aux candidats

Rémi Bayol

Plusieurs prétendants à l'Élysée ont défilé mercredi aux rencontres organisées par France Digitale.

Le chrono est lancé. À peine quinze minutes pour convaincre qu'ils détiennent la solution à leur montagne de problèmes : levées de fonds casse-têtes, subventions en dents de scie, concurrents chinois... Les dirigeants de start-up naviguent en eaux troubles. Ce mercredi, une poignée de candidats à la présidentielle sont venus leur promettre de prendre soin d'eux. Sur la scène principale de la grand-messe annuelle du secteur, organisée par France Digitale, les candidats au scrutin de 2027 exposent leur programme. « 200 milliards » pour l'innovation, ose Gabriel Attal, candidat Renaissance à la présidentielle 2027. Un « fonds de fonds spécialement dédié à l'IA », lance Bruno Retailleau, des Républicains. Qui dit mieux ? Manuel Bompard (La France insoumise), David Lisnard (Nouvelle Énergie) et Jean-Philippe Tanguy (Rassemblement national) se prêtent au jeu des questions en rafale.

Dans l'obscurité du « cabaret » du Musée des Arts forains, à Paris, patrons et investisseurs jaugent les projets de ceux qui aspirent à remplacer Emmanuel Macron. Lui, le plus jeune président de la V^e République, qui avait promis en 2017 de transformer la France en une « nation où chacun peut se dire qu'il pourra créer une start-up ». L'initiateur du sommet Choose France, toujours prompt à défendre les entrepreneurs tricolores au Salon Vivattech et à l'international. D'après la Mission French Tech, l'écosystème tricolore (18 000 start-up actives et 450 000 emplois directs) est celui ayant levé le plus de fonds en Europe en 2025, juste après l'Angleterre.

« On a réussi à consolider une machine qui fonctionne, s'enthousiasme Maya Noël, la directrice générale de France Digitale, principal lobby du secteur à l'initiative de ce grand raout de 4 000 personnes. Mais l'accélération est assez fragile et il ne faut pas la casser ! » Ces derniers mois, de nombreux indicateurs sont repartis à la hausse, après plusieurs semestres moroses. La croissance du chiffre d'affaires de l'écosystème atteint 27 %, fruit d'un rebond du marché français, note France Digitale. Le retour d'une dynamique largement freinée par la pandémie de Covid-19, en 2021. À l'époque, le gouvernement avait dégainé un plan d'urgence de 4 milliards d'euros pour perfuser ce secteur qu'Emmanuel Macron s'est évertué à soutenir, depuis maintenant presque dix ans.

L'initiative Tibi pour mobiliser des milliards d'euros de fonds privés, le plan France 2030, le crédit d'impôt recherche, son équivalent pour l'innova-



Bruno Retailleau a annoncé un « fonds de fonds spécialement dédié à l'IA » lors des rencontres des start-up françaises organisées par France Digitale Day 2026, à Paris, le 16 septembre. DAVID AROUS

tion - supprimé depuis... Autant d'aides fiscales et de dispositifs d'aides déployés pour inciter les entrepreneurs à lancer leur projet. « Parfois, j'ai l'impression que les Français ne réalisent pas à quel point Emmanuel Macron est respecté à l'international pour ce qu'il fait, se désole Lucien Burm, le patron de la Dutch Startup Association, équivalent hollandais de France Digitale. Il a vraiment une attitude d'entrepreneur ! »

Que restera-t-il de la start-up nation quand celui qui se présentait comme « le VRP de Mistral », championne française de l'IA, quittera l'Élysée ? Dans le brouhaha du « théâtre des merveilles » au décor de cabaret du XIX^e, Sam Dahmani affiche son optimisme : « La French Tech n'est pas macroniste ! » Avec son coq rouge épinglé à la veste, ce Lillois vient représenter cette agence publique lancée en 2013 sous l'impulsion de François Hollande, pour fédérer le secteur. « Je suis assez serein sur le fait qu'on va continuer dans la même direction car aucun parti politique ne s'opposerait aujourd'hui à l'innovation. » De nombreux entrepre-

neurs en sont persuadés : les start-up ont gagné la bataille culturelle. « Tous les politiques ont aujourd'hui compris que la transformation numérique était un sujet transverse à toute l'économie », se félicite Maya Noël, qui se targue d'échanger avec tous les prétendants à l'Élysée. Pour cette association représentant les intérêts du secteur, le prochain quinquennat doit avoir deux priorités : l'allègement de la réglementation fiscale et l'accélération de la commande publique de solutions souveraines, via une forme de préférence européenne.

Des mesures portées par de nombreux candidats. La souveraineté numérique est au cœur des préoccupations depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, qui a fait de la domination technologique américaine un levier de négociation avec les Européens. L'héritier désigné de la Macronie, Gabriel Attal, souhaite notamment accélérer « la commande publique, pour faire émerger des champions français ». Car « SpaceX ne serait pas devenue SpaceX sans les contrats de la Nasa ».

« Les entrepreneurs du numérique ont surtout besoin de stabilité pour se projeter sur vingt ans », insiste Stéphanie Hospital, fondatrice et PDG de la plateforme de capital-risque One RagTime. Et cela, un bon nombre de candidats au centre du jeu, de (Bruno) Retailleau à (François) Hollande l'ont intégré. L'ancien président socialiste attend décembre pour se déclarer candidat, mais il a tenu à marteler son message devant les jeunes pousses françaises. En substance : il faut montrer les muscles face aux Chinois et aux Américains, car « aujourd'hui, nous sommes la proie alors que (le marché européen est) le plus grand marché au monde ».

En fin de journée, Jean-Christophe Bohin sirote une bière avec un confrère, un œil sur le bingo géant synonyme de clôture de la journée. La voix de cet investisseur et dirigeant de Matters, une entreprise de produits informatiques, se mêle à celle de Beyoncé, crachée par les enceintes attenantes : « Il y a beaucoup de promesses, mais tout cela manque d'une vision d'ensemble ». Lui sou-

haiterait le lancement d'un plan quinquennal pour la recherche et le développement, en lieu et place des changements de fléchage budgétaire « tous les deux ans ». À l'instar de ce qui est fait dans la Défense, « le seul endroit où ça marchotte ». Alors, sur qui miser ? L'entrepreneur ne s'avance pas mais assure que « deux partis font peur à l'entrepreneuriat ».

Un discours abondé par de nombreux travailleurs du secteur croisés sous les décors circassiens. Plusieurs craignant un virage économique à 180 degrés en cas d'accession au pouvoir de LFI ou du RN. « Je suis pour l'ouverture et pour l'Europe, appuie Stéphanie Hospital, de One Ragtime. Il nous faut un président pro-business et pro-Europe qui rassure l'international. »

« Tous les politiques ont aujourd'hui compris que la transformation numérique était un sujet transverse à toute l'économie »

Maya Noël

Directrice générale de France Digitale

« Pour les start-up à impact, c'est tout sauf l'extrême droite », affirme Alexis Normand. Le cofondateur et PDG de Greenly propose à des entreprises des solutions afin de mesurer leur empreinte carbone et la réduire. Un parti qu'il considère « très hostile à tous les sujets de planification écologique ». Le chef d'entreprise redoute un coup d'arrêt dans les affaires d'au moins six mois, le temps de la campagne présidentielle - « tout le monde va avoir peur du "worst case scenario" (pire scénario possible) ».

« Cela peut être inquiétant pour la perception de la France et le climat des affaires », appuie un employé d'une start-up spécialisée dans le déploiement d'agents IA. « Sur la macroéconomie, je crains que Marine Le Pen ne fasse pas grand-chose. Dans le contexte que l'on traverse, c'est préoccupant. »

Avec une dette publique représentant 117 % du produit intérieur brut (PIB) et des taux d'intérêt au plus haut depuis 2008, plusieurs dirigeants de jeunes pousses s'inquiètent pour la capacité du prochain gouvernement à investir dans leur filière. Les chantiers sont pourtant nombreux, en particulier sur le sujet des systèmes d'IA, que de nombreuses start-up cherchent à apprivoiser. « On a besoin de puissance de calcul française et européenne, plaide l'interlocuteur précèdent. Parce que l'on ne souhaite pas faire tourner nos logiciels sur des serveurs américains et que la facture environnementale serait meilleure. » ■

LA SÉANCE DU JEUDI 17 SEPTEMBRE

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	45,75	+0,31	46,16	45,59	0,291	-5,12	L'OREAL	380,1	-0,47	386,3	380,1	0,046	+3,68
AIR LIQUIDE	165,24	-0,71	166,96	164,9	0,103	+13,42	LEGRAND	136,3	+0,74	137,6	135,35	0,195	+7,11
AIRBUS	195,5	-0,4	199,24	195,5	0,123	-1,46	LVNH	412,3	+0,33	416	409,5	0,095	-36,08
ARCELOMITTAL SA	65,54	+1,33	65,94	64,36	0,191	+67,66	MICHELIN	33,54	+1,08	33,59	33,14	0,238	+18,47
AXA	45,06	+1,92	45,2	44,38	0,182	+10,01	ORANGE	15,96	+0,54	16,105	15,88	0,176	+12,39
BNP PARIBAS ACT.A	103,78	+1,43	103,78	101,74	0,203	+28,46	PERNOD RICARD	60,12	-0,69	61,26	60,12	0,257	-17,76
BOUYGUES	44,85	+0,67	45,06	44,47	0,16	+1,13	PUBLICIS GROUPE SA	97,52	+0,49	98,04	96,5	0,517	+10,04
BUREAU VERITAS	27,59	-1,08	28,22	27,59	0,209	+1,51	RENAULT	28,95	+2,41	29,41	28,57	0,522	-18,27
CAPGEMINI	107,1	+1,37	107,1	104,75	0,288	-24,71	SAFRAN	331,6	+1,62	333,7	328,3	0,13	+11,5
CARRFOUR	16,81	0	16,96	16,79	0,23	-18,13	SAINT GOBAIN	70,34	+0,98	70,78	69,54	0,172	-19,11
CREDIT AGRICOLE	18,605	+1,2	18,63	18,325	0,142	+6,01	SANOFI	75,26	+1,22	75,26	74,32	0,148	-9,02
DANONE	61,38	+0,76	61,64	60,84	0,175	-20,06	SCHNEIDER ELECTRIC	287,1	+2,76	289,45	281,2	0,147	+22,22
DASSAULT SYSTEMES	20,58	-1,53	20,71	20,16	0,13	-13,67	SOCIETE GENERALE	74,16	+0,67	74,63	73,23	0,194	+7,92
EIFFAGE	108	+0,28	108,75	106,95	0,275	-11,76	STELLANTIS NV	4,44	+2,43	4,496	4,37	0,108	-52,77
ENGIE	24,25	+0,75	24,325	23,85	0,19	+8,21	STMICROELECTRONICS	42,44	-0,39	43,205	41,925	0,195	-89,13
ESSILORLUXOTTICA	141,45	-2,52	145,3	140,7	0,194	-47,59	THALES	238,3	-1,08	244,6	238,3	0,145	+3,7
EUROFINS SCIENT.	76,88	+2,92	76,88	75	0,277	+23,21	TOTALENERGIES	79,63	-0,5	80,38	79,1	0,129	+43,25
EURONEXT	157,4	+0,13	158	156,4	0,178	+22,97	UNIBAIL-RODAMCO-WE	94,38	+0,21	94,9	93,74	0,28	+1,75
HERMES INTL	1375	-0,58	1401	1373,5	0,071	-35,2	VEOLIA ENVIRON.	32,11	+0,78	32,26	31,91	0,254	+8,04
KERING	239,6	+0,67	243,5	237,05	0,229	-20,4	VINCI	112,9	+0,8	113,3	111,55	0,148	-5,96

LES DEVICES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6139	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6068	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8583	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,071	HKD
JAPON	YEN	178,75	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9466	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1481	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,38	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	55,8841	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	59,76	EGP
CHINE	YUAN	7,7009	CNY
INDE	ROUPIE	110,1475	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	153,96	DZD

L'OR

	Cours	31/12
Lingot 1KG	119 800€	+1,54 %
Lingot 100g	12 680€	-0,24 %
Lingot 50g	6 410€	+0,31 %
Lingot ONCE (31,10g)	3 800€	+2,7 %
Lingot 10g	1 309€	-0,46 %
Lingot 5g	659€	-0,15 %
20FR NAPOLÉON	719,9€	+0,56 %
20FR SUISSE	692€	-2,96 %

CRYPTOMONNAIES

Bitcoin	76 660,99€	-13,16 %
Ethereum	2 468,2€	-17,34 %
BNB	727,28€	-15,58 %
Solana	101,23€	-19,2 %
XRP	1,306€	-30,07 %

LA VALEUR DU JOUR

Amundi entre au capital du gestionnaire alternatif ICG

Amundi a annoncé jeudi avoir acquis une participation de 9,9 % dans le gestionnaire d'actifs alternatifs londonien Intermediate Capital Group (ICG), pour un investissement d'environ 620 millions d'euros. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique et capitalistique de long terme dont le principe avait été annoncé par les deux groupes au mois de novembre 2025. Ce partenariat permet notamment à Amundi, premier gestionnaire d'actifs européen, de renforcer sa position sur les marchés du private equity (les actifs non cotés). « Les encours sous gestion, la collecte nette et les résultats financiers d'Amundi refléteront la contribution liée à cette participation dans ICG à compter du troisième trimestre 2026 », explique le groupe français. Amundi gère près de 2 600 milliards d'euros d'actifs, selon des données arrêtées au 30 juin 2026. De son côté, ICG est un gestionnaire d'actifs alternatifs disposant de

126 milliards de dollars d'encours au 30 juin 2026. Il est présent dans le monde à travers plus de vingt implantations. Outre le private equity, ICG est également présent dans la dette privée, le crédit et les actifs réels. Le partenariat entre les deux entreprises repose sur un accord de dix ans, au titre duquel Amundi agit comme distributeur exclusif d'une large gamme de produits d'ICG dans de nombreux pays. En contrepartie, ICG devient le fournisseur exclusif d'Amundi pour ces mêmes produits. Le partenariat prévoit également le développement conjoint de nouveaux produits ciblant spécifiquement les investisseurs particuliers fortunés. Benoît Durteste, directeur général et directeur des investissements d'ICG, précise que les équipes des deux groupes travaillent sur le développement de différents produits adaptés au marché de la gestion de fortune. Jeudi, le titre Amundi était en hausse de 1,8 %. ■

Avec le « Kids Act », Bruxelles encadre l'accès des jeunes Européens aux réseaux sociaux

Louis Dubar Bruxelles

La création de comptes personnels sera interdite avant l'âge de 13 ans et restreinte avant 15 ans. De nouvelles obligations seront également imposées aux plateformes. La mise en œuvre du texte s'annonce toutefois difficile.

« Trop, c'est trop ! » Lors de son discours sur l'État de l'Union, mercredi, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avait donné un visage aux ravages des réseaux sociaux, celui d'Oléa, une jeune Belge de 14 ans qui s'est suicidée après avoir été victime de cyberharcèlement. « Je suis persuadée que sans ces réseaux omniprésents, ma fille serait toujours là », témoignait sa mère, citée par la présidente, au moment d'annoncer le « Kids Act ». Ce texte doit protéger les mineurs sur les réseaux sociaux, mais aussi face aux jeux vidéo en ligne, aux chatbots et assistants fondés sur l'intelligence artificielle.

Signe de l'importance qu'elle accorde à ce dossier, Ursula von der Leyen est venue présenter le règlement devant la presse jeudi, aux côtés d'Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive chargée des dossiers numériques. « Aujourd'hui, nos enfants sont confrontés aux technologies les plus sophistiquées jamais créées. Et elles n'ont pas été conçues en pensant au bien-être et au développement des enfants », a précisé d'entrée Ursula von der Leyen.

Pour élaborer le « Kids Act », Bruxelles assure avoir passé au crible les législations adoptées à travers le monde et s'être appuyé sur les conclusions d'un groupe d'experts remises à la Commission en juillet. Parmi les modèles étudiés figure celui de l'Australie, où l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans s'applique depuis décembre 2025.

« Désormais, ce sera aux plus grandes plateformes de présenter, en amont, des plans détaillés pour assurer la sécurité des enfants, et non plus aux autorités de prouver, après coup, les préjudices causés »

Ursula von der Leyen Présidente de la Commission européenne

Un dispositif jugé trop radical pour la Commission, qui ne souhaite pas projeter les adolescents du jour au lendemain et sans transition dans un accès total aux réseaux sociaux. « On ne peut pas exclure toute une tranche de la population de la vie numérique », affirme un responsable européen.

Le « Kids Act » mise donc sur une utilisation progressive, ajustée en fonction de l'âge. « Chacun bénéficiera d'un niveau de protection adapté », résume la présidente. Avant 13 ans, aucun compte ne pourra être créé sur les réseaux sociaux et plateformes concernés par le règlement, qui ne sont pas nommés.

Les adolescents âgés de 13 et 14 ans pourront disposer de « mini-comptes », ouverts et supervisés par l'autorité parentale. Ces comptes seront privés de nombreuses fonctionnalités jugées addictives et soumis à une restriction de temps d'une heure par jour. À partir de 15 ans, les adolescents pourront ouvrir un compte de manière autonome, tout en bénéficiant de paramètres de protection renforcés jusqu'à leur majorité.

Cette progressivité doit permettre aux parents d'accompagner leurs enfants jusqu'à ce qu'ils soient suffisamment mûrs pour utiliser seuls les réseaux sociaux. « Nous voulons rendre aux parents leur rôle de parents et aux enfants leur enfance », résume Ursula von der Leyen.

Reste un autre défi, celui de la vérification de l'âge promise par le « Kids Act », s'assurer de l'âge réel sans porter atteinte à la vie privée. Ce processus doit être effectué par un organisme tiers ou via le portefeuille d'identité numérique européen. « Prouver son âge en ligne doit être simple et ne rien révéler d'autre à votre sujet. Absolument rien d'autre que votre âge », affirme Henna Virkkunen.

Avec le « Kids Act », la Commission entend placer les géants de la tech devant leurs responsabilités. « Les plateformes

nient les préjudices qu'elles ont causés », soutient Ursula von der Leyen lors de son discours sur l'état de l'Union. « Désormais, ce sera aux plus grandes plateformes de présenter, en amont, des plans détaillés pour assurer la sécurité des enfants, et non plus aux autorités de prouver, après coup, les préjudices causés. »

La Commission assure avoir tiré les leçons du règlement sur les services numériques (DSA) qui impose aux plateformes de garantir un niveau élevé de sécurité et de confidentialité pour leurs utilisateurs. Mais l'application de ces lignes directrices traîne. « Nous constatons que les plateformes les mettent en œuvre très, très lentement. Nous

les rendons désormais contraignantes », tranche Henna Virkkunen.

Le cahier des charges du « Kids Act » se veut ambitieux. Il vise d'abord des fonctionnalités additives comme la lecture automatique sans pause, les notifications ou encore les recommandations algorithmiques... Le « Kids Act » « donne le ton, en condamnant clairement les systèmes de recommandation basés sur l'attention (...) et pose les bases pour de meilleurs réseaux sociaux », juge David Cormand, eurodéputé des Verts.

Le texte renforce également la sécurité, en désactivant par défaut la géolocalisation, l'accès, mais aussi en interdisant les captures d'écran des contenus publiés par des mineurs. « Les interdictions sont

nommées et ne couvrent pas uniquement les réseaux sociaux, mais aussi les magasins d'applications, les jeux vidéo et les assistants IA », salue l'eurodéputée Renew Stéphanie Yon-Courtin.

Reste à savoir quand le texte pourra être adopté. Un responsable européen assure que le « Kids Act » sera traité « en urgence », avec l'objectif de boucler les négociations avec le Parlement et les États membres, dans un délai « de huit à douze mois. » Pour Bruxelles, tous les signaux convergent : 92 % des Européens considèrent le renforcement de la protection des enfants et des jeunes comme une priorité.

« L'examen doit être rapide. Nous avons un texte ambitieux et son appli-

cation devra être sans faille », prévient Stéphanie Yon-Courtin. Pour David Cormand, l'UE doit conserver cette ambition, sous peine de voir « Musk et Zuckerberg sabrer le champagne », avertit-il.

L'un des débats les plus difficiles portera sur l'âge retenu pour accéder aux réseaux de manière autonome. Une quinzaine d'États membres préparent déjà leur législation, avec des seuils différents allant de 13 à 16 ans, tandis que l'Estonie reste opposée à toute interdiction générale visant les mineurs. « Il faudra aller vite car chaque mois de retard, ce sont des enfants supplémentaires exposés à des contenus dangereux », insiste Stéphanie Yon-Courtin. ■



Le projet de loi vise notamment à encadrer la lecture automatique, les notifications et les recommandations algorithmiques. JACKF - STOCKADOB.COM

Le défi de la mise en application de la vérification d'âge

Ingrid Vergara

C'est une pièce essentielle du puzzle de l'« EU Kids Act », ce nouveau texte législatif présenté jeudi par la Commission européenne et destiné à mieux protéger les plus jeunes Européens en ligne. La vérification de l'âge devient essentielle puisque ces nouvelles règles « interdisent aux plateformes de réseaux sociaux de permettre l'accès aux enfants de moins de 13 ans et fixent à 15 ans l'âge minimum pour qu'un mineur puisse ouvrir son propre compte ». Entre 13 et 15 ans, les jeunes auront la possibilité d'avoir un « mini-compte », ouvert par leurs parents (ou un représentant légal) s'ils l'autorisent, qui leur permettra d'accéder à certains contenus et dotés de dispositifs de protection adaptés. Après 15 ans, ils pourront ouvrir seuls un compte, avec une protection là aussi adaptée jusqu'à leur majorité.

Cette approche « graduelle » dans l'accès aux plateformes suppose donc de vérifier l'âge d'un utilisateur. « L'époque où l'on pouvait s'inscrire en indiquant une fausse date de naissance sera terminée », promet-on à la Commission. Mais pas question pour autant d'obliger les utilisateurs à fournir une pièce d'identité aux plateformes, qui auront la charge de

cette vérification. « La vérification doit être facile et ne révéler rien d'autre que l'information liée à l'âge requis », insiste Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Commission.

Pour cela, les plateformes et les magasins d'applications auront le choix des solutions techniques permettant de vérifier l'âge des utilisateurs, mais toutes devront être indépendantes de ces plateformes, et certifiées pour répondre aux standards techniques de la preuve à divulgation nulle de connaissance (« zero-knowledge proof »). Ce protocole cryptographique permet à une personne de prouver à une autre personne (le vérificateur) qu'une information est vraie (« j'ai plus de 13 ans ou 15 ans »), sans révéler la date de naissance précise ni aucun autre détail. « Un organisme de vérification contrôle l'âge, puis l'utilisateur stocke un certificat dans une application ou un portefeuille numérique. Il peut alors prouver qu'il satisfait au seuil requis sans envoyer les pièces justificatives à la plateforme », explique Petra Norrbín, directrice France de Sumsb, un prestataire de vérification. Les parents pourraient, par exemple, demander à l'établissement scolaire de l'enfant (qui connaît son âge) de leur fournir un certificat (sous forme d'un jeton numérique ou d'un QR Code) qui attesterait que l'enfant a plus de 13 ans (ou plus de 15 ans), ce qui

apporterait la preuve nécessaire à la plateforme ou au service. « La logique est la même que celle de la pandémie de Covid, lorsque les citoyens prouvaient au moyen d'un QR Code qu'ils étaient vaccinés, souligne un haut responsable de l'Union européenne. Il sera de la responsabilité des États membres de mettre en place une infrastructure pour pouvoir recueillir cette preuve d'âge sécurisée. »

« Rendre la fraude plus difficile »

L'an dernier, la Commission a mis à disposition des acteurs un schéma directeur pour une solution de vérification de l'âge. Elle en a fait aussi une application gratuite prête à l'emploi, dont le code informatique est ouvert. Elle est donc personnalisable par les États membres et les acteurs privés. Le parcours se veut simple : après son téléchargement, l'utilisateur y intégrera un document d'identité. Lorsqu'une vérification d'âge sera nécessaire, l'application partagera cette preuve avec le service mais aucune autre donnée. « Il faut examiner ce que le prestataire de vérification collecte, ce qu'il conserve et pendant combien de temps. Les documents et les images utilisés pour la vérification doivent être supprimés dès qu'ils ne sont plus nécessaires, sous réserve d'obligations légales clairement identifiées », précise Petra Norrbín.

À terme, ces preuves pourront être intégrées dans le portefeuille d'identité numérique européen, qui devrait être mis à disposition des citoyens de l'UE à la fin de l'année. Lorsque l'« EU Kids Act » entrera en vigueur, les plateformes devront vérifier si les titulaires de comptes existants ont plus de 15 ans et désactiver les comptes de ceux qui n'y sont pas ou dont l'âge ne pourra être établi.

Reste le cas des « mini-comptes », qui pourront être créés pour les jeunes entre 13 et 15 ans, avec un consentement parental. Selon la Commission, une simple déclaration des responsables suffira, car l'objectif de l'« EU Kids » n'est pas d'être derrière chaque citoyen, mais d'« opérer un changement de société » quant à l'approche de la sécurité en ligne, insiste-t-on à Bruxelles.

Certains enfants chercheront inévitablement à contourner le système, peut-être parfois avec le concours d'un adulte. « L'objectif réaliste consiste à rendre la fraude plus difficile et à remédier aux vulnérabilités identifiées, tout en maintenant des voies de recours pour les personnes bloquées à tort, estime Petra Norrbín. La vérification de l'âge doit donc rester complémentaire à des comptes véritablement protecteurs, au contrôle parental et à la culture numérique. » ■



BEAUTÉ

PLUS FORT, PLUS NICHE, PLUS JEUNE...
LE PHÉNOMÈNE DES PARFUMS FRANÇAIS
DE MAISON CRIVELLI PAGE 34



NOTRE-DAME

LE PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT
DES SOUS-SOLS DU PARVIS DE LA
CATHÉDRALE EST ABANDONNÉ PAGE 35

Succession : quand le partage des bijoux fait des histoires

Dans les familles, répartir broches et diamants lors d'un héritage n'est pas toujours un long fleuve tranquille. Conseils et témoignages.

PAGE 32



MAISON CRIVELLI : STUDIO ALMA POUR GROUPEMENT BUREAU BAS SMETS : ISTOCK / GETTY IMAGE

« Perle noire » : comme un cheveu sur la soupe

Christian Merlin

Ovni esthétique, le spectacle jazz autour de Joséphine Baker aurait eu davantage sa place au Châtelet qu'au Palais Garnier.

C'est à une ouverture de saison singulière que nous convie l'Opéra national de Paris au Palais Garnier. Au point que l'on se demande si le moment et le lieu étaient bien choisis pour que *Perle noire*, spectacle conçu par la chanteuse Julia Bullock autour de la figure de Joséphine Baker, touche sa cible.

En quittant la salle, on pouvait facilement dire ce que n'est pas *Perle noire* : ce n'est ni un opéra, ni une comédie musicale, ni un biopic de Joséphine Baker, ni un pot-pourri de ses meilleures chansons, ni une revue de music-hall rythmée par les danses des Années folles. Ces *Méditations pour Joséphine* sont une proposition d'avant-garde, où une chanteuse de couleur entourée de six musiciens, avec un escalier, un tréteau et un projecteur pour accessoires, construit un parcours poétique. Que signifie être une femme noire érigée en fantasme par un monde d'hommes blancs ? Où finit l'icône sexuelle exotique, où commence la femme libre universelle ?

Austère et mélancolique

Le propos est exigeant, le spectacle aussi. Point de ceinture de bananes ou de swing joyeux, mais un seul-encène austère et mélancolique. Rien n'est fait pour arrondir les angles dans cette œuvre engagée, réunissant autour de Julia Bullock le compositeur Tyshawyn Sorey, la poétesse Claudia Rankine et le metteur en scène Peter

Sellars. La musique de Tyshawyn Sorey, figure majeure d'une veine qui ne connaît de frontière ni entre jazz et création contemporaine ni entre écriture et improvisation, déconstruit les références pour créer un univers dissonant. Les cinq fabuleux musiciens de l'International Contemporary Ensemble sont des protagonistes, et Sorey fascine en faisant de la batterie un orchestre complet.

Quant à la soprano Julia Bullock, non seulement sa voix prend aux tripes, dans son émission lyrique, dans un style blues ou en déclamation parlée, mais son expression corporelle et son regard sont habités. À ceci près qu'ils le sont dans un registre cantonné dans le tragique, la gravité, la colère, laissant peu de place à l'espoir. Soit une heure trois quarts bien sombre.

Le contexte était-il donc adéquat ? Cette *Perle noire* devait être créée au Châtelet en 2020, le Covid en a décidé autrement. Elle aurait été plus à sa place dans cette salle pluridisciplinaire. Elle l'a été à l'Opéra d'Amsterdam, lors de son Opera Forward Festival, consacré à l'exploration de formes alternatives. Présenté au Palais Garnier, dans la saison d'opéra, alors que la panthéonisation de Joséphine Baker est passée, cet objet esthétique atypique arrive comme un cheveu sur la soupe. ■

« *Perle noire : méditations pour Joséphine* », au Palais Garnier (Paris 9^e), jusqu'au 19 septembre.

CHAUMET

JOSÉPHINE



L'élégance affirmée.



L'élégance affirmée.

A close-up portrait of a woman with light blue eyes and fair skin, her hand raised near her face. She is wearing several rings: a large ring with a pear-shaped blue gemstone and diamonds on her ring finger, a ring with three pearls on her middle finger, and a diamond-encrusted ring on her index finger. She is also wearing a white shirt cuff and a dark jacket. The background is a solid dark blue.

CHAUMET

JOSÉPHINE



CSA-PRINT/STOCK/GETTY IMAGES, MONTAGE LE FIGARO

Héritage : la guerre des bijoux en famille aura-t-elle lieu ?

Le jour où le commissaire-priseur devait passer chez sa mère, décédée quelques semaines auparavant, afin d'évaluer ses biens, Bernard a reçu un message d'une de ses sœurs : « Ne sois pas surpris si tu vois que le coffre-fort de maman est vide, c'est moi qui ai tout récupéré, je t'expliquerai. »

Ce septuagénaire bordelais n'avait aucune idée de ce que contenait le coffre, se souvenant seulement que ses parents possédaient des louis d'or. Il présumait aussi que la bague de fiançailles de sa mère, qu'elle ne portait plus depuis un moment, s'y trouvait.

Le lendemain, sa sœur finissait par lui « expliquer » qu'elle avait voulu soustraire les bijoux à l'inventaire afin d'éviter les droits de succession. Quelques jours après, elle demandait à un second commissaire-priseur d'expertiser le contenu du coffre, pour assurer une « répartition équitable ».

Mais le ver était entré dans le fruit, ou plutôt la suspicion dans l'esprit des autres héritiers. Ces derniers ne pouvaient s'empêcher de se demander si leur sœur avait réellement fait lister et évaluer tous les colliers et bracelets. D'autant que la bague de fiançailles avait disparu...

« Toute ma vie, j'ai entendu ma mère et ma grand-mère dire que les bijoux reviennent aux filles. C'est une règle tacite encore valide autour de moi. Les réserver aux femmes n'empêche pas d'être juste et de ne léser personne »

Marie-Laure

Sans tomber dans le recel, le partage des bijoux lors d'une succession n'est jamais une mince affaire. Outre la charge affective et intime, leur valeur vénale suscite parfois envie et jalousie. Leur évaluation, complexe, varie sensiblement d'un expert à l'autre, en fonction de sa connaissance du marché et de la manière dont il prend en compte la dimension sentimentale, la valeur actuelle et celle historique.

Élodie Baërd

Il y a la loi, il y a les usages et les règles tacites de certaines familles, et il y a la réalité... Partager broches et diamants lors d'une succession n'est pas toujours un long fleuve tranquille.

Ajoutons que quelques grammes d'or et des diamants sont moins encombrants qu'une commode ou un tableau, donc plus désirables. Autant de raisons pour que chacun ait son mot à dire et que resurgissent de vieilles rancœurs.

Que dit la loi ? « La loi dit qu'il faut se mettre d'accord », résume un expert. Sauf disposition testamentaire (legs particuliers), les bijoux tombent dans l'indivision successorale. Ce qui signifie qu'aucun héritier ne peut se servir ou les emporter unilatéralement avant le règlement de la succession.

Ils sont répartis en lots équitables, selon une valeur fixée par un commissaire-priseur ou par l'assurance. Si un héritier reçoit une pièce de valeur disproportionnée, il verse une soulte (compensation financière) aux autres pour rétablir l'égalité.

Au-delà du cadre juridique, des usages et des traditions persistent dans certaines familles. Ils diffèrent et évoluent suivant le milieu social, mais aussi les époques et même les régions. « Dans mon village familial, en Corse, où la culture matriarcale reste forte, les femmes ont souvent une idée précise de ce que deviendront leurs bijoux après elles », dit Léa. Cette trentenaire, aujourd'hui parisienne, se rappelle sa grand-mère qui, sentant sa fin approcher, avait donné à l'une de ses deux petites-filles sa bague de fiançailles parce qu'elle trouvait qu'elle était « la plus jolie ». L'autre a apprécié !

« Toute ma vie, j'ai entendu ma mère et ma grand-mère dire que les bijoux reviennent aux filles, confie de son côté Marie-Laure, qui a grandi dans une famille d'aristocrates. C'est une règle tacite encore valide autour de moi. Ma belle-sœur, par exemple, m'a raconté récemment qu'elle s'appliquait toujours dans sa famille, et dans la plus grande équité. Réserver les bijoux aux femmes n'empêche pas d'être juste et de ne léser personne. »

Mais, comme cette sexagénaire le fait remarquer : « À condition que le principe fasse l'unanimité entre les héritiers. Chez nous, au moment de la succession de ma mère, malgré notre culture familiale, mon frère a fait valoir qu'il voulait des bijoux, pour sa femme. Je n'ai pas eu les arguments ni le cœur pour m'y opposer. En revanche, je me suis battue pour sa bague de fiançailles : j'y tenais vraiment et maman m'avait dit qu'elle souhaitait qu'elle me revienne. »

Pourtant, une promesse orale n'a aucune valeur légale. Le seul principe qui s'applique est celui de l'égalité. Aucun héritier ne peut brandir un « testament verbal ». En droit français, les volontés relatives à la transmission de biens après la mort doivent impérativement faire l'objet d'un écrit validé par un notaire.

Toutefois, si les cohéritiers admettent unanimement que c'était le souhait du défunt, ils peuvent choisir de le respecter, mais l'objet rentre tout de même dans le partage. « Bien que ma grand-mère défendit mordicus, encore il y a quarante ans, que les bijoux devaient rester hors part », se remémore Claire.

« En cas de consensus impossible, j'ai déjà vu un notaire proposer de mettre bagues et colliers aux enchères et enjoindre aux héritiers d'y participer afin que le plus offrant l'emporte »

Un expert en succession

Autre usage, le droit d'ainesse. Bien qu'il ait été aboli légalement à la Révolution, il peut être utilisé par certains dans des familles où l'ainé garde une place particulière. C'est arrivé récemment chez Pauline, numéro quatre d'une fratrie de cinq enfants ayant perdu leur mère il y a quelques mois.

« Ma sœur aînée, d'autorité, s'est appropriée sa bague de fiançailles, à cause de sa place dans la fratrie, et sous prétexte qu'elle avait les mêmes goûts que notre mère... », raconte-t-elle, toujours estoquée.

Dans une même famille, chacun est motivé par des raisons différentes. Il y a les sentimentaux, les écorchés, les tyranniques, les paranos, les timides, les sans-le-sou... « Cet été, pendant les vacances, ma mère nous a réunis pour que nous, ses quatre enfants, nous partagions les bijoux qu'elle venait d'hériter de notre grand-mère paternelle, sa belle-mère », raconte Marie, 30 ans.

« Elle nous a installés autour de la table de la salle à manger, a sorti une quinzaine de pièces et est partie se baigner ! Ça a duré deux heures... Après moult discussions – et échanges de SMS sous la table

entre les uns et les autres –, ma sœur aînée a choisi ceux les plus chargés affectivement qu'elle ne portera jamais mais qu'elle est contente d'avoir en souvenir. »

Son frère a pris la chevalière, les alliances et les modèles désuets en or pour les faire fondre et offrir une nouvelle création à sa femme. Son autre sœur, qui « n'a pas peur du bling », a jeté son dévolu sur la broche sertie d'un gros diamant de 2 carats afin d'en faire une bague... « Au final, chacun est reparti, content, avec quelque chose qui lui correspondait bien. »

En réalité, dans la plupart des cas, il faut plus de deux heures aux héritiers pour tomber d'accord. « Le notaire est le « médecin juridique » de la famille, explique un expert en succession. Il doit aider les héritiers qui se disputent à trouver un compromis. »

Si les échanges s'enlisent, le notaire peut proposer d'établir des lots équitables, avant de procéder à un tirage au sort. Une solution qui n'évite malheureusement pas l'amertume. Capucine, 45 ans, se souvient ainsi d'avoir entendu sa mère répéter en boucle que sa sœur aînée, « comme par hasard », avait décroché « le plus gros lot », à savoir la bague en diamants qui intéressait les six filles de cette famille.

Les discussions ont tendance à s'achopper sur la valeur perçue et la valeur estimée des bijoux, petits ou gros. Un héritier peut demander une contre-expertise, mais cette solution soulève une nouvelle question : qui la paie ? « En cas de consensus impossible, j'ai déjà vu un notaire proposer de mettre bagues et colliers aux enchères et enjoindre aux héritiers d'y participer afin que le plus offrant l'emporte », raconte notre expert.

En pratique, les bijoux sont parmi les biens les plus fréquemment partagés « sous le manteau », sans les déclarer au notaire. La tentation est forte, mais présente des risques. Notamment si parures ou diamants faisaient l'objet d'un contrat d'assurance, car le fisc croise ces informations lors du contrôle de la déclaration de succession.

Et puis le bijou devient un « actif fantôme », impossible à assurer et complexe à revendre officiellement sans traçabilité. Finalement, la meilleure façon d'éviter les histoires et les redressements fiscaux reste de s'occuper de ces partages de son vivant. Encore faut-il que ça se fasse avec transparence et équité. ■

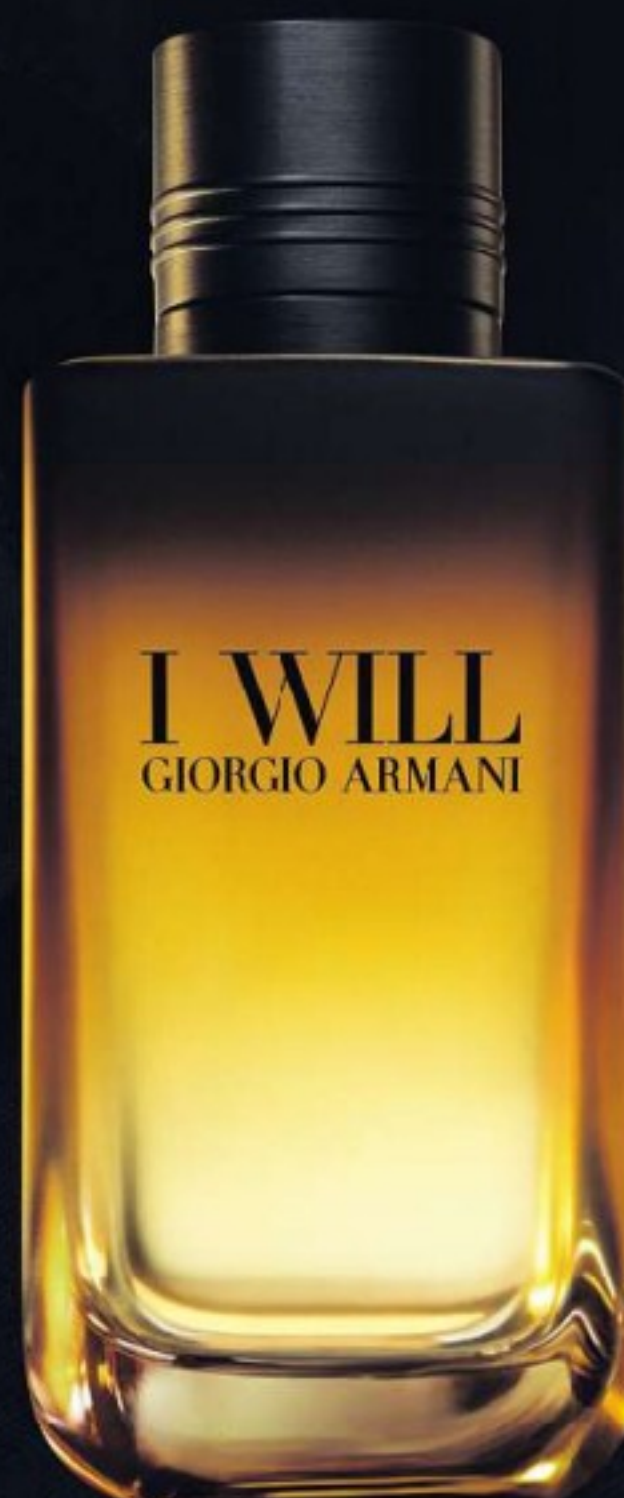
armanibeauty.fr

I WILL

GIORGIO ARMANI

JONATHAN BAILEY

LA NOUVELLE EAU DE PARFUM RECHARGEABLE



Les parfums Crivelli sortent de leur niche

Maxime Joly

Découverte via TikTok et prisée par les stars du foot, la jeune marque française, qui inaugure sa première boutique à Paris, séduit le grand public avec ses sillages puissants et singuliers.

« Dans les vestiaires de Manchester City, on ne sent que ça », assure un agent de footballeurs. Ça, c'est Hibiscus Mahajad et son sillage de grenade fraîche, de rose, de vanille et d'épices chaudes, lancé en 2021 par la jeune marque française Maison Crivelli.

C'est ce même accord néo-gourmand qui « embaume » les boîtes de nuit parisiennes ces deux dernières années. « Tous les week-ends, je sens ce parfum dans les clubs du 8^e (arrondissement de Paris), comme L'Arc et le Defflower, confirme Matteo, 23 ans, étudiant. C'est ça ou Baccarat Rouge (le best-seller de Maison Francis Kurkdjian, NDLR). »

Ce succès, Hibiscus Mahajad ne le doit pas à une égérie ou à des spots publicitaires matraqués à la mi-temps des matchs de Ligue des champions. Mais à sa formule, créée par Quentin Bisch, le parfumeur français le plus demandé du moment, derrière d'autres succès majeurs pour Jean Paul Gaultier ou Rabanne.

Marc, alias « Le Carnet » sur TikTok, créateur de contenu sur la parfumerie de niche, n'a pas échappé à la hype : « Je l'avais découvert via les réseaux sociaux à sa sortie. C'était la première fois que je sentais un parfum floral aussi original et avec de telles performances. » Par performances comprenez, une pro-



La marque de parfums Crivelli vient d'ouvrir sa première boutique, rue Saint-Honoré, à Paris (1^{er}).

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO/CRIVELLI

jection hors norme (la distance à laquelle se diffuse un parfum) et une très longue tenue. « J'avais aussi acheté chez Crivelli, Oud Maracuja, un boisé avec une note atypique et addictive de fruit de la passion, commercialisé deux ans plus tard, poursuit Marc. Ces parfums peuvent durer 24 heures sur la peau. Même après une douche, tu les sens encore ! »

Cette rémanence, c'est l'une des clés du succès de la marque. Elle répond à une demande mondiale des clients de la parfumerie, en particulier de la jeune génération... Et des hommes, qui ont cer-

tes longtemps porté des colognes inoffensives, mais réclament aujourd'hui des sillages puissants et texturés. D'autant plus que les parfums coûtent tous de plus en plus cher.

À 200 euros les 50 ml d'extrait de parfum, les clients de Crivelli sont en droit d'exiger qu'il tienne et qu'il se fasse remarquer. Carine, 50 ans, a découvert la marque à travers Safran Secret qu'elle a reçu à son anniversaire il y a un peu plus d'un an. « Je n'avais jamais entendu parler de Crivelli et, en général, je déteste les parfums qu'on m'offre. Celui-ci, je l'ai



DIMITRI SAINT-AMBOISE

Nos parfums ne sont pas faits pour tout le monde. Chez nous, il y a une spontanéité, une authenticité et une liberté que l'on ne retrouve pas ailleurs

Thibaud Crivelli
Fondateur de Maison Crivelli

adopté le soir même. Et quasiment tous les jours, on me demande son nom. Au début, les gens me faisaient répéter, maintenant, souvent ils ont entendu parler de la marque. »

Victor, 34 ans, ne quitte plus Oud Stallion, sans doute le moins clivant des jus boisés-cuirés du label. « On ne m'avait jamais fait autant de compliments sur mon sillage, confie-t-il. Il est chaud, singulier et me donne de la prestance. » Dans son milieu, la finance, ses collègues n'osent pas encore prendre trop de risques avec leur parfum. Lui, assume vouloir sortir du lot.

Il n'est pas le seul. Samedi dernier, les adeptes de la marque sont venus découvrir sa première boutique, à Paris, au 314, rue Saint-Honoré, à deux pas de l'église Saint-Roch. La majorité sont des hommes entre 20 et 25 ans, aux looks assez étudiés, qui connaissent déjà visiblement les best-sellers maison. « On est venus pour sentir le nouveau ! », explique l'un d'eux en sniffant une mouillette de Tobacco Carnaval.

Aux Galeries Lafayette Haussmann, où l'espace parfum de niche s'est considérablement étendu depuis juin, Crivelli surperforme. « La notoriété et la désirabilité de la marque sont très fortes », valide Pascale Leboutet-Reberlat, directrice des achats beauté. Notamment auprès de la Gen Z qui a délaissé les

sneakers pour les parfums de niche. » Le grand magasin croit beaucoup en la marque et vend ses parfums dans dix-sept de ses antennes en province.

Quand, en 2016, Thibaud Crivelli quitte son poste dans la beauté chez LVMH, il a 32 ans et l'envie de monter sa marque de sent-bon de niche. Ses premières créations, des eaux de parfum lancées deux ans plus tard, ne font pas spécialement de vagues. Mais en 2021, avec ses premiers extraits dont la concentration est plus élevée, il fait mouche.

Hibiscus Mahajad lui donne une autre dimension : en un mois, les ventes de la marque sont multipliées par dix. Aujourd'hui encore, il représente à lui seul 40 % du chiffre d'affaires de Maison Crivelli, qui s'enorgueillit d'une croissance de 120 % en 2025, rattrapant peu à peu les ténors du secteur, Maison Francis Kurkdjian, Byredo, Creed, Diptyque...

Le phénomène a depuis longtemps traversé nos frontières. Pour preuve, la marque fait 90 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, en Europe, au Royaume-Uni (elle se hisse régulièrement dans le top 3 chez Harrods, considéré comme la Mecque du parfum), en Afrique et au Moyen-Orient.

À l'international, elle profite de l'émergence du « global shopper », ce client curieux, qui voyage, s'ouvre à de nouvelles influences, à Dubaï, Johannesburg, Lagos et ailleurs. Notre agent de footballeurs approuve : « Les ouds de Crivelli, on les sent dans tous les aéroports ! »

Évidemment, en sortant de la confidentialité, Maison Crivelli a fini par s'attirer les foudres des puristes. Sur les réseaux sociaux et les forums spécialisés, les critiques fusent : « trop envahissant », « criard », « trop sucré », « synthétique »...

Marc, « Le Carnet », s'est lui-même lassé d'Hibiscus. « Sa sortie en 2021 correspond au début de l'engouement pour les parfums de niche, de la jeunesse qui construisait sa culture olfactive.

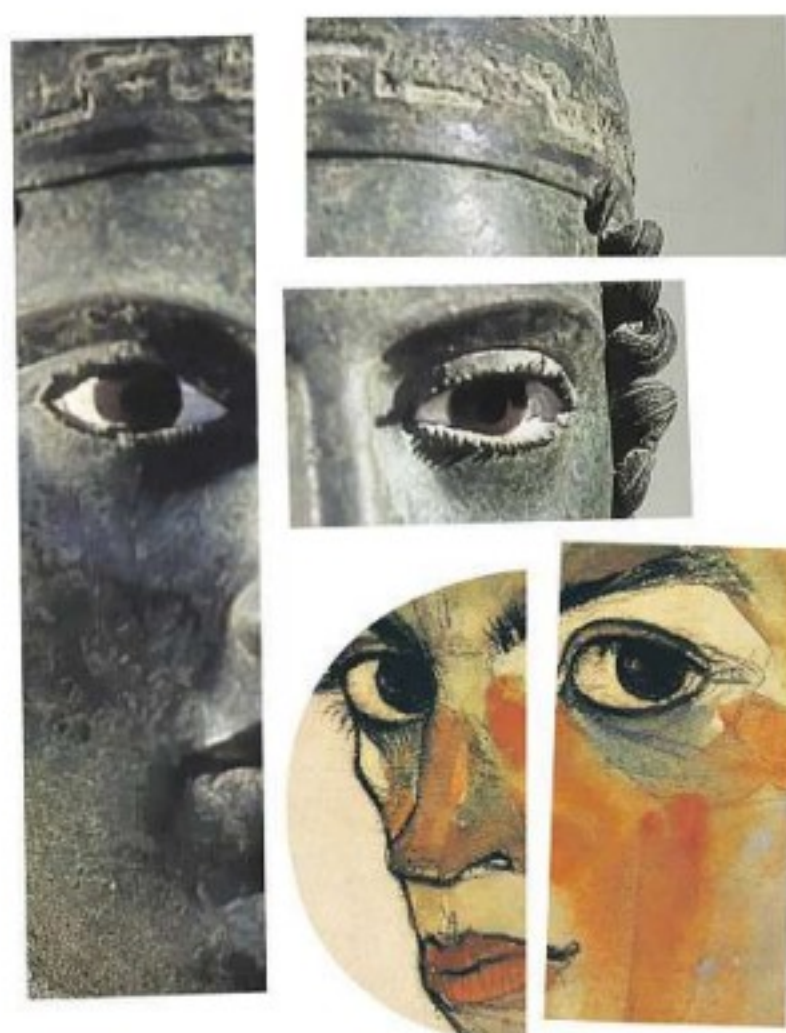
Or, à mesure qu'on développe ses goûts et qu'on étoffe sa collection de parfums, on recherche moins la performance. »

En réponse aux critiques, Thibaud Crivelli répond : « Nos parfums ne sont pas faits pour tout le monde. Chez nous, il y a une spontanéité, une authenticité et une liberté que l'on ne retrouve pas ailleurs. »

S'il a peut-être perdu une part de ses clients de la première heure, il a gagné une notoriété immense au point que Neymar, l'ancienne star brésilienne du PSG, porte Oud Maracuja, l'escrimeur Enzo Lefort, Papyrus Moléculaire, quand Adèle Exarchopoulos, Beyoncé et sa fille Blue Ivy, lui préfèrent le fameux Hibiscus. ■

DU 19 AU 23 SEPTEMBRE 2026

GRAND PALAIS



FINE ARTS
PARIS

100 GALERIES D'ART INTERNATIONALES
20 SPÉCIALITÉS

Partenaire officiel 2026



Organisé par



En partenariat avec



Tobacco Carnaval
(215 € les 50 ml),
le dernier extrait
de parfum
de Maison Crivelli.



MAISON CRIVELLI

Notre-Dame de Paris : le projet d'aménagement souterrain du parvis abandonné

Claire Bommelaer

La mairie a annoncé jeudi qu'une grande partie du projet de l'architecte Bas Smets était annulée. L'utilisation des sous-sols et de l'ancien parking a été refusée par la préfecture à cause du risque d'inondation.

La rumeur circulait depuis juin, et a été confirmée par la mairie de Paris jeudi 17 septembre : le réaménagement des sous-sols du parvis de Notre-Dame, où devaient se trouver une grande circulation, des toilettes, un café et des vestiaires, le tout ouvert sur la Seine, est abandonné. « Nous le regrettons, mais la préfecture a pointé les risques d'inondation qui pèseraient sur ces espaces d'accueil », a annoncé Thomas Chevandier, adjoint au maire en charge des espaces publics, des aménagements et des chantiers. Ce dernier n'explique pas comment des consultations n'ont pu être faites en amont, ce qui aurait pu éviter ces déboires.

L'ancien préfet d'Île de France, Marc Guillaume, avait déjà fait part de ses préventions à Anne Hidalgo, lorsqu'il avait découvert le grand projet imaginé par l'architecte Bas Smets. Sur les vues d'architectes publiées en 2024, on voyait une vaste entrée menant sous le parvis actuel, ainsi qu'un café dont les fenêtres creusées à même le quai auraient donné sur la Seine. La sortie se serait faite à quelques mètres du porche de la Cathédrale. Le tout était bien accueilli par le diocèse de Paris, car il aurait apporté du confort aux 15 millions de visiteurs et pèlerins annuels. « Nous aurions pu demander à l'architecte de revoir sa copie, mais sans le café apportant la lumière de l'extérieur, le projet en sous-sol n'avait plus de sens », poursuit l'adjoint.

Disons que son abandon par Emmanuel Grégoire rend le chantier du parvis nettement plus facile à faire avancer, et logi-

quement moins coûteux. Au lendemain de l'incendie de la cathédrale, le 15 avril 2019, Anne Hidalgo avait annoncé que la ville consacrerait 50 millions d'euros à sa restauration. Face aux pluies de dons, l'ancienne maire avait spécifié que l'argent serait finalement consacré au parvis. Impossible de savoir aujourd'hui ce que sa reconfiguration signifie en termes d'économies, la mairie expliquant qu'elle est encore en train de faire tourner ses calculs.

Impossible également de savoir ce que deviendra l'ancien parking souterrain situé sous le parvis, soit 3000 mètres carrés

sur deux niveaux. Si l'on suit les recommandations de la préfecture, il ne pourra pas non plus recevoir de public. Les sous-sols restent donc encore à réinventer.

Le grand changement, prévu en 2030, se fera quant à lui en surface et devrait modifier l'allure du quartier. Jeudi, l'architecte belge Bas Smets et la Ville ont confirmé la végétalisation des abords de Notre-Dame de Paris, avec 180 nouveaux arbres plantés sur 1800 mètres carrés. « L'alliance entre le patrimoine et l'écologie est la clé de l'avenir », a martelé l'architecte. Le projet englobe une surface de 4,7 hectares, avec le petit et le

grand parvis, les deux squares derrière la cathédrale, les quais de Seine, haut et bas, ainsi que les rues adjacentes (du Cloître Notre-Dame, de la Cité, de l'Archevêché). Le sol du parvis, aujourd'hui en béton, sera paré de damiers en pierre de Bourgogne discrets, rappelant ceux noirs et blancs de la cathédrale. Un système de fine lame d'eau de 5 millimètres de haut ruissellera ponctuellement pour rafraîchir le parvis lors des grandes chaleurs.

Le projet institue une sorte de grand square continu entre le chevet et la pointe de l'île de la Cité (le parking entre les squares d'Île de France et Jean XXIII

étant supprimé). Il englobe le Mémorial des martyrs de la Déportation, datant de 1962, et dont le sort est au cœur d'une polémique. La Ville prévoyait au départ de réunir les deux squares, pour en faire une vaste esplanade ouverte, où les touristes auraient pu pique-niquer. Face au

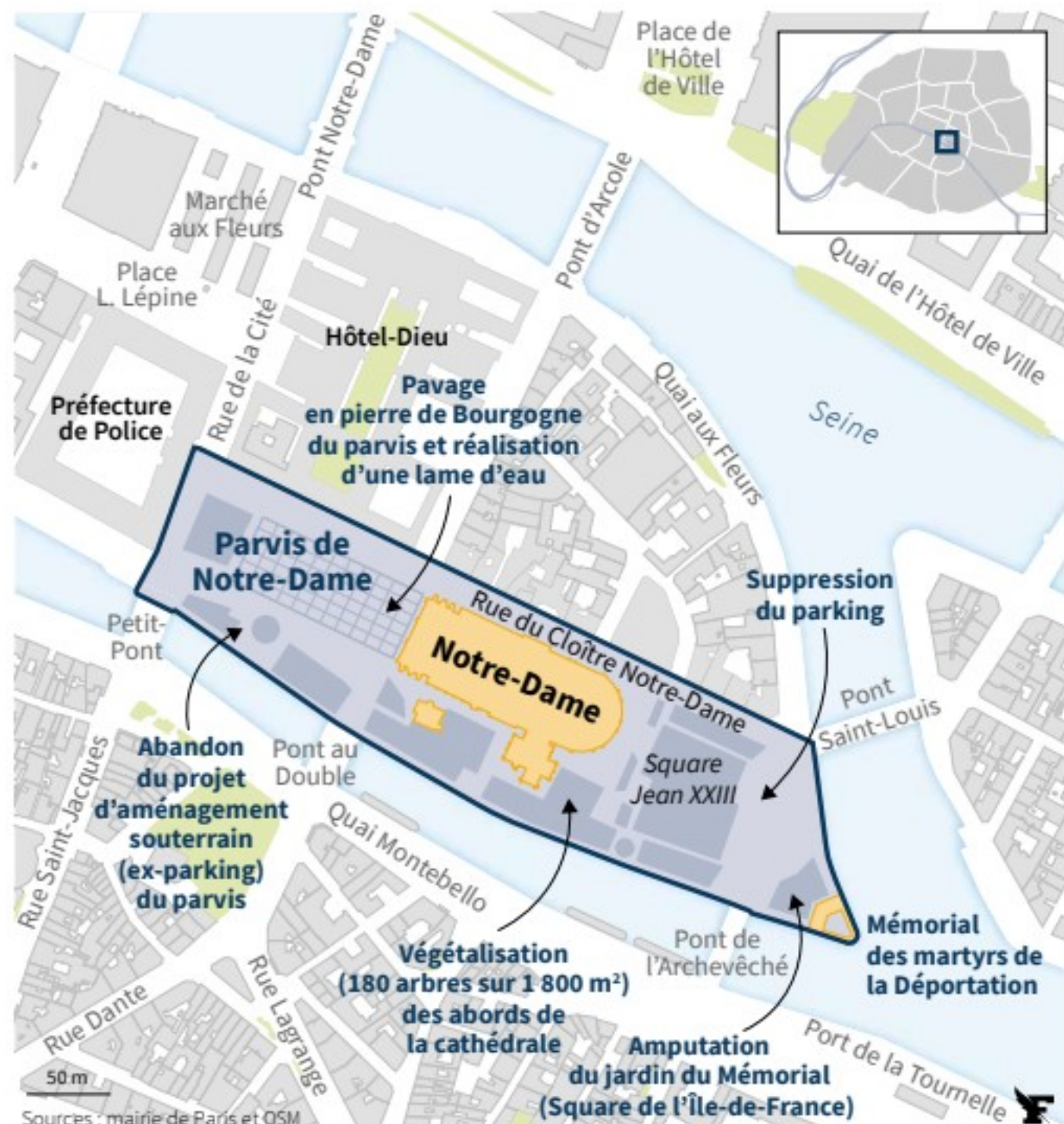
« Nous aurions pu demander à l'architecte de revoir sa copie, mais sans le café apportant la lumière de l'extérieur, le projet en sous-sol n'avait plus de sens »

Thomas Chevandier Adjoint au maire de Paris en charge des espaces publics, des aménagements et des chantiers

tollé, l'idée a été remise et Bas Smets propose désormais de séparer la pelouse publique du Mémorial des martyrs. Mais la clôture initiale du monument va être déplacée, et dotée de deux nouvelles guérites. Quant à son jardin, conçu et voulu comme un espace de silence entre la ville et la crypte, il sera largement amputé. Jeudi, la mairie insistait sur le fait qu'elle travaillait en lien avec le ministère de la Défense, gestionnaire du mémorial, et que le souhait de Georges-Henri Pingusson, à qui on doit cet édifice, serait respecté. Selon un habitant de Paris, Baptiste Gianceselli, qui s'est érigé en défenseur du Mémorial et a lancé une pétition contre toutes formes de modifications, les associations de déportés devraient être - enfin - reçues par la Ville dans les jours qui viennent. ■



Le projet prévoit des changements en surface et institue une sorte de grand square continu entre le chevet et la pointe de l'île de la Cité, englobant le Mémorial des martyrs de la Déportation. STUDIO ALMA POUR GROUPEMENT BUREAU BAS SMETS



Un passe pour doper la fréquentation du patrimoine

Françoise Dargent

Ce coupe-file, de 78 à 175 euros par an, permettra de visiter 500 monuments et sites, privés et publics. Une alliance inédite pas si évidente.

Un peu plus de 500 monuments en un clic, une application qui se veut simple et réactive et un abonnement à la carte : le passe patrimoine présenté hier à l'Institut de France par la Fondation du patrimoine s'annonce plein de promesses. Lancé à la veille des Journées du patrimoine, ce passe, disponible sur le site de la fondation, est une version modeste du National Trust anglais, dans lequel un abonnement annuel (de 78 euros pour une personne à 175 euros pour un groupe de deux adultes et jusqu'à 5 enfants) permet d'accéder à des monuments, châteaux, musées, parcs et jardins.

L'originalité du concept tient au mélange de lieux proposés, publics et privés. La Demeure historique, partenaire de l'opération, a ainsi rallié 83 châteaux à la cause, tandis que le Centre des monuments nationaux en propose 20. « Versailles, Chambord et Fontainebleau ont joué le jeu », soulignait jeudi Guillaume Poitrinal, président de la Fondation du patrimoine, laissant entendre que leur ralliement n'a pas été si évident.

Il a d'ailleurs fallu négocier des quotas journaliers d'accès pour les détenteurs du passe concernant Versailles ou Chambord, qui ne souffrent assurément pas d'un manque de fréquentation. C'était une condition pour assurer leur présence au sein de la liste. Elle est essentielle pour le succès de l'opération.

« Le passe Patrimoine a ce petit truc en plus qui rassemble des monuments sur l'ensemble du patrimoine et pas seulement à Paris »

Delphine Christophe Directrice générale des Patrimoines et de l'Architecture au ministère

tion, ces locomotives entraînant à leur suite des lieux méconnus comme le château de Villandraut en Gironde, celui de Javarzay dans les Deux-Sèvres, la maison d'Ernest Renan à Tréguier dans les Côtes-d'Armor ou l'abbaye Sainte-Marie de Valmagne dans l'Hérault. « Le passe Patrimoine a ce petit

truc en plus qui rassemble des monuments sur l'ensemble du patrimoine et pas seulement à Paris », a vanté Delphine Christophe, directrice générale des Patrimoines et de l'Architecture au

ministère. Elle espère « un effet d'entraînement ». Alors que l'entretien des monuments et des bâtiments historiques coûte de plus en plus cher et que les subventions publiques fondent



Le Domaine national de Chambord figure parmi les sites accessibles grâce au passe lancé aujourd'hui par la Fondation du patrimoine.

comme neige au soleil, les défenseurs du patrimoine espèrent ouvrir une nouvelle voie : financer prioritairement l'entretien et assurer la sauvegarde des sites grâce à « un grand mouvement d'engouement populaire ». La Fondation s'engage à reverser une moyenne de 80 % du billet d'entrée au monument visité par un adhérent. Le reste étant consacré à un fonds de restauration pour le patrimoine.

Une centaine de nouveaux sites devraient être inscrits « dans les semaines qui viennent », la Fondation du patrimoine visant pour l'heure l'objectif d'un millier de partenaires. Quant au nombre d'adhérents espéré, et le point d'équilibre à atteindre pour que chacun y retrouve ses billes, ils n'ont pas été divulgués. Tous rappelaient que le programme de « Membership » du National Trust anglais, qui peut se targuer de 5 millions d'adhérents, a été créé il y a 56 ans. Le chemin sera long. Stéphane Bern, chargé de porter la bonne parole du passe à travers des clips publicitaires annonce de sa manière enjouée : « Offrez-vous une année portes ouvertes. » Il faut rester prudent. ■

Les souvenirs de chanteurs : un marché en plein devenir

Olivier Nuc
et Béatrice de Rochebouët

Vêtements, disques ou objets signés des Rolling Stones, Gainsbourg, Johnny, Claude François, Tina Turner ou Édith Piaf... L'étude Millon signe sa première dispersion, à Drouot ce samedi, avec 395 lots.

Il y avait foule à l'ouverture des portes de l'Hôtel Drouot, dès jeudi 11 heures, pour voir, en salle 5, les 395 lots de la vente « Chanson française et internationale » qui seront dispersés ce samedi 19 septembre, sous le marteau d'Alexandre Millon. Une foule bigarrée, plutôt très jeune, ne voulant pas échanger avec les autres fans, de peur de se voir ravir leurs coups de cœur ou de faire monter les prix des souvenirs de leurs idoles. Certains achèteront, d'autres n'auront pris que des photos souvenirs. Ce public de privés ou de musées, où l'on compte parfois des émissaires de stars voulant rester incognito, a ovationné cette première pour le commissaire-priseur, sous la direction de Fabien Lecœuvre. Très présent à la télé et à la radio, cet historien de la chanson met son expertise au service des ventes depuis quatorze ans, à raison de deux à quatre par an, dans toute la France.

Ce marché des *memorabilia* n'est pas nouveau, mais il ne fait que croître avec la manne intarissable de vendeurs, allant des néophytes aux spécialistes comme les producteurs de maisons de disques et tous ceux qui naviguent dans le sillage des chanteurs ou stars de la musique. Devenu médiatique, il se répand depuis une quinzaine d'années chez nous, après avoir démarré aux États-Unis. On se souvient de la célèbre batterie Ludwig de Ringo Starr, figure emblématique des Beatles, vendue 6 500 dollars en 1984, puis 44 000 dollars dix ans plus tard, avant d'atteindre plus de 2 millions de dollars, en 2015, chez Julien's Auctions, à Los Angeles. L'an passé, la fameuse Black Strat de David Gilmour, ancien guitariste de Pink Floyd, a atteint le chiffre vertigineux de 14,55 millions de dollars chez Christie's.

Fabien Lecœuvre, alors agent de Michel Polnareff qui se rendait une fois par mois dans sa propriété de Palm Springs, écumait déjà à l'époque les ventes de la côte Ouest. Il y voyait passer des ceintures d'Elvis, des blousons Michael Jackson, et des guitares ayant appartenu à Kurt Cobain ou à Eric Clapton. Ce qui lui donna l'idée d'importer le concept en France. S'ensuivit une première vente chez Coutau-Begarie, en 2012, et bien d'autres, comme celle de la succession de Juliette Gréco, sur trois jours, chez Crait+Müller (1,2 million d'euros pour 759 lots).

« La formule a pris. Un public très particulier, pas forcément habitué des enchères, s'est créé avec ceux qui m'ont suivi. Au lieu de mettre des tableaux sur les murs, ces nouveaux amateurs préfèrent avoir dans leurs intérieurs des blousons en cuir dans lesquels Johnny a transpiré, un billet de 500 francs dédié par Gainsbourg ou des lettres intimes de Jimi Hendrix. Ils veulent un morceau d'ADN de leurs icônes qu'ils ont suivi souvent très jeunes dans les concerts et dont ils savent tout de leur histoire. Ils vont au bout de leur rêve pour acquérir ces reliques presque religieusement. Il faut voir le parterre, si ému, parfois en pleurs, à mes ventes. Le spectacle est dans la salle, comme avec cet anonyme qui faisait ses prières pour emporter à 27 000 euros un costume de Claude

« Il faut voir le parterre, si ému, parfois en pleurs, à mes ventes. Le spectacle est dans la salle, comme avec cet anonyme qui faisait ses prières pour emporter à 27 000 euros un costume de Claude François, acquis grâce à l'héritage de ses parents ! »

Fabien Lecœuvre
Historien de la chanson

François, acquis grâce à l'héritage de ses parents !, raconte Fabien Lecœuvre. Le domaine est devenu un marché de niche. Jusque-là, les ventes Jackson, Bardot, Barclay, Le Luron n'avaient pas été considérées comme de l'art. Cela l'est devenu avec des résultats chiffrés conséquents. Je n'aime pas le mot record car dans mes ventes, tous peuvent repartir avec quelque chose, à des prix allant de 150 à plus de 4 000 euros », ajoute-t-il.

Le clou de la vente du 19 septembre est la robe portée par Édith Piaf sur scène en 1956 et 1957 (estimation : de 12 000 à 14 000 euros). « Elle provient du fils de Louis Barrier, qui fut son agent de 1945 à 1963. C'est une robe signée Jacques Heim, grand couturier des années 1940, 1950, 1960. C'est lui qui avait popularisé le bikini en 1946. » On n'échappe pas au kitsch avec une veste en laine portée par Mike Brant, bien conservée (de 5 000 à 6 000 euros). « Elle était restée chez une fille, récupérée par un collaborateur puis stockée dans un garage. Beaucoup d'ex-compagnes de Mike Brant ont du matériel, ajoute Lecœuvre. Il y a aussi des pièces qui touchent l'international, comme un blouson des Rolling Stones signé par Mick Jagger, Keith Richards, Ron Wood, Bill Wyman et Charlie Watts », explique-t-il.

Lecœuvre confie que la provenance des objets mis en vente est à 95 % liée à des successions. La plupart sont anonymes, mais on

connaît l'identité de certains légataires. « Roger Kreicher, disparu en 2022, directeur des programmes de RTL pendant une vingtaine d'années, possédait beaucoup de pièces. Ses deux filles m'avaient appelé pour organiser une vente dans laquelle on trouvait tout le contenu de son bureau, notamment des lettres de Maurice Chevalier ou de Jean Cocteau. Mais il y a aussi des musiciens, des directeurs artistiques, des attachés de presse, des imprésarios, des habilleuses. »

La gamme des objets va du plus prestigieux - ici, des manuscrits de Serge Gainsbourg - au plus anecdotique. « J'ai déjà vu partir des objets aussi insolites que la mallette de Tino Rossi ou le sex-toy de Mistinguett, fabriqué d'après le sexe de Maurice Chevalier, son ancien amant », précise Lecœuvre. Il y en a pour tout le monde dans ce marché des *memorabilia* de la chanson française et internationale promis à un bel avenir. ■



Une robe de scène mythique, signée Jacques Heim et portée par Édith Piaf en 1956 et 1957, estimée entre 12 000 et 14 000 euros. MILLON



Huit tirages des Rolling Stones réalisés par Pierre Terrasson en 1987, estimés entre 200 et 240 euros. Millon

Monet, le maître des impressionnistes, aux enchères à Paris

Béatrice de Rochebouët

Sotheby's met en vente « Iris » qui, par sa taille, sa provenance, la collection Schlumberger, et son modernisme, risque de battre son record français.

Sur le marché, Claude Monet est-il toujours la superstar de l'impressionnisme ? Sans aucun doute, tant il est symbole de l'un des mouvements artistiques les plus populaires. Immédiatement reconnaissable. Universellement reconnu par ses séries mythiques, allant des meules aux nymphéas, en passant par les iris. Sotheby's parie sur un nouveau record français avec une peinture de la fleur emblématique de son jardin de Giverny, l'une de ses préférées, ornant les estampes japonaises d'Hokusai, que le peintre collectionnait. Elle provient de la collection Schlumberger que la maison de ventes de Patrick Drahi vient de décrocher. L'affaire vient de se conclure à l'issue d'une âpre bataille avec Christie's, fière d'avoir annoncé, quant à elle, dès juillet, celle en provenance Durand-Ruel, le grand marchand du XIX^e siècle, sans qui l'impressionnisme n'aurait pas connu un tel succès.

Connue jusqu'à présent uniquement par une photographie en noir et blanc, la toile des *Iris*, que gardait secrètement Jeanne Schlumberger dans son hôtel de la rue de Las Cases à Paris, a été dévoilée jeudi matin, au siège parisien de Sotheby's, Faubourg-Saint-Honoré. Cette « belle endormie » sera vendue le 22 octobre au soir, pendant la semaine d'Art Basel Paris, avant de s'envoler pour Hongkong puis New York, là où se trouvent les grands amateurs de Monet. Elle risque d'enflammer la salle, avec une estimation entre 22 et 30 millions d'euros, « soit la plus haute estimation jamais attribuée à une œuvre présentée aux enchères en France », comme l'annonce Sotheby's. Et elle pourrait largement détrôner une autre toile de Monet, *Vétheuil, effet du matin* (1901), vendue par cette même maison en avril dernier pour plus de 10 millions d'euros.

Rien de commun entre les deux toiles ! Cette dernière, de 1901, représentant la Seine de manière figurative, date des débuts du roi de l'impressionnisme. L'autre, beaucoup plus abstraite, a été réalisée vers la fin de sa vie (1924-1925). « Beaucoup plus spectaculaire par sa taille, 160 x 180 cm, elle est la seule œuvre de cette dimension monumentale datant de la dernière décennie de Monet à demeurer encore en mains privées. Son seul véritable équivalent est aujourd'hui au Musée Marmottan Monet à Paris », s'enthousiasme Thomas Bompard, codirecteur du Département Moderne & Contemporain de Sotheby's France.

« Elle appartient à un groupe exceptionnellement rare de vingt tableaux de la série des *Iris* réalisée par Monet entre 1914 et 1925. Elle est l'une des réalisations les plus ambitieuses de sa carrière. Dans un état de conservation parfait, sans vernis et sur sa toile d'origine, elle a ces superlatifs magiques qui font tourner la tête des acheteurs », ajoute ce dernier. « Ce qu'aiment les amateurs d'aujourd'hui, c'est le Monet avec du caractère, plus lyrique, dramatique, gestuel, annonçant le XX^e siècle et pouvant ainsi se marier avec des Basquiat, Pollock ou d'autres », poursuit-il.

À lui seul, cet *Iris* représente la moitié du prix attendu pour la collection

Schlumberger estimée à pas moins de 40 millions d'euros. Outre ce Monet et un autre, *Saule pleureur* (9 à 12 millions d'euros), elle comprend aussi des Gustave Moreau, Paul Cézanne, Gustave Courbet ou encore Camille Claudel, tous exceptionnels. Les deux Monet ont été transmis directement par Claude Monet à son fils Michel Monet. Ils furent ensuite acquis par la galeriste visionnaire Katia Granoff (1895-1989), qui les céda à Jeanne Schlumberger, l'épouse de Marcel. L'ingénieur français fut cofondateur de la multinationale de services pétroliers Schlumberger. Avec son frère aîné, Conrad, physicien de formation, il révolutionna la prospection pétrolière au début du XX^e siècle. Le nom Schlumberger, par son histoire et son goût, est un pedigree en plus pour vendre au mieux cette collection longtemps gardée à l'abri des regards.

« Ce qu'aiment les amateurs d'aujourd'hui, c'est le Monet avec du caractère, plus lyrique, dramatique, gestuel, annonçant le XX^e siècle et pouvant ainsi se marier avec des Basquiat, Pollock ou d'autres »

Thomas Bompard

Codirecteur du Département Moderne & Contemporain de Sotheby's France

« L'histoire de la collection Schlumberger est celle d'un œil capable de voir ce que les autres ne voyaient pas. Jeanne et Katia comprirent très tôt que les œuvres tardives de Monet ne constituaient pas les derniers chapitres de l'impressionnisme mais bien les premières pages du modernisme et de l'abstraction, analyse Thomas Bompard. Toutes deux reconnurent la radicalité et le génie de la fin de Monet, mort en 1926, à une époque où beaucoup les négligeaient. L'une les collectionnait, l'autre les défendait, toutes avec instinct, alors que le reste du monde semblait avoir déjà arrêté son jugement, criant au scandale quand les immenses *Nymphéas* furent montrés pour la première fois, à l'inauguration du Musée de l'Orangerie, en 1927. »

L'apparition des *Iris* sur le marché tombe à pic en cette année qui marque le centenaire de la mort de Monet, ouvrant une série d'hommages à travers le monde. La vente Sotheby's s'intitule « Le Temps retrouvé », en référence au septième et dernier tome d'À la recherche du temps perdu de Marcel Proust, qui parle explicitement de Monet et réfléchit à l'évolution du goût et à la postérité des peintres. Ce Monet tardif devrait permettre de revoir notre vision du peintre que l'on aimait jusque-là pour ces toiles des débuts de la série des *Meules*, qui détient le record de 110,7 millions de dollars (Sotheby's, 2019), ou des *Nymphéas*, qui a atteint le prix fou de 84,6 millions de dollars, avec le pedigree Rockefeller (Christie's, 2018). ■



Iris (1924-1925), de Claude Monet, est estimé entre 22 et 30 millions d'euros avant sa vente aux enchères chez Sotheby's, le 22 octobre.

DAMIEN PERRONNET, BLOK DESIGN GROUP & ART DIGITAL STUDIO, SOTHEBY'S

LOUIS VUITTON

« MobLand » : le crime leur va si bien

Céline Fontana

Helen Mirren, Pierce Brosnan et Tom Hardy règnent sur la pègre londonienne dans cette série féroce et drôle dont la saison 2 débute sur Paramount+.

Décidément, les « *turkish delight* » ne sont pas sa tasse de thé ! « *Quand je pense à tous ces loukoums que je me suis forcé à avaler depuis trente ans* », s'insurgeait Conrad Harrigan, à la tête d'une des principales organisations criminelles londoniennes, écrasant du pied la gorge ensanglantée d'un ancien partenaire d'affaires turc en très mauvaise posture en saison 1... « *Ton fils te fait passer pour un clown triste et obsolète* », lui jette à la figure son successeur, dans le cadre d'une transaction sur fond de course de lévriers. Le sang de Conrad ne fera qu'un tour, ouvrant cette saison 2 de MobLand de façon – forcément – rock'n'roll et explosive ! « *Nous sommes les Harrigan ! Vous ne nous connaissez pas ? Googlez-nous et décidez de ce que vous avez vu aujourd'hui...* », lance-t-il à la cantonade avec une férocité jubilatoire avant de quitter les lieux avec sa dulcinée, la machia-

vélique Maeve. « *Nous étions en mode "fucking Bonnie and Clyde"* », raconte-t-elle à sa famille avec fierté. « *Maeve est mon oxygène, mon étoile du Nord, mon tout, ma raison d'être* », s'enflamme Pierce Brosnan, rencontré à Londres lors de la présentation de la série. La grande dame du théâtre qu'est Helen Mirren complète, n'hésitant pas à comparer son personnage à Lady Macbeth : « *Elles ont en commun l'ambition, la foi en leur partenaire, la conviction qu'il est la personne qui doit diriger, le guerrier qui doit mener bataille, et le fait d'être prêtes à absolument tout pour que cela se produise. On pourrait la qualifier de réaliste, mais également de psychopathe, elle se situe quelque part entre les deux !* »

« Gothique et macabre »

La violence, marque de fabrique de Guy Ritchie (*Sherlock Holmes, The Gentlemen*), est ainsi toujours présente, jouissive, à la manière d'un Tarantino. « *C'est fait avec tellement d'entrain, tellement d'humour,*



Maeve et Conrad Harrigan (Helen Mirren et Pierce Brosnan, au premier plan), forment un couple fusionnel « en mode Bonnie et Clyde ».

c'est tellement excessif que cela sort de l'ordinaire, s'amuse encore la comédienne. Je compare cela au théâtre jacobéen joué en Angleterre durant le règne de Jacques I^{er} (1603-1625, NDLR). Une écriture très violente, très très perverse. Un goût pour le macabre. Le public de l'époque adorait. Cela procure le même genre de sensation. C'est gothique, au croisement du film d'horreur ! » Les dialogues, très bien écrits, très crus, bardés d'argot et de jurons, avec un humour noir qui désamorce cette violence tout comme il peut la renforcer, sont au diapason. Le couple,

fusionnel mais dont les membres sont sans pitié l'un envers l'autre – Maeve ferait volontiers occire le vieux chien de son cher et tendre –, ne boude pas son plaisir et continue à faire front, même si les affaires vont mal. D'autant que, esprit de la tragédie familiale shakespearienne oblige, l'ennemi vient de l'intérieur. Un défi supplémentaire pour Harry Da Souza (Tom Hardy, *Venom*). L'homme de main et « *fixeur* » des Harrigan doit gérer les rapports entre le fils aîné, Kevin (Paddy Considine, *House of the Dragon*) – qui, peinant à exister, multiplie les mauvais choix – et ses géniteurs.

Harry n'a donc logiquement que peu de temps pour la thérapie de couple à laquelle aspire sa femme, Jan (Joanne Froggatt, *Downton Abbey*) : hilarante

superposition des images des époux racontant de façon neutre les derniers soubresauts de leur vie conjugale et celles, en décalage total, de la violence se déchaînant dans leur quotidien. « *Jan comprend maintenant clairement qu'Harry ne peut quitter cette vie car il ne sait pas qui il est sans elle. Il ne peut pas ou ne veut pas faire ce choix... Elle va demander le divorce même si c'est à regret* », analyse son interprète. Derrière, la nouvelle génération trépigne, ambitieuse et avide de prendre la relève. Ça tombe bien, une saison 3 a déjà été confirmée ! ■

« Mobland »
10 x 52 minutes sur Paramount+
Notre avis : ●●●○

Quand Tom Hanks raconte la Seconde Guerre mondiale

Blaise de Chaballier

La star participe à une série documentaire au long cours très réussie. L'épisode diffusé ce vendredi raconte les aspects maritimes du conflit.

La star américaine est particulièrement légitime pour participer à la série documentaire au long cours *La Seconde Guerre mondiale avec Tom Hanks*, dont les 20 épisodes sont disponibles sur la plateforme RMC+. Inoubliable dans *Il faut sauver le soldat Ryan*, chef-d'œuvre de Steven Spielberg (1998), le comédien est également remarquable dans *USS Greyhound : la bataille de l'Atlantique*, réalisé en 2020 par Aaron Schneider. Dans ce long-métrage, il incarne un officier de l'US Navy commandant un destroyer chargé d'escorter un convoi allié dans l'Atlantique Nord, en février 1942. Une histoire qui correspond bien au volet de la série diffusé ce vendredi sur RMC Découverte, intitulé *La Guerre sur les mers*.

Comme à chaque début d'épisode l'acteur prend la parole, face caméra. Son ton est posé et son visage, sérieux et détendu, est soigneusement maquillé. À tel point que Tom Hanks est loin de faire ses 70 ans. Mais l'important est ailleurs, dans les mots qu'il prononce : « *Le premier ministre Winston Churchill et le président Franklin D. Roosevelt ont tous les deux servi dans la marine. Ils savent que celui qui réussira à contrôler les mers gagnera la guerre. Au début du conflit, l'Allemagne domine l'Atlantique et menace la Grande-Bretagne, tandis que le Japon tente de bâtir un empire à travers la partie asiatique du Pacifique. L'attaque de Pearl Harbour et la déclaration de guerre de l'Allemagne entraînent directement les États-Unis dans le conflit. Une lutte mon-*

diale qui s'étendra sur d'innombrables mers et océans. »

Place ensuite aux interventions de plusieurs universitaires qui soulignent les énormes problèmes de ravitaillements que connaît la Grande-Bretagne. « *Les Allemands parviennent à couler 3 millions de tonnes de marchandises britanniques entre l'été et la fin de l'année 1940. C'est intenable. Si Churchill ne parvient pas à maintenir l'approvisionnement du Royaume-Uni, le pays se retrouvera face à une menace existentielle* », explique l'historien Dan Snow. Pour l'amiral allemand Karl Döntiz, fort de ses terribles sous-marins U-Boote, l'équation est simple, souligne le spécialiste Phillips O'Brien : « *Selon lui, tout est une question de mathématiques. Si vous coulez davantage de navires mar-*

chands qu'il ne s'en construit, vous affamez les Britanniques et vous les privez des matériaux et des denrées nécessaires pour poursuivre la guerre. »

Contrôle de l'Atlantique

La situation est si critique que Churchill écrit en décembre une lettre à Roosevelt pour lui demander des avions, des navires et de l'argent. Un appel à l'aide auquel le président répond favorablement en s'adressant aux élus américains. « *Je demande au Congrès des fonds suffisants pour la fabrication de munitions et de fournitures de guerre supplémentaires de toutes sortes pour les fournir à ces nations qui sont maintenant en guerre avec les pays agresseurs.* » La loi Lend-Lease est votée dans la foulée le 11 mars 1941. Pour assurer la sécurité des

convois à destination de la Grande-Bretagne, l'US Navy prend le contrôle de plus de la moitié de l'Atlantique.

Le 9 août 1941, Roosevelt et Churchill se rencontrent au large de Terre-Neuve. L'occasion de sceller leur entente, alors même que le grand frère d'outre-Atlantique n'est toujours pas officiellement en guerre. Il y entrera le 7 décembre 1941, après l'attaque japonaise à Pearl Harbour. Le conflit est désormais mondial. Les Américains sont engagés dans l'Atlantique et le Pacifique. ■

« La Seconde Guerre mondiale avec Tom Hanks. La guerre sur les mers »
À 21h10, sur RMC Découverte
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7339
HORIZONTALEMENT

1. Balance entre deux sentiments. – 2. Prennent mal un bien. – 3. Chargé d'affaires. Échec cuisant. – 4. Donne une couleur douce et pâle. – 5. Blanc dans le noir. – 6. Non exprimé. Un peu pecnot mais pas sur les bords. – 7. Péninsule croate en face de Venise. – 8. Poisson très « grillé ». En réseau de A à E. – 9. Souligne la proximité. Mamelons d'erg. – 10. Stupéfie le monde arabe. Pourvu de richesses naturelles à exploiter. – 11. Équipée pour se défendre en pleine nature. – 12. Aménagées en loges.

VERTICALEMENT

1. Un dur à cuire bien moulu venu d'outre-Rhin. – 2. Membre du grand Orient. Support de conférence. – 3. Accaparé par Poutine. Il se reproduit en face. – 4. Rondelle de citron. N'épargne personne. A un style très dépouillé. – 5. La star des desserts autrichiens. – 6. Cellule grise. Complètement rétabli. – 7. A toute la nuit pour réfléchir, en un sens. Elle travaille pour obtenir des résultats brillants. – 8. Présent à la fête. Commune comme Laval et Noyon.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

MOTS MÉLANGÉS

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ABÏMER	FOUDROYER	LAITIÈRE	POURRI	TEIGNEUSE
APERÇU	FOYER	LOMBRIC	RECRÉER	TERRE
BUÉE	FRAÎCHEUR	LYCÉE	RÉÉLIRE	TRAPPEUR
COLOMBIER	GRENADIER	MÉDUSE	RÉFÉRÉ	TRUFFIÈRE
CRAMPE	IMPAIR	PANTHÉON	RÊVER	VOILE
DÉBLAYER	JEUDI	PLÉONASME	SALMIS	

R T P N I P R E R M T E R R E

U P R L O R R E V E R D E S R

E C B U E E Y R I E E I A U E

H I R M F O H G I B D L E L C

C R I E R F N T L A M P I R R

I B R D P E I A N I P O A R E

A M U U A Y E S A V M L A E

R O C S L E R O R M P T I O R

F L E E R G J T F E E C Y L C

SOLUTION DU N° 556

4	2	6	9	3	5	8	1	7
9	8	1	7	6	4	2	3	5
7	5	3	2	8	1	4	9	6
2	6	4	8	7	9	3	5	1
5	9	8	1	4	3	7	6	2
1	3	7	5	2	6	9	4	8
8	1	5	3	9	2	6	7	4
3	4	2	6	5	7	1	8	9
6	7	9	4	1	8	5	2	3

SOLUTION DU N° 557

9	4	5	2	7	3	1	8	6
6	2	7	9	1	8	3	4	5
3	1	8	6	4	5	7	9	2
8	6	1	7	2	9	4	5	3
5	9	3	1	8	4	2	6	7
2	7	4	3	5	6	8	1	9
4	8	2	5	6	7	9	3	1
7	5	9	8	3	1	6	2	4
1	3	6	4	9	2	5	7	8

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
COPINE - AVOINE - AILIER.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7338
HORIZONTALEMENT 1. Préposés. – 2. Rocoquant. – 3. Échu. Uro. – 4. Skeleton. – 5. St. Stèle. – 6. ENE. Âne. – 7. PGCD. Tub. – 8. Écuré. Ra. – 9. Oh. Arc. – 10. Parigots. – 11. Lion. Ces. – 12. Éristale.

VERTICALEMENT 1. Presse people. – 2. Rocking-chair. – 3. Éche. Écu. Roi. – 4. Pouls. Drains. – 5. Ou. ETA. Erg. – 6. Sautent. Coca. – 7. Enrôleur. Tel. – 8. Stone. Balisse.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

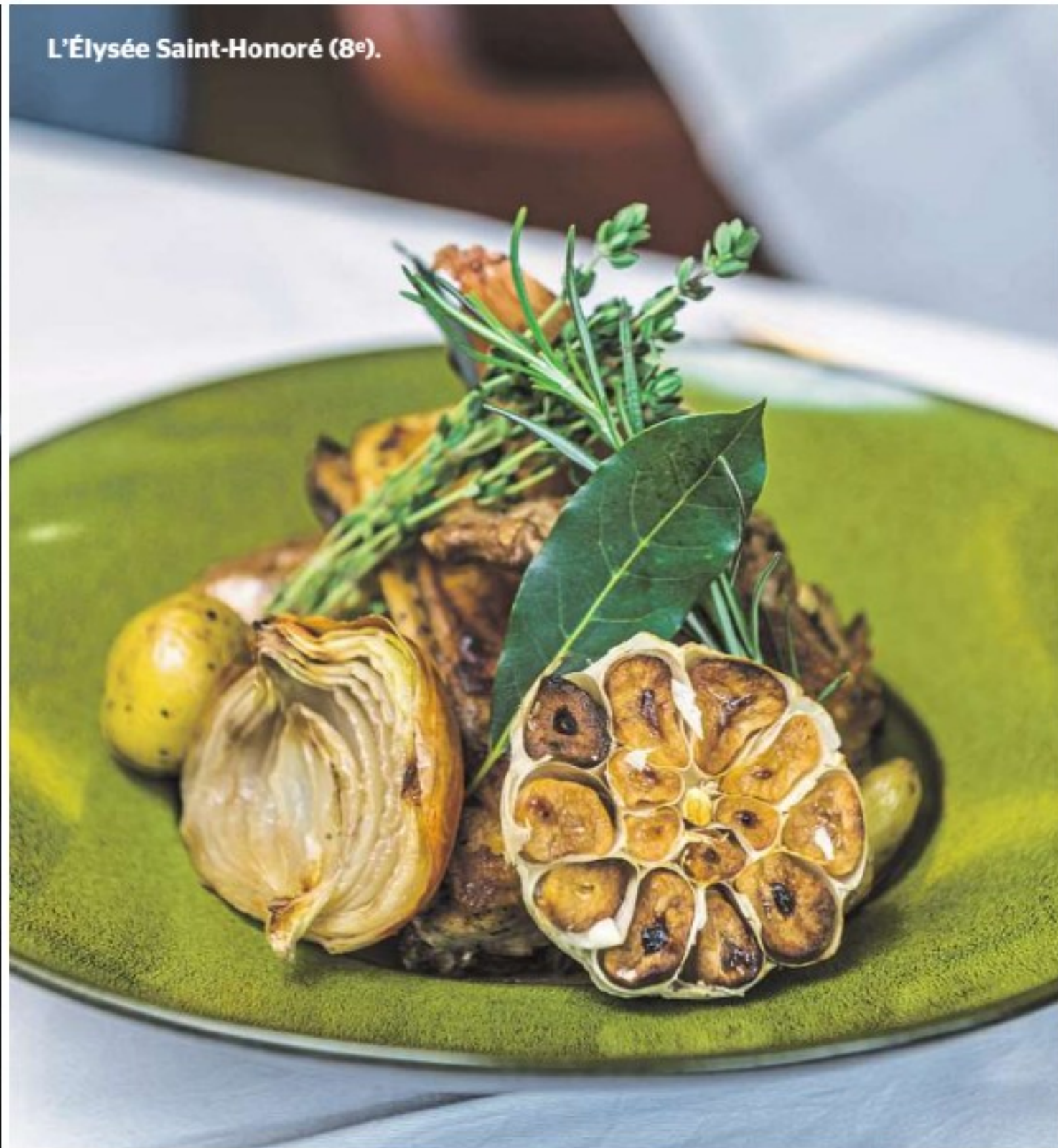
Le goût de la Corse à Paris

Alice Bosio et François Blanc

Tables, bars à vin, épiceries : nos meilleures adresses qui célèbrent les produits et les recettes de l'île de Beauté dans la capitale.



U Mullinu (5^e).



L'Élysée Saint-Honoré (8^e).



A Casaluna (1^{er}).

Pour les nostalgiques de leurs vacances en Corse mais aussi pour tous les *pinzuti* friands de gastronomie insulaire, découvrez notre sélection de restaurants, bars à vin et épiceries partout dans la capitale. *Pace è salute !*

La plus chic A Casaluna

MENUS : de 35 € (dég.) à 69,50 €.
CARTE : 50-80 €.
6, rue de Beaujolais (1^{er}).
Tél. : 01 42 60 05 11. Tous les jours.

LE LIEU. Ici la magie commence dans le décor : les anciennes écuries du cardinal de Richelieu, aux abords des jardins du Palais Royal. Belles pierres, plafond voûté, colonne massive : cette institution cossue d'un quartier qui ne l'est pas moins est tenue avec habileté par Jean Costantini. Un chef charismatique, ambassadeur des producteurs de la région dans son livre *Corsica* paru l'hiver dernier, et qui retranscrit l'authentique gastronomie corse revue avec sa patte de chef.

L'ASSIETTE. Ce jour-là, une excellente terrine de figatellu, emblème convivial des lieux, qui laisse s'exprimer la puissance caractéristique de cette charcuterie traditionnelle à base de foie. Le classique stufatu est lui aussi revu en boulettes d'effiloché de veau, logées dans une sauce nappante et herbacée criblée d'olives – un régal, où tremper les cubes de polenta qui l'accompagnent. Bon point aussi pour les sorbets aux agrumes en dessert, noyés sous une vinaigrette à l'huile d'olive.

BRAVO. Une cuisine délicatement re-liftée, sans être endimanchée ou proprette.

DOMMAGE. Des suppléments chèrement payés sur les menus.

La plus animée Alma

CARTE : 30-40 €.
10, rue Mandar (2^e).
Tél. : 01 40 28 02 48.
Tous les soirs. Le WE au dég.

LE LIEU. Le Bastiais Saveriu Cacciari a commencé comme serveur à l'Alivi, table corse de référence du Marais, avant d'en reprendre les rênes à son oncle et d'étendre son petit empire avec Chez Minnà (10^e), Pepita (5^e) et cet autoproclamé « bar et cantina » du quartier Montorgueil. Entre sa terrasse d'une quinzaine de couverts sur rue quasi piétonne et son intérieur comp-

toir-banquettes et faux arbre en salle façon maquis, l'adresse fait régulièrement le plein, en fin de semaine, autour de ses tapas et cocktails corses, bercés par une musique festive.

L'ASSIETTE. Pour accompagner le Spritzu twisté au Cap Corse Mattei et à l'Orezza ou le verre de patrimonio d'Yves Leccia, défilent planches de fromages et charcuteries insulaires, mais aussi une quinzaine d'assiettes à partager revisitant les tapas à la sauce corse. Ainsi des très coquines croquettes au prisuttu, tomme corse et béchamel, des incontournables bastelles de Minnà, chaussons de pâte feuilletée à la blette et fromage frais à tremper dans un ket-chup maison parfumé au romarin, des gnocchis poêlés à la crème tomatée, brocciu et chips de coppa ou encore d'honnêtes beignets de courgette. Et si les préparations, escortées de petites sauces soignées, flirtent souvent avec l'excès de sel et de sucre, leur gourmandise est indéniable !

BRAVO. L'ouverture tardive du week-end (jusqu'à 2 heures), le service efficace.

DOMMAGE. Toutes les assiettes arrivant en même temps, elles ont tendance à refroidir.

La plus accueillante Chez Rosito

MENUS : 38 € et 43,50 €.
4, rue du Pas-de-la-Mule (3^e).
Tél. : 01 42 76 04 44.
Tous les soirs sf lun.
Ven. à dim. au dég.

LE LIEU. Voilà bientôt trente ans que cette adresse corse authentique égaye le chic quartier de la place des Vosges. Un âge qui se traduit avec charme dans le décor façon vieille auberge aux nappes en papier et aux murs constellés de photos, d'affiches et d'ustensiles de cuisine. On y trouve même une grosse boîte de collecte postale jaune, posée là par les deux patrons, l'Ajaccienne Marie-Paule Fenocchi et son cuisinier de mari, Franck Berton.

L'ASSIETTE. La large ardoise affiche une cuisine franche et goûteuse, dictée par la tradition et les produits corses. Couteaux en persillade en entrée – savoureux – et moules à l'ajaccienne en plat, cousines des marinières, tomates, herbacées et délicatement relevées. En dessert, le traditionnel pastizzu, genre de pudding de pain rassis très ménager, se révèle dense mais fort efficace.

BRAVO. Le charme intact des lieux et de l'accueil.

DOMMAGE. Le pain cartonneux, visiblement pas du jour.

La plus résistante U Mullinu

MENU : 24,90 € (dég.).
CARTE : 35-50 €.
28, boulevard de l'Hôpital (5^e).
Tél. : 01 43 37 78 76. Tous les jours.

LE LIEU. Situé face à la chapelle de la Salpêtrière, ce petit bistrot dans son jus fait figure de place forte de l'île de Beauté à Paris. Chants du collectif bastiais Chjami Aghjalesi en fond sonore, pierres apparentes, parquet massif, accueil sympathique : de quoi donner envie d'y prendre son temps, malgré l'agitation du boulevard, tout proche.

L'ASSIETTE. Sous la direction d'Ange Dolémieux, à la tête de l'affaire depuis quatre ans, la cuisine se fait simple,

efficace, sans chichi, avec le souci de faire appel aux beaux produits corses. Sympathique et généreux tartare de daurade, avocat et poutargue corse en entrée. Puis réjouissantes aubergines farcies en plat – chair d'aubergine, mie de pain, ensevelies sous une sauce tomate à la menthe sauvage nepita et gratinées au brebis corse. Très sucré mais efficace petit gâteau moelleux et humide à la châtaigne en conclusion.

BRAVO. Des formules abordables pour découvrir les lieux.

DOMMAGE. Les chaises extérieures franchement inconfortables.

La plus cinématographique Le Wagon Bleu

MENU : 26 € (dég.).
CARTE : 40-60 €.
7, rue Boursault (17^e).
Tél. : 09 74 64 13 35
Tous les jours sf dim. (din.) et lun.

LE LIEU. Et si l'Orient-Express faisait escale en Corse ? C'est l'étrange itinéraire de cette emblématique table du quartier Rome, qui abrite en son sein un authentique wagon du mythique convoi daté de 1925, un décor prisé du cinéma. On y mange toujours avec vue plongeante sur les voies de chemin de fer de Saint-Lazare, dans l'établissement désormais géré par Christophe Poligani, qui monta notamment feu la piadineria Lo Zio.

L'ASSIETTE. Ce jour-là, de retour de vacances, un menu déjeuner plus qu'honnête démarrait avec d'excellents beignets de fromage frais fermier corse à la menthe nepita, croustillants, aériens, avec même un peu de caractère. Suivis d'un efficace effiloché de porc mariné à la figue et à la bière Pietra servi sur une purée maison, épaisse et légèrement texturée – un réconfort à en faire oublier la rentrée. En conclusion, un tiramisu à la liqueur de châtaigne plus anecdotique, mais pas désagréable.

BRAVO. La large terrasse qui permet de profiter du lieu en toute saison.

DOMMAGE. Le tiramisu certes revu à la corse, mais sans café et avec des biscuits secs.

Le plus à l'ouest L'Élysée Saint-Honoré

CARTE : 50-100 €.
205, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8^e).
Tél. : 01 53 76 48 56.
Tous les jours, de 6 h 30 à 2 h.

LE LIEU. De l'extérieur, il a tout d'une grande brasserie traditionnelle des beaux quartiers comme Paris en compte tant, avec ses nappes blanches et ses banquettes capitonnées. Mais à la lecture de sa carte comme à la rencontre de son taulier Serge Viola, qui veille sur la salle autant qu'il fait le show, on se rend vite compte qu'on a affaire ici à un rendez-vous corse voisin des Ternes. À l'intérieur, cabri et aigle empaillés accueillent le client, tandis qu'une vaste terrasse se déploie aux beaux jours.

L'ASSIETTE. Si la sole meunière, le tartare de bœuf ou les escargots de Bourgogne ont les faveurs des touristes, les habitués leur préfèrent le volet de spécialités insulaires, des migliaccioli servis dès le petit déjeuner – sortes de petites crêpes rondes au fromage, moelleuses comme des coussins – au fiadone, l'hiver en saison du brocciu, en passant par la charcuterie animale et poivrée de Corse-du-Sud ou encore par le tendre cabri escorté de grenailles moelleuses et ail confit débarquant avec ses herbes du maquis incandescentes qui embaument tout sur leur passage. Le tout arrosé de patrimonio, figari ou Cap Corse.

BRAVO. La cave à cigares pour les amateurs, le digeo offert, la générosité des portions.

DOMMAGE. Le service débordé ce soir-là (pour cause de sous-effectif, selon le patron), les linguines à la poutargue trop sèches.

La plus pointue Missià

38, rue Marguerite-de-Rochechouart (9^e).
Tél. : 09 61 60 59 92.
Tlj sf dim. et lun, de 15 h à 19 h 30.

LE LIEU. Né à Ajaccio mais grandi à Paris, Nicolas Petreschi, 46 ans, a laissé derrière lui une première carrière dans le marketing pour ouvrir, en 2019, son épicerie fine de petits producteurs dont l'enseigne signifie « grand-père » en Corse-du-Sud. Sa boutique à la devanture bleue Méditerranée regorge de pépites sélectionnées lors de « road trips » à la rencontre des artisans de toute l'île. Son propos ? Proposer le vrai goût de la Corse à Paris, avec des visages derrière, pas celui réservé aux touristes estivaux.

LE PANIER. La grande affaire de la maison, c'est sa gamme de charcuterie fermière de porc nustrale nourri aux glands, céréales et châtaignes par Jérôme Pierrelot, qui est également castanéiculteur – jambon, coppa, lonzu, saucisson, extrêmement savoureux. On déniche aussi, selon les arrivages et la saison, poutargue, fruits confits, fromages de brebis et chèvre, confitures



Alma (2^e).



Le Wagon Bleu (17^e).

HACHÉ MENU
PAR EMMANUEL RUBINLE BASILIC,
BRASSERIE
RETROUVÉE

À les voir silencieusement s'effacer, on se dit qu'on n'aura peut-être même plus la consolation de les regretter. Toute la petite cruauté de la ville lorsque l'indifférence l'emporte sur l'oubli. Pas certain d'ailleurs que dans son désormais très étrange appétit, Paris en aurait eu le souci. Le quartier, lui, un peu plus. Car en voilà une qu'on a bien failli perdre. Une discrète de cette grande muette d'Invalides-Solférino. Une brasserie qui coule. Le Basilic qui sombre. Deux lustres à la renverse, les nappes suspects, l'assiette louche, le gigot moins fayot que falot et si la basilique Sainte-Clotilde offrait encore la charité de sa belle ombre au petit jardin de la terrasse, celle-ci bien garce à en profiter pour cacher la misère. Et puis, cette fois encore, juste avant les vacances, comme dans les films avec le héros qui surgit à la fin, les Aveyronnais ont déboulé. À la reprise, une grande famille du milieu, les Boudon père, mère, fille. On leur doit La Fontaine de Mars, Le Petit Lutetia, L'Alma. Vont-ils sauver Le Basilic ?

Bonne mine Dans leur nature, les brasseries ne traînent jamais à jouer leur comédie. Sûrement pour cela qu'on les voit si souvent au cinéma. Impatientes à planter le décor, lâcher leur réplique, s'inventer une caméra. Pas installé qu'on devine déjà ce qu'elles ont dans le ventre. Le Basilic parfait à tuer le suspense. Silence, on tourne et ça tourne déjà fort. Du monde à toutes les tables, du personnel à chaque rang. On avait oublié que l'Art déco y croisait. Il s'est regagné une lumière, qui, le soir, vous donne l'illusion d'avoir bonne mine. Les banquettes ont été retendues dans l'espoir d'un vert velours, la salle a retrouvé son coffre et surtout cet enthousiasme, presque ce pressentiment qui vous laisse croire qu'ici tout peut se passer. Peut-être même d'y bien manger.

Plats dignes À peine assis, une carte dans les mains, l'apéro proposé, le pain (de Thierry Breton) délivré. Là encore, ça ne traîne pas. Avec les brasseries, faut parfois se méfier de ce rythme. Comme s'il fallait, dans le vertige de la vitesse, masquer les lacunes des comestibles. Ici, pas du tout. Ça virevolte pour convaincre que les plats ont retrouvé une conviction. Pas faux sur ces feuilles de salade hérissées qui dévoilent beau quartier d'avocat brûlé, calibres de crevettes, salto de sauce cocktail. Aussi vifs : les œufs, rémoulade, mayo livèche. Au tour suivant, saignant filet de bœuf à la parisienne verni de retrouver le vert pétard et vrai persil d'un beurre maître d'hôtel et volaille en suprême, travaillé en fine panure, cresson pour la verdure, sauce diable pour éviter qu'on ne s'y ennuie. Prêt à parier que la terrine de foie de volaille, le saumon au Noilly et le fameux gigot sont du même tonneau. La bonne surprise, c'est que l'ancien pâtissier du Grand Véfour a rejoint la brigade. Et Le Basilic d'envoyer aujourd'hui les meilleurs desserts de brasserie de Paris (chou vanille, crème brûlée, entremets agrume, passion, pêche de vigne).

MAIS ENCORE...

LE SERVICE. Tenu, comme des grandes, par des petites Parisiennes pétulantes, voire piquantes.

LE PUBLIC. Élus de la République et haute fonction publique (le midi), rive gauche pas vraiment caviar (le soir), grande bourgeoisie en larges tablées. Bref, le 7^e « ne connaît pas la crise ».

EST-CE CHER ? Entre 46 € et 84 €. Pas de quoi effrayer les proches Matignon, ministères et ambassades. Pour les autres...

FAUT-IL Y ALLER ? Tout simplement, oui.

Bonne table : la terrasse rayonnante, et dedans, celle près de la cheminée ainsi que la banquette à gros carreaux vichy. Service diligent.

1, place de Valois (1^{er}). Tél. : 01 42 61 35 04. Tous les jours. Métro : Palais-Royal.

Selma, tu le lâches
ou tu le kiffes !

Emmanuel Rubin

Quartier Ménilmontant, le fondateur des Œillets et de Toy lance un bistrot turc taillé pour le public millennial.

Déjà aux commandes des Œillets (cave à manger) et de Toy (jolie boîte à ramens), le dernier petit futé de la place (Solal Martin-Grondard) monte, monte, monte et, ces jours-ci, jusqu'au pôle Nord du quartier Père-Lachaise, dernière conquête du Paname millennial. Car les enfants de bobos ont grandi et, si leurs fiefs ont changé, visiblement pas leurs façons de boire et manger.

Même population, même motif, et le motif un tiers rustique, deux tiers rétro, déluré mais pas trop, rade juste ce qu'il faut avec, depuis le carrelage jusqu'aux lambris, les murs bien évidemment grattouillés, le beau bois flatté au comptoir, le fané très soigné et, en salle, les fourneaux comme l'armoire à vins ouvertement lâchés.

Dans l'armoire ? De ces jeux de quilles et de ces vins à tous les vents où les étiquettes loufoques et barrées (Danse de Saint Guy, Nuit blanche, Laisse tomber, Rêve américain...) coulent leur jus bohème, leur soif alternative, leurs vignerons gourous, leurs macérations et leurs raisins dont on se lasse parfois d'écrire tout le *natürlich* qu'il convient d'en penser.

Aux fourneaux ? Assiettes dans la même veine, croisement plutôt réussi de plats tradis et de turqueries, de veggie beurre noisette, de tahini gribiche, d'ürfa mayo et autres recettes gavées d'ingrédients mystères (kasar, sofrito, pil pil

**SELMA**128, rue du Chemin-Vert (11^e).**TÉL. :**

Sans tél. Rés. en ligne.

HORAIRES :

Du mer. au dim. soir. De 19 h à minuit.

MÉTRO :

Père-Lachaise.

raki, sauce begendi) pour lesquels on commanderait presque la traduction simultanée, l'assistance ChatGPT, l'arbitrage de la VAR. On n'a pas vraiment compris, pas complètement capté mais, entrée, plat, dessert, tout fini,

tout lampé. À bien y songer, c'est sûrement ce qu'on attend d'un bistrot. Un public, une soif, un appétit. Fussent-ils envoyés en mode millennial.

AVEC QUI ? Le nouveau Ménilmuche.

UNE, DEUX, TROIS ASSIETTES... Pommes de terre, courgettes, sauce tarhana, ciboulette, beurre noisette : cajolant. Lieu jaune grillé, haricots, orzo, sofrito, pil pil raki, pourpier : faut sui-



DESPREZMARE STUDIO



Le Gratin

Genre : s'il n'était ses gratins qui lui font enseigner mais se retrouvent, dans leur plat, curieusement à la peine (trop lourds, trop cuits), on serait à deux doigts d'adopter cette auberge plein cadre qui, pour le reste, se révèle bien mieux ajustée (nourritures simples et acquises, décor et ambiance optimistes).

Prix : 38-74 €. Tartare de bœuf sur toast brioché : molletonné à la manière du cannibale bruxellois. Gratin au homard : franchement balourd ; lui préférer, de loin, le chateaubriand poivre. Gratin de pommes confites et caramel beurre salé : plutôt crumble, limite pataud.

Avec qui ? La ministre de la Culture en voisine.

Bonne table : la terrasse rayonnante, et dedans, celle près de la cheminée ainsi que la banquette à gros carreaux vichy. Service diligent.

1, place de Valois (1^{er}). Tél. : 01 42 61 35 04. Tous les jours. Métro : Palais-Royal.



SELMA

Hasan Sahin Erdal, chef de Selma.

vre mais tout bien bordé et cuisson du poisson nickel. Sorbet chocolat, huile d'olive, sumac : stimulant.

DANS LE VERRE ? Sans surprise, cave dynamique à militer le vin nature, nettement plus déroutante à classer par couleur sans jamais indiquer une quelconque géographie. La serveuse elle-même perdue à se demander d'où pouvait venir ce Gueule d'amour 2022, rouge caractériel du domaine Vin Noé, Jon Purcell (réponse : Bourgogne).

L'ATTENTION : les nombreux vins servis au verre à prix fixe : 8 €.



ALAIN MIAM MIAM

Sandwich par
Alain Miam Miam

Genre : pas encore surfaits, déjà surjoués par un poème de patron, les sandwichs les plus convoités de Paris avisent, pour leur seconde adresse, un Marais conquis avant même d'y mettre les doigts. Entre ceux-là, une gastronomie du genre convaincante, généreuse et dispendieuse.

Prix : sandwichs de 9,50 € (jambon beurre) à 16 € (truite fumée). Le pastrami (pastrami, salade, cantal, ciboulette) : charpenté, bien nourri, délicat à manier. Le « cuisiné » harengs (de la maison J.C. David) pommes à l'huile : curieuse idée, pas déplaisante mais vite bourrative.

Avec qui ? Un bobo casse-croûte.

Bonne table : sur place bondé et donc oubliable, à emporter vers les proches jardins des Archives nationales. Service bille en tête.

3, rue Pastourelle (3^e). Sans tél. Tlj sf lun. et mar. De 9 h à 17 h. Métro : Arts-et-Métiers.



STÉPHANE BUI



Shabestan La Fayette

Genre : sous le ciel de sa verrière, dans ce quartier qui en a le goût, la troisième adresse d'une enseigna persane à décor (hum, hum) dont on retiendra que la carte à spécialité est à peu près aussi interminable que les assiettes qui lui font suite. La salle semble ne pas manquer d'amateurs ; faudra penser à leur demander pourquoi.

Prix : au déj., de 18 € à 24 €. Carte env. 37-73 €. Soupe d'herbes, légumineuses et nouilles : ça patauge. Chichlik (kabab de côtelettes d'agneau marinées) : grillade molle. Gheymeh Bademjan (ragoût de veau à la tomate, pois cassés, aubergine grillée et riz safran) : niveau brouet. Roulé à la crème parfumée : s'il vous reste de la place car il en prend...

Avec qui ? Golshifteh Farahani.

Bonne table : les banquettes circulaires sous la verrière. Service bizarrement distant.

66, rue de Provence (9^e). Tél. : 01 48 74 16 64. Tous les jours. Métro : Chausse d'Antin.



UMULINU : MELANIE ROUSSELLE, CALVIN COURON, KUNMO RYU, VANLETEREN VINCENT

d'agrumes, canistrelli, soupe de crabe bleu, moelleux à la châtaigne, sirops à l'ancienne, liqueur de cédrat... En fin d'année, le figatellu et le brocciu (de la famille Mallaroni) sont très demandés. Sans oublier le salinu, une poudre de noisette qui condimente les plats.

BRAVO. La rareté et la qualité des produits (mais qui ont un coût), l'accueil volubile et passionné.

DOMMAGE. On aimerait pouvoir déguster sur place ou emporter un sandwich (le patron y pense !).

La plus multicarte
Terra Corsa**CARTE :** 15-30 €.1, cour des Petites-Écuries (10^e).

Tél. : 01 45 23 18 94.

Tous les jours sf dim, de 10 h à 23 h.

LE LIEU. Tout à la fois épicerie fine - terrines, miel, bières, vins, myrte, canistrelli... - et bar à vin, fournisseur de sandwichs pour la pause déjeuner et repaire pour apéro à rallonge, cette petite enclave met les produits de l'île de Beauté au cœur de la très cosmopolite rue du Faubourg-Saint-Denis. Le garde-manger dispose en outre d'une seconde entrée sur la sympathique cour pavée des Petites-Écuries.

L'ASSIETTE. Pour se restaurer, la maison propose bien quiches et salades, mais ce sont les planches généreusement garnies et servies à toute heure, sur place comme à emporter, qui tiennent la vedette. Terrine (porc et figatellu), charcuterie tranchée minute (lonzu, coppa, prisutti bien poivré, saucissons) et fromages (brebis parfumé aux herbes du maquis, chèvre...) affichent un joli tempérament, avec leur escorte de confiture de figue et grosses câpres. Les desserts ménagers sont plus oubliables, à l'image du très dense clafoutis aux quiches qui rappelle le far breton.

BRAVO. Le service adorable, la double terrasse.

DOMMAGE. Les assiettes ébréchées, le pain lambda.

Et aussi

LE PAPACONU Victime d'un incendie, la pizzeria corse de la rue Cadet (9^e), célèbre pour ses recettes en demilune à pâte fine, doit rouvrir d'ici la fin de l'année. Petite sœur d'une adresse née à Ajaccio, elle s'apprête à inaugurer juste à côté l'épicerie et sandwicherie Catalinetta.

MAMINA L'adresse idoine pour un encas corse (sandwich, salade) à emporter si vous êtes de passage du côté de l'avenue de Friedland (au numéro 35).

CHAUMET

JOSÉPHINE

L'élégance affirmée.

